

Le Monde

الشرق الأوسط

Suppléments : « Initiatives »/Immobilier

Le Monde



15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14530 - 6 F

MERCREDI 16 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

Croisière ordinaire

La chute du domino bulgare

Le domino bulgare est peut-être pas aussi éclatant qu'elle a pu l'être en Pologne, en Hongrie ou en Tchécoslovaquie, mais le passif y était plus lourd et le terrain à reconquérir sur le communisme plus profondément miné. Bravement, le Bulgare, après une première tentative électorale qui, l'an dernier, avait fortement ébranlé le pouvoir sans parvenir à le renverser totalement, a basculé, lundi 14 octobre, dans le camp des pays post-communistes.

Beaucoup l'avaient un peu vite relégué au rang des reliques balkaniques indignes de jouer dans la cour des grands. Pourtant, le Bulgare s'était déjà prouvé, l'été dernier, d'un président de la République issu de l'opposition démocratique, M. Jeliou Jeliou, et mettait en route - non sans quelques difficultés d'application, certes - des réformes économiques.

SOFIA s'appliquait également, en politique extérieure, à s'aligner sur les nouvelles démocraties, refusant par exemple de signer le traité d'amitié contraignant qui lui proposait l'URSS pré-putschiste. Loin des souterrains et des complots roumains, loin des déchirements yougoslaves, loin des drames de l'exilation albanaise, la Bulgarie restait, malgré tout, entachée d'une tare récurrente : la Parti communiste, rebaptisé socialiste, y conservait une majorité parlementaire et les rênes du pouvoir.

Le fort taux de participation (80 %) aux élections législatives du 13 octobre montre que, les Bulgares étant conscients de n'avoir pas échappé au processus de changement de régime, alors que même les dirigeants de l'opposition craignaient l'apathie électorale. Voilà donc qui dénote un réflexe sain dans le corps électoral. De même, le principal rassemblement d'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD), qui arrive en tête des suffrages, se console de l'absence de majorité absolue en constatant que, tous résultats additionnés, plus des deux tiers des électeurs ont voté contre l'ancien Parti communiste.

VOILA pour les bonnes nouvelles. Le nom de Filip Dimitrov, l'actuel président de l'UFD, jauna évocat eus charisme mais réputé intègre et sérieux, couronné à Sofia pour le poète de premier ministre. Il reste maintenant au futur gouvernement démocratique à prendre à bras-le-corps les immenses difficultés économiques de la Bulgarie à un moment où l'Occident, déjà aux prises avec l'effondrement soviétique, n'est guère enclin à la générosité.

Il lui faut aussi se trouver une base politique stable, ce qui ne sera pas chose aisée : selon les résultats provisoires, l'UFD va probablement devoir s'allier avec le mouvement de la minorité turque, opprimée sous le régime communiste. Or le front nationaliste bulgare anti-turc, entretenu par les anciens communistes, reste vivace, et il sera politiquement très difficile d'imposer des membres de la minorité turque dans le nouveau gouvernement.

Lire page 3 l'article de JOSÉ-ALAIN FALON

M0147 - 1016 0 - 600 F

L'examen du projet de loi de finances à l'Assemblée nationale

Les mesures sociales prévues par le gouvernement aggraveront le déficit budgétaire en 1992

Alors que devait s'ouvrir, mardi 15 octobre, le débat à l'Assemblée nationale sur le projet de budget pour 1992, la politique économique du gouvernement est vivement contestée par les syndicats, par l'opposition et par certains dirigeants socialistes. Face aux pressions sociales, M^{me} Edith Cresson a déjà fait des concessions en faveur, notamment, de l'agriculture, du loge-

ment et des fonctionnaires. Ces dépenses nouvelles contribuent à gonfler un déficit budgétaire déjà en augmentation pour 1991 et 1992. Le premier ministre présentera mercredi en conseil des ministres un plan pour l'emploi (7,5 milliards de francs sur deux ans) qui sera financé par les privatisations partielles. La hausse des prix en septembre a été de 0,2 %.

par Alain Verholes

Aides à l'emploi et à l'aménagement du territoire, crédits aux logements et à l'agriculture, maintien du remboursement de la taxe professionnelle pour l'embauche et l'investissement, concessions salariales à la fonction publique : la liste s'allonge des décisions prises depuis quelques jours par le gouvernement, qui toutes aboutissent à des dépenses supplémentaires financées en tout ou partie par l'Etat.

Critiqué par les syndicats qui lui reprochent une rigueur mal adaptée à la situation économique, contesté pour les mêmes raisons par certains parlementaires et militants socialistes, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, fait-il de la relance budgétaire sans le dire ? Ou bien les concessions accordées aux uns et aux autres amorcent-elles une politique menée par Mat-

ignon parallèlement - et comme contradictoirement - à celle de M. Bérégovoy, ce qui signifierait que le déficit budgétaire n'est plus vraiment une préoccupation majeure des pouvoirs publics ?

Pour répondre à ces questions il faut évaluer d'une part ce qui est véritablement nouveau dans les mesures annoncées ; d'autre part l'ampleur de ces mesures, c'est à dire leurs coûts budgétaires.

Lire la suite page 21

Le cri d'un maire

En remettant en jeu son mandat municipal, M. Quillot veut alerter le gouvernement

par Alain Rollat

La démission d'un maire est, d'habitude, chose banale. Celle du maire de Clermont-Ferrand, aujourd'hui, ne l'est pas. Les circonstances qui ont conduit M. Roger Quillot à annoncer, lundi 14 octobre, qu'il se démettait du mandat municipal qu'il détenait depuis dix-huit ans soulèvent, en effet, un problème de société. Elles renvoient à la fois au mal des banlieues et à la désespérance des agriculteurs, à l'impuissance collective devant le chômage et à l'échec de la politique d'aménagement du territoire, un discrédit affectant les partis politiques et aux taux d'abstentionnisme qui en résultent au profit des démagogues les plus extrémistes.

Quand le maire de Clermont-Ferrand se retire (provisoirement ?) de la scène par lassitude, parce qu'il en a assez de se battre en vain pour trouver d'impossibles parades aux suppres-

sions d'emplois par centaines, assez de parler aux murs administratifs, assez de l'indifférence de ses propres amis politiques, assez d'en appeler à l'Hôtel Matignon et à l'Elysée sans recevoir de réponse, assez aussi de voir parfois ses concitoyens vouloir tout et le contraire de tout, c'est toute la France qu'il interpelle.

Et son cri n'est pas solitaire. C'est le cri de ceux qui vivent en première ligne les fractures d'une société en péril. Le geste spectaculaire de M. Quillot prolonge la philippique lancée il y a un an par le maire socialiste de Montpellier, M. Georges Frêche, contre les responsables d'un système politico-administratif qui aboutit, dans une Europe où tout bouge, à maintenir une « France ligotée » par une « centralisation filieuse, déshérite ». Il répercute le trouble exprimé dans nos colonnes, le 6 septembre dernier, par un autre maire socialiste, celui de Strasbourg, M^{me} Catherine Tramman.

Lire la suite page 8

L'Allemagne et le syndrome « skin »

Les violences contre les étrangers illustrent le désarroi d'une société tentée par le repli sur soi

HUNXE

de notre envoyé spécial

Sortie des banlieues industrielles sans fin de la Ruhr, de l'imbroglio des brevilles d'autostrade, Hünxe, avec ses coquettes maisons de briques rouges à huisseries blanches, est presque un petit paradis.

On quitte les dernières mines encore en activité, les premiers champs de la Basse-Rhinland apparaissent ; la forêt appartient encore au baron local ; Hünxe n'a d'autre vocation que de loger une population qui travaille au grand nord pour l'industrie voisine.

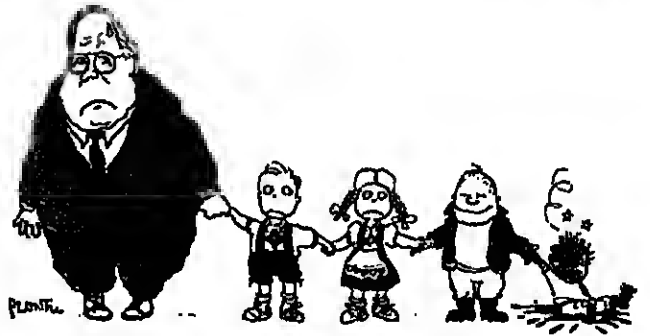
Une ville-dortoir mais douillette. Rien à voir avec les HLM médiocres de Hoyerswerda, en Saxe, qui pleurent l'ennui et la tristesse de l'ancienne RDA.

C'est pourtant ici que deux fillettes, âgées de dix et huit ans, ont été grièvement brûlées dans leur lit, assommées par un cocktail Molotov lancé de la rue à travers la fenêtre de leur chambre.

Dans la presse à sensation, et pour sa plus grande honte, Hünxe est devenue la pendant symbolique, à l'Ouest, de Hoyerswerda, où avait commencé, trois semaines plus tôt, la vague de violence raciste qui secoue l'Allemagne entière. Le gouvernement de Saxe avait cédé devant la « dictée » de la rue et fait évacuer les étrangers de la ville.

Hünxe-la-rangée avait aussi ses skins.

HENRI DE BRESSON
Lire la suite page 4



Une crise d'identité

par Daniel Vernet

Attaques contre des immigrés dans plusieurs villes d'Allemagne, à l'Est comme à l'Ouest, des partis néo-nazis qui, toutes tendances confondues, obtiennent 10 % des voix aux élections régionales de Brême : l'alerte noire e de nouveau sonné outre-Rhin.

Certes, la haine de l'étranger n'est pas, en Europe, une exclusivité allemande ; certes, au début des années 70, les néo-nazis du NPD avaient eux aussi engrangé quelques succès électoraux qui se révélèrent être des feux de paille. Comme quinze ans plus tard ceux des Républicains. Rien ne serait plus faux, et sans doute plus dangereux pour l'Allemagne, la réconciliation

franco-allemande, l'unification de l'Europe, de tirer des événements des dernières semaines la conclusion que l'histoire se répète et que les Allemands sont décidément incorrigibles.

Bonn n'est pas Weimar. Les institutions de la République fédérale ont été fortifiées par quarante ans de pratique démocratique et les valeurs qui les soutiennent ne sont pas, comme dans les années 30, contestées en permanence par les extrémistes de droite et de gauche. Tous leurs voisins ont constaté avec satisfaction que les Allemands ne sont pas tombés dans la rêverie nationaliste quand, il y a un an, leur pays a retrouvé son unité.

Lire la suite page 4

Les amants, enfin

Non, le film de Leos Carax n'est pas maudit puisqu'il sort, qu'il est beau, fort. Flamboyant

par Danièle Heymann

Le film est là. Il n'y a plus que cela qui compte. Assez compté, assez ressenti, haineux, les tumultueux chapitres précédents. Un film est là, qui ne ressemble à aucun autre, qui galope dans la nuit et remonte vers la lumière, ose parler d'amour en montrant la misère. Un film unique, blesse et dardant, dont la forme plus que le fond sécrète

une émotion aussi pure et immédiate que les grands mélodramas d'avant-guerre, avec peu de mots, des musiques de toutes les couleurs mais tant d'images à perdre le souffle que l'on en suffoque.

Un film imparfait et grandiose, moderne et intemporel qui réconcilie avec un art dont on réalise mal qu'il est de plus en plus menacé, banalisé, standardisé, terminatorisé : le cinéma.

L'histoire ? Simple. Leos Carax en avait lui-même rappelé la genèse au moment où le producteur Christian Faehner allait entrer dans son rêve pour le rendre enfin possible (le Monde du 17 mars 1990). « C'est né d'un rêve pendant la tournée de promotion de mon deuxième film, Mauvais sang, à travers le monde. L'image d'un couple debout sur le parapet du Pont-Neuf. L'image de ces amoureux qui tombent à l'eau l'un et l'autre. Ils sont des clochards. Ce qui m'intéresse chez les clochards, c'est le sentiment de l'irréversible. Ils vivent sur le Pont-Neuf en train de s'enfoncer. Le pont leur appartient. Elle est peintre et perd la vue, c'est Juliette Binoche. Il est cracheur de feu, c'est Denis Lavant, le couple de Mauvais Sang. »

Lire la suite page 16

LA BOUTIQUE

Cartier
L'ART D'ÊTRE UNIQUE

7, PLACE VENDÔME, PARIS. 42.61.55.55
23, PLACE VENDÔME, PARIS. 40.15.03.51

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Un entretien avec M. Alain Méjeux : « L'idée d'un transfert de technologie aux pays en voie de développement est totalement dépassée », nous déclare le PDG du premier groupe mondial de fabrication de vaccins ■ L'enfer des origines ■ Bibliographie : c'est la médecine pénitentiaire ■ Cocodier-éprouvette

pages 13 à 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 200 F ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 100 PTA ; G.-B., 50 p.; Israël, 220 DR ; Italie, 1,20 F ; Japon, 200 Y ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 Fl. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Yougoslavie

La démocratie européenne à l'épreuve de la guerre contre la Croatie

par Mirko Grmek

LES informations sur la situation dramatique en Croatie sont remplies de vieux clichés, de demi-vérités et de fictions politiques qui les rendent opaques et contradictoires. On parle encore d'affrontements entre nationalistes serbes et croates, alors qu'il s'agit d'une agression caractérisée, d'une guerre de conquête menée, à l'intérieur d'une fédération en décomposition, par une république fédérée contre une autre. L'actuel gouvernement serbe et l'état-major de l'armée dite «fédérale» veulent réaliser soit une Grande Serbie, soit une Yougoslavie dirigée par Belgrade et communiste quant aux structures du pouvoir et au système économique.

Le premier pas vers l'éclatement de la Yougoslavie a été accompli par la Serbie avec le putsch en Voïvodine (1988), l'occupation militaire du Kosovo et l'annexion de ces régions autonomes (1990). Les dirigeants serbes ont abandonné une partie de la Constitution de 1974 tout en insistant sur la validité des autres parties. Ils refusent la «confédération» au profit d'une «fédération forte», qui dans la langue de bois yougoslave désigne la domination serbe dans toutes les républiques fédérées et l'exploitation économique des autres peuples.

Selon un cliché éculé, le drame actuel serait un «conflit interethnique», consécutif à l'arrivée au pouvoir des adversaires du communisme et déclenché par la «révolte spontanée des Serbes craignant d'être massacrés comme lors de la création de l'Etat indépendant croate en 1941». Certains milieux serbes reprochent au gouvernement de M. Tadić de n'avoir fait aucun geste pour apaiser ces craintes. Et pourtant, dès les premiers jours, ce gouvernement a offert à la minorité serbe la vice-présidence du Parlement, la stricte égalité des droits civiques et un rôle déterminant dans l'administration locale des communes à majorité serbe.

En Croatie il y a 11,5 % de Serbes, dont un quart seulement se trouvent dans les 11 (sur 115) districts où ils sont majoritaires. Ils se sont indignés de ce que la nouvelle Constitution démantelait la Croatie, composée de plus de 75 % de Croates, comme l'Etat «des Croates» et non pas «des Croates et des Serbes». Rappelons que la Serbie, comptant moins de 67 % d'habitants serbes, est défrisée comme l'Etat exclusif des Serbes. En fait, les Serbes de Croatie avaient des craintes d'un tout autre ordre, bien que représentant une minorité de moins de 12 % de la population totale, ils tenaient plus de 40 % de postes de direction dans l'administration et dans l'économie

du pays et plus de 70 % des emplois dans l'appareil répressif du régime communiste.

L'action des «autonomistes» serbes n'est pas une «réaction spontanée» à une prétendue persécution : elle a été préparée de longue date par des politiciens de Belgrade comme une étape vers la réalisation de la Grande Serbie, et ses modalités d'exécution ont été prévues dès la fin des années 80 par divers documents, notamment par le Mémoire de l'Académie serbe des sciences. Dès la victoire électorale des démocrates en Croatie, des troubles y ont été organisés par le pouvoir de Belgrade, resté aux mains des communistes. A son instigation, certains Serbes de Croatie ont refusé de reconnaître la nouvelle administration et commis des actes de vandalisme.

Alors que, pour préserver la paix, le gouvernement croate renonçait à prendre contre eux les mesures courantes de police, des fonctionnaires et des civils croates ont été tués et blessés, souvent de dos, victimes de guet-apens. Des terroristes sont venus de Serbie et de l'étranger, mercenaires et en bonne partie anciens criminels de droit commun, dotés d'armes très perfectionnées. Des milices se sont constituées illégalement et ont pris le nom de *tschetsniks*, nom de sinistre mémoire pour les populations non serbes. L'armée «fédérale», ayant désarmé auparavant la défense territoriale croate, leur donne les armes et les protège. Ces *tschetsniks* ont tout fait pour éliminer la population croate.

Le stéréotype «collabos» contre «résistants»

Belgrade espérait une réaction violente qui aurait après coup justifié son action. Comme au Kosovo, on parlait des dangers auxquels était exposée la minorité serbe, et pourtant les victimes étaient toujours les autres. La Croatie fut prise en tenaille entre les guérilleros «autonomistes» et l'armée «fédérale» censée arbitrer les «incidents» dont elle avait elle-même conçu le scénario. Grâce à l'écrasante supériorité de leur armement, les unités de cette armée, tels des pompiers pyromanes, ont systématiquement grignoté les territoires de la Croatie et imposé une administration en marge de l'ordre constitutionnel, tandis que leurs chefs gagnaient du temps en signant des accords qu'ils n'avaient pas la moindre intention de respecter.

A Borovo-Selo, près de Vukovar, puis à Struga, à Kozarac, à Dalj, les *tschetsniks* ont massacrés des personnes sans défense (civils et policiers faits prisonniers) d'une manière particulièrement sauvage, sans exemple dans l'histoire euro-

péenne de l'après-guerre (yeux arrachés avant l'exécution, mutilation et assassinat au poignard et à la hache). Si les autorités croates ont réclaté désespérément des observateurs européens dans les zones «chaudes», les responsables serbes n'ont jamais accordé aux témoins étrangers l'accès aux villages où ont été commis ces atrocités. Les Serbes ont tiré sur les journalistes et ont abattu deux cameramen. Aux images diffusées par la télévision de Zagreb qui prouvent la réalité de ces crimes récents, la télévision de Belgrade réplique par des documents iconographiques datant de la deuxième guerre mondiale.

Les prêtres orthodoxes ont consacré l'année 1991 à la «revivification du souvenir des martyrs serbes». Ils prêchent la vengeance. Dans son message pascal, le patriarche Paul exhorte ses fidèles à ne pas oublier que le crime des Croates «est resté insupportable». La presse française rapporte, sans manifester ni indignation ni étonnement, que les Serbes, afin de raviver les haines, détestent les restes des victimes de la guerre. Que dirait-on si un parti français décidait d'exhumer les cadavres d'Oradour-sur-Glane et demandait l'application de la loi du million aux Allemands d'aujourd'hui ? C'est pourtant ce que font les dirigeants serbes pour justifier leur agression actuelle. Ils rappellent constamment les meurtres effectués il y a un demi-siècle par les natchis et citent des chiffres très fortement exagérés.

Les Croates ont eu, eux aussi, de nombreuses victimes innocentes et ont souffert des horreurs de la guerre comme les Serbes (voir le Monde du 12 avril 1991). D'après les chiffres publiés par le Centre démographique de l'Institut des sciences sociales à Belgrade, le nombre relatif de Croates en Yougoslavie a baissé entre 1921 et 1948, tandis que celui des Serbes est passé de 36 % à 41 %.

Dans un Etat de droit, une politique de vengeance est inadmissible. D'ailleurs, les Serbes revendiquent justifier les natchis, car au temps de la dictature serbe, entre 1920 et 1939, plusieurs centaines de Croates ont péri dans les prisons, souvent après des tortures. Trois députés, dont Stjepan Radic, le plus illustre homme d'Etat croate, ont été assassinés en 1928, pleine séance du Parlement de Belgrade.

Le stéréotype selon lequel tous les Croates auraient été des «collabos» et tous les Serbes des «résistants» ne correspond nullement à la réalité historique. Si, en Croatie, les natchis de Pavelic étaient au service des occupants, en Serbie le gouvernement de Nedeljko a collaboré avec une redoutable efficacité, tout comme le parti antisémite de Ljotić et même, très rapidement après la débâcle, les *tschetsniks* de Mihajlovic. Dans les rangs des partisans yougoslaves on comptait plus de Croates que de Serbes.

Tant que l'armée passera pour «fédérale»...

La défense des droits des minorités serbes par le gouvernement de Belgrade serait plus crédible, si elle était assortie de la négation des droits des minorités en Serbie, notamment de l'asservissement des Albanais au Kosovo et des Musulmans au Sandjak. La poursuite des opérations militaires dans des zones peuplées à majorité de Croates prouve que le but poursuivi est la conquête des territoires. Ces territoires n'ont jamais appartenu à la Serbie, mais Milosevic a bien fait savoir en mars 1991 que «les frontières déterminent les faits» et que les Serbes «s'ils ne savent pas bien travailler, au moins savent bien se battre».

Une vraie guerre, limitée mais sanglante, a commencé au cœur de l'Europe. Que faire pour l'arrêter ? La mentalité des dirigeants serbes actuels est telle qu'il ne faut pas compter sur l'abandon de leurs projets. Apprenants sorciers, ils ont créé par leur propagande une situation qui les condamne à aller toujours plus loin. Peut-être affecteront-ils de cesser les combats, mais ce ne sera qu'une ruse, tout comme la signature des accords de Brioni et l'acceptation du cessez-le-feu du 7 août.

Le plan de paix mis au point par les Douze le 27 août restera lettre morte si le non-respect du cessez-le-feu n'est immédiatement sanctionné. Mais comment le faire et comment imposer les recommandations de la future commission internationale d'arbitrage ? Tant que la Yougoslavie restera une fiction du droit international, les mesures économiques frappant indistinctement tous ses peuples. Tant que l'armée

passera pour «fédérale» et que le gouvernement de Serbie ne sera pas tenu pour officiellement responsable des combats en Croatie, aucune intervention diplomatique ne pourra garantir la paix.

Le déploiement des forces européennes d'interposition à la frontière des deux républiques sera accepté avec enthousiasme par la Croatie, mais difficilement toléré par la Serbie. Placer ces forces entre les combattants significatifs reconnaît de facto l'occupation serbe d'une partie vitale pour la survie de la Croatie. L'histoire récente nous enseigne qu'on ne peut assurer la paix en cherchant le compromis avec l'agresseur et en payant des primes politiques à la violence et au non-respect des accords. Si l'on accepte l'annexion des territoires croates à la Serbie, le conflit se déplacera en Bosnie, puis en Macédoine, et se transformera en une lutte de partisans contre l'occupant.

Appliquer strictement le principe de non-ingérence, comme cela s'est fait jusqu'à présent, est une hypocrisie, car cette politique avantage le plus fort et revient à condamner les démocraties nouvelles désarmées face à l'ancien appareil militaire communiste.

Si le monde libre veut vraiment aider les jeunes démocraties et arrêter les ambitions des dirigeants d'un national-communisme qui est le dernier avatar du stalinisme, il ne lui reste qu'un seul moyen : la reconnaissance immédiate de la souveraineté des républiques yougoslaves et le demandant (Slovenie et Croatie) ou qui le demandent, reconnaissance assortie, en vertu des accords d'Helinski, de la garantie des frontières républicaines existantes.

Reconnues comme Etats souverains, la Croatie et la Sloveie seront sujets de droit international et comme tels pourront être aidés sans que soit entaché le principe de non-ingérence. La garantie internationale de leurs frontières rendra sans objet l'actuelle guerre de conquête. La Yougoslavie actuelle n'est pas «euro-compatible» ; exclues par la force les unes aux autres, les républiques yougoslaves forment aujourd'hui, après le réveil des haines, un mélange tellement explosif que ses configurations peuvent être différentes mais non évitables. La reconnaissance de la souveraineté était inévitable, pour qu'on attende qu'elle soit payée par une prise encore plus élevée de vies humaines ?

M. Mirko Grmek est directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

Un appel pour la paix

Plus d'une centaine d'intellectuels, parmi lesquels l'écrivain Milan Kundera, Alain Finkielkraut, les historiens François Furet, Marc Ferro et Jacques Le Goff, Jacques Delfort, directeur de l'Institut français de Zagreb, l'ancien ministre Michel Jobert, le philosophe Georges Canguilhem et le docteur Robert Aron-Brunetiere, ont signé l'appel suivant aux responsables français et européens pour la paix en Croatie :

Pour sauver une démocratie et un peuple en péril, la communauté internationale est la seule en mesure de faire cesser les massacres. A l'intérieur de ses frontières politiques actuelles, la Croatie entend res-

pecter tous les droits de l'homme, notamment à propos des minorités, sous le contrôle de l'Europe et du monde. La paix est possible aux conditions suivantes :

- reconnaissance de la souveraineté des Républiques yougoslaves qui le demandent (Croatie et Slovénie) ou qui le demandent, comme gage de survie dans la liberté ;
- respect de la volonté générale, massivement et pour la première fois exprimée par vote référendaire en mai dernier, comme gage de démocratie ;
- garantie de l'inviolabilité de toutes les frontières existantes, comme gage de sécurité.

BIBLIOGRAPHIE

La foi d'un hérétique

CONFITEUR

de Bernard Besret
Albin Michel, 212 p., 89 F.

C'ÉTAIT au lendemain de mai 68. Tandis que la France se remuait lentement du grand happening qui l'avait ébranlée, l'Eglise était en pleine ébullition. Au fond de la Bretagne, un moine cistercien attirait les foules et défrayait la chronique : dom Bernard Besret, prieur de l'abbaye de Bogen, prônait «une libération des âmes du monde». On venait de très loin pour écouter cet homme lumineux et pour séjourner dans son monastère ouvert à tous les vents, où les vrais moines se complaisaient sur les doigts de la main.

Le prieur contestataire fut naturellement démis de ses fonctions. Il battait encore quelque temps, puis apprit qu'il était menacé de mort par un groupe intégriste. Au printemps de 1971, il quitta Bogen discrètement et parvint au bout du monde avec la volonté de se faire oublier.

Vingt ans sont passés. Bernard Besret refait surface en publiant un livre inclassable qui le situe, une fois de plus, hors des sentiers battus. Ce *Confiteur*, rédigé dans un style limpide, est à la fois credo et confession, récit d'un itinéraire et interrogation sur l'avenir.

L'ex-moine rebelle porte costume et cravate. Il occupe un rôle important auprès du président de la Cité des sciences de La Villette. Mais il a gardé la ferveur de jadis, le même air adolescent, et cette sensibilité à fleur de peau qui fait aussi bien sa force que sa fragilité.

Bernard Besret était entré à Bogen à l'âge de dix-huit ans.

ROBERT SOLÉ



Dictionnaire de Psychologie

Sous la direction de Roland Doron et Françoise Parot

Ouvrage de référence terminologique et notionnel, ce dictionnaire rassemble les spécialités incontestées des différents brancards qui constituent aujourd'hui la psychologie.

Collection "Grands Dictionnaires"
Plus de 2800 entrées, 776 pages - 430 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Besret-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprise

M. Jacques Lemaire, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Tél. MONDOPUB 634 128 F

Vente : 46-62-72-73, toutes villes

de la SARL Le Monde et de l'Association des Lecteurs du Monde

Le Monde

TELEMATIQUE

Composet 36-13 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Impression

de « Le Monde »

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé

75001 PARIS CEDEX 15

1991

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BESRET-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 281.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Besret-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF

FRANCE

SUISSE-BELGIQUE

LUXEMBOURG-PAYS-BAS

AUTRES PAYS

3 mois

449 F

572 F

790 F

6 mois

890 F

1 123 F

1 569 F

1 an

1 628 F

2 086 F

2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changement d'adresse : nous abonnées nous sommes invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RF

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

الشرق الأوسط

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : pour tenter de sortir de l'impasse

Les présidents des six Républiques sont convoqués à la conférence de paix de La Haye

Cinq semaines après son lancement, le 7 septembre dernier, la conférence de La Haye sur la Yougoslavie est dans l'impasse. Constatant que « l'absence de toute disposition constructive de la part des participants yougoslaves » engendrait un « manque de progrès au niveau des groupes de travail de la conférence », le président en exercice de la CEE, M. Hans van Den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères, a convoqué les présidents des six Républiques, ainsi que le président fédéral, M. Stipe Mesić, pour une session plénière extraordinaire, vendredi 18 octobre à La Haye.

étrangères, M. Hans van Den Broek, faisait savoir qu'il avait décidé d'avancer le sommet présidentiel de La Haye à vendredi 18 octobre, et qu'à cette occasion « des propositions concrètes seront soumises aux présidents des Républiques ». Selon lord Carrington, « les groupes de travail mis en place par la conférence n'ont pas fait de très grands progrès » et les présidents de ces groupes ont été priés « d'accélérer les travaux », les problèmes non résolus au niveau des experts devant être examinés lors du sommet. Une manière de dire que les négociations étaient dans l'impasse et qu'il fallait prendre d'urgence une nouvelle initiative.

M. van Den Broek pour justifier la convocation accélérée du sommet présidentiel de La Haye semble indiquer en tout cas qu'il est prêt, au nom des Douze, à mettre les Yougoslaves au pied du mur. C'est la première fois, en effet, que le président de la CEE exprime l'intention de soumettre aux négociations des propositions concrètes, alors que jusqu'à présent la conférence était considérée comme le « cadre » dans lequel les Républiques yougoslaves devaient parvenir à s'entendre entre elles.

Selon lord Carrington, le « problème crucial » n'est pas tant celui de l'application difficile du cessez-le-feu - « la situation n'est pas satisfaisante mais elle n'est pas aussi mauvaise que ce que certains craignent » - mais celui de la situation des minorités ethniques, en particulier celle des Serbes de Croatie : il faut s'attacher à ce problème d'urgence.

Le Parlement de Sarajevo proclame la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine

Le Parlement de Bosnie-Herzégovine a adopté, dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 octobre, un « mémorandum sur la souveraineté » de cette République : on cohabite musulmans (majoritaires), serbes et croates. Les députés serbes ont boycotté la séance, rapporte l'agence Tanjug.

La « souveraineté » de la Bosnie-Herzégovine, telle que la conçoivent les auteurs du mémorandum, implique une large autonomie de cette République dans le cadre d'une future fédération yougoslave à laquelle ne serait déléguée qu'une partie des pouvoirs, notamment en matière de défense.

Les députés serbes soupçonnent les auteurs du texte de vouloir, par cette « manœuvre », obtenir à terme une totale indépendance de la République. Enligner les frontières actuelles de la Bosnie-Herzégovine signifierait, selon eux, séparer encore davantage les Serbes qui y vivent de ceux de Serbie. (AFP)

Vukovar en ruine

mission des observateurs européens, où l'on a fait de cette opération un test de la bonne volonté des parties en conflit, on commentait à se féliciter de ce succès. Hélas, pour la nuit dans une caserne de l'armée aux portes de Vukovar, le convoi devait décharger l'aide et prendre les blessés.

Le convoi, en fin de matinée, tout était de nouveau à recommencer. Une fois de plus, le convoi a dû faire demi-tour, allourdissant d'autant le climat ici, à Zagreb, où, par réciprocité, une partie des effectifs de l'une des principales casernes fédérales de la ville, Boronjak, sont toujours bloqués. Les raisons de ce nouvel échec diffèrent selon les versions.

discuter de « questions techniques » afin d'assurer le libre passage des camions et ambulances jusqu'au centre de la ville assiégée et surtout jusqu'à l'hôpital qui manque de médicaments et de matériel médical et où se trouvent plus de deux cents blessés - dont une certaine gravement.

Mais lundi, en fin de matinée, tout était de nouveau à recommencer. Une fois de plus, le convoi a dû faire demi-tour, allourdissant d'autant le climat ici, à Zagreb, où, par réciprocité, une partie des effectifs de l'une des principales casernes fédérales de la ville, Boronjak, sont toujours bloqués. Les raisons de ce nouvel échec diffèrent selon les versions.

Quoi qu'il en soit, la colonne humanitaire s'est repliée sur la ville voisine de Vinkovci d'où, selon M. Smits, elle doit refaire une tentative dans les jours à venir pour entrer dans Vukovar. Les représentants de l'armée et du gouvernement croates se sont, une fois de plus, réunis à Zagreb pour

discuter de « questions techniques » afin d'assurer le libre passage des camions et ambulances jusqu'au centre de la ville assiégée et surtout jusqu'à l'hôpital qui manque de médicaments et de matériel médical et où se trouvent plus de deux cents blessés - dont une certaine gravement.

Ambulances remplies de combattants

YVES HELLER

GRANDE-BRETAGNE : la réduction des effectifs de l'armée

Fronde parlementaire contre le ministre de la défense

Le ministre britannique de la défense, M. Tom King, a fait face, lundi 14 octobre, à l'occasion d'un débat de deux jours sur la défense à la Chambre des communes, à une véritable fronde parlementaire à propos de la réduction importante des effectifs de l'armée de terre. Selon son projet de budget, les effectifs passeraient de cent soixante mille à cent seize mille hommes, et le nombre des régiments serait réduit de cinquante-cinq à trente-huit (Le Monde du 11 juillet). Le chef d'état-major de l'armée ainsi que le prince Charles ont pris position contre la disparition de plusieurs régiments.

contre le sort injuste réservé, selon eux, à l'armée de terre, dont les effectifs sont réduits de plus de quarante mille hommes. Des députés ont, d'autre part, eu lieu devant le Parlement, organisés par des associations de défense de bataillons écossais, lesquels sont particulièrement concernés. Quelque huit cent mille signatures ont été collectées en faveur d'une pétition demandant l'annulation de la fusion de régiments.

Moins de bombes nucléaires aéroportées

M. King n'a pas changé sur la position de principe du gouvernement, justifiée, à l'en croire, par le nouvel environnement international, en particulier en Europe de l'Est, qui ne rend plus nécessaire le maintien de régiments dans différentes zones, sur le Rhin et à Berlin notamment. Tout en soulignant qu'il comprenait la « tristesse » et les difficultés provoquées par ces décisions, le ministre de la défense a annoncé que des mesures financières seront prises pour aider les personnels rendus à la vie civile.

LONDRES

de notre correspondant

M. King avait affirmé, jusqu'à présent, que son plan de réduction des effectifs était approuvé par le haut commandement et justifié par des considérations purement militaires. Lundi devant les Communes, le ministre a dû reconnaître que bien des officiers généraux y étaient hostiles et que l'aspect financier de la question avait aussi son importance. Il lui était, au demeurant, difficile de faire autrement, après la publication d'une lettre - en principe confidentielle - que lui a adressée le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Sir John Chapple.

Sir John - décrivant un sentiment qu'il estime largement majoritaire au sein de la hiérarchie - souligne que si les économies annoncées sont réalisées, « l'armée n'aura pas assez d'hommes et d'unités pour exécuter ses missions du temps de paix sans une plus grande et excessive surcharge, et un handicap inacceptable ». Le prince de Galles a, lui aussi, envoyé une lettre au point au premier ministre, M. John Major, pour lui demander d'évaluer les implications de l'exécution précoce de telles réductions drastiques, et lui faire part de son « étonnement » et de sa « stupeur ». Le prince Charles est colonel en chef de six régiments, dont trois doivent disparaître. La presse britannique se fait l'écho d'une réaction similaire de la reine, qui aurait manifesté en privé son mécontentement.

La plupart des participants à ce débat sur la défense ont protesté

Dans le cadre de ce nouvel équilibre des forces en Europe, M. King a, d'autre part, indiqué que le nombre de bombes nucléaires aéroportées WE177 (larguées par gravitation depuis des avions Harrier et Tomahawk) allait être « substantiellement » réduit. Ces réductions se feront dans le cadre des mesures de limitation globale de l'armement nucléaire en Europe qui doivent être examinées, cette semaine, en Sicile par les ministres de la défense de l'OTAN.

LAURENT ZECCHINI

(Pour remplacer les bombes WE177, la Grande-Bretagne envisageait de disposer d'un missile air-sol à longue portée, (ASLR) qu'elle pouvait accepter de co-produire avec la France (à partir de missiles ASLR déjà en service sur des Mirage-IV ou sur des Mirage 2000-N) ou acquérir directement aux États-Unis. Le fait de s'appuyer à « substantiellement » le nombre de ces armes dans le cadre que le Royaume-Uni pourrait, des lors, réviser sa stratégie et se contenter d'acheter à des fournisseurs américains quelques exemplaires de leur missiles.)

IRLANDE DU NORD : un catholique tué à Belfast. - Un chauffeur de taxi catholique a été tué, lundi soir 14 octobre, dans un quartier protestant de Belfast, en Irlande du Nord. Un autre homme a été découvert grièvement blessé par balle, à l'intérieur d'une voiture, dans un autre quartier de la ville. (Reuters)

BULGARIE : la défaite des communistes aux élections

« La première soirée depuis quarante-cinq ans »

de notre envoyé spécial

« C'est la première soirée depuis quarante-cinq ans où le Parti communiste ne plane pas au-dessus de nous ». Devant plusieurs dizaines de milliers de Bulgares enthousiastes, M. Filip Dimitrov, le président du principal parti d'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD), a, lundi 14 octobre, à Sofia, marqué en quelques mots la portée de l'événement. Quel que soit en effet le décompte exact des résultats des élections de dimanche, une chose semble certaine : le Parti communiste, rebaptisé socialiste, n'est plus majoritaire en Bulgarie puisque deux tiers environ des électeurs ont voté contre lui.

menée majoritaire avait mené campagne contre les anciens communistes, se partageant les 25 % restants mais aucun, sauf peut-être le Parti agrarien, ne dépassera les 4 % de suffrages nécessaires pour être représenté au Parlement. En sièges, l'UFD frôlera la majorité absolue mais il lui faudra bénéficier de l'appui des représentants de la minorité turque, soit des agrariens.

un appareil, des finances et un réseau de complicités encore impressionnants. Il faudra aussi préparer la prochaine échéance électorale, celle des présidentielles qui devraient avoir lieu cet hiver. L'actuel président de la République, M. Jelenc Jeleu, issu de l'UFD, a certes de grandes chances d'être réélu mais il lui faudra « vivre avec » une Constitution qui donne l'essentiel des pouvoirs au Parlement. Or celui-ci, divisé en deux blocs presque égaux, pourrait, on l'a vu, se révéler difficilement gérable. D'un côté de plus en plus répandue de convoquer de nouvelles élections générales pour le printemps prochain.

matation qui ne s'est pas faite sans mal, puisque aujourd'hui plus de 60 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, que la production a baissé de près de 20 % et que le nombre de chômeurs pourrait atteindre le demi-million à la fin de l'année. Il reste maintenant aux autorités à créer les structures propices à une relance de la production. Or la loi sur la privatisation n'a toujours pas été adoptée et 90 % de l'économie dépend d'une entente de l'Etat. Si la loi sur la restitution des terres agricoles a été, elle, votée en février dernier, elle n'a pas encore donné les résultats escomptés et plus de trois ans seront sans doute nécessaires pour que toutes les terres soient rendues à leurs propriétaires. Encore faudra-t-il accompagner cette redistribution par une incitation à la création de nouvelles coopératives, sur base privée cette fois, seule manière de relancer la production agricole.

Difficultés politiques tout d'abord. L'ex-Parti communiste, dans l'opposition, ne va pas rendre la tâche facile à la nouvelle majorité. Les communistes conservent

un appareil, des finances et un réseau de complicités encore impressionnants. Il faudra aussi préparer la prochaine échéance électorale, celle des présidentielles qui devraient avoir lieu cet hiver. L'actuel président de la République, M. Jelenc Jeleu, issu de l'UFD, a certes de grandes chances d'être réélu mais il lui faudra « vivre avec » une Constitution qui donne l'essentiel des pouvoirs au Parlement. Or celui-ci, divisé en deux blocs presque égaux, pourrait, on l'a vu, se révéler difficilement gérable. D'un côté de plus en plus répandue de convoquer de nouvelles élections générales pour le printemps prochain.

matation qui ne s'est pas faite sans mal, puisque aujourd'hui plus de 60 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, que la production a baissé de près de 20 % et que le nombre de chômeurs pourrait atteindre le demi-million à la fin de l'année. Il reste maintenant aux autorités à créer les structures propices à une relance de la production. Or la loi sur la privatisation n'a toujours pas été adoptée et 90 % de l'économie dépend d'une entente de l'Etat. Si la loi sur la restitution des terres agricoles a été, elle, votée en février dernier, elle n'a pas encore donné les résultats escomptés et plus de trois ans seront sans doute nécessaires pour que toutes les terres soient rendues à leurs propriétaires. Encore faudra-t-il accompagner cette redistribution par une incitation à la création de nouvelles coopératives, sur base privée cette fois, seule manière de relancer la production agricole.

Difficultés politiques tout d'abord. L'ex-Parti communiste, dans l'opposition, ne va pas rendre la tâche facile à la nouvelle majorité. Les communistes conservent

un appareil, des finances et un réseau de complicités encore impressionnants. Il faudra aussi préparer la prochaine échéance électorale, celle des présidentielles qui devraient avoir lieu cet hiver. L'actuel président de la République, M. Jelenc Jeleu, issu de l'UFD, a certes de grandes chances d'être réélu mais il lui faudra « vivre avec » une Constitution qui donne l'essentiel des pouvoirs au Parlement. Or celui-ci, divisé en deux blocs presque égaux, pourrait, on l'a vu, se révéler difficilement gérable. D'un côté de plus en plus répandue de convoquer de nouvelles élections générales pour le printemps prochain.

matation qui ne s'est pas faite sans mal, puisque aujourd'hui plus de 60 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, que la production a baissé de près de 20 % et que le nombre de chômeurs pourrait atteindre le demi-million à la fin de l'année. Il reste maintenant aux autorités à créer les structures propices à une relance de la production. Or la loi sur la privatisation n'a toujours pas été adoptée et 90 % de l'économie dépend d'une entente de l'Etat. Si la loi sur la restitution des terres agricoles a été, elle, votée en février dernier, elle n'a pas encore donné les résultats escomptés et plus de trois ans seront sans doute nécessaires pour que toutes les terres soient rendues à leurs propriétaires. Encore faudra-t-il accompagner cette redistribution par une incitation à la création de nouvelles coopératives, sur base privée cette fois, seule manière de relancer la production agricole.

JOSÉ-ALAIN FRAILON

JEUDI A EX-LIBRIS

Le grand Ghâpal



Paule Constant

GALLIMARD

appel pour la paix

fol d'un hérétique

ROBERT SOLE

FIN D'ABONNEMENT

EUROPE

URSS

La signature du traité économique est reportée

MOSCOU

de notre correspondant

C'est tout sauf une surprise. Le traité économique que les dirigeants de dix Républiques ex-soviétiques s'étaient engagés à signer, mardi 15 octobre, n'est pas prêt. En principe, la signature n'est reportée que de trois jours, jusqu'au vendredi 18 octobre, le temps que soient mis au point divers accords complémentaires concernant en particulier le système bancaire.

Le quotidien moscovite l'*Indépendant*, redonnant une opinion largement partagée, estime que le date du 18 octobre est également irréaliste. A moins que la signature d'un texte, n'engageant personne tant qu'il n'est pas ratifié par les différentes Républiques, ne soit envisagée comme un geste essentiellement symbolique. Déjà, le représentant de M. Eltsine à Bakou, Oleg Bogomolov, s'est dit « sceptique » quant à l'application du traité.

Reste que M. Eltsine lui-même a apparemment décidé qu'il n'était pas dans l'intérêt de la Russie de paraître bloquer un processus jugé indispensable, en particulier en Occident. Son comportement, depuis qu'il est entré de ses longues vacances sur la mer Noire, montre en tout cas qu'il n'a pas apprécié que plusieurs de ses proches aient orchestré en son absence une attaque en règle contre ce traité économique.

M. Eltsine a annoncé qu'il envisageait de dissoudre l'actuel gouvernement de Russie (impuissant et largement déconsidéré), tout en faisant savoir que parmi les ministres qu'il pensait « garder » figuraient le ministre des finances, Edouard Sabourou, celui-là même qui avait paraphé au nom de la Russie à Alma-Até le premier projet de traité économique, et avait, pour cette raison, subi les foudres de ses collègues.

Pour sa part, M. Ivan Silaev, le président du comité économique interrépublicain — qui, à ce titre, représente le « centre » dans les négociations sur le traité — a expliqué que l'un des principaux problèmes à régler concerne la contribution des Républiques au budget de l'Union qui enregistre actuellement un déficit considérable. En attendant, le comité de M. Silaev a approuvé un projet de décret prévoyant une « rallonge » de 30 milliards de roubles, tout en reconnaissant qu'il ne s'agissait de rien d'autre que d'une création monétaire.

JAN KRAUZE

■ L'URSS réduit sa présence militaire sur les îles Kouriles. — L'URSS va retirer 30 % de son contingent militaire — plus de sept mille soldats — stationnés dans les îles Kouriles revendiquées par le Japon, a annoncé, lundi 15 octobre, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères. — (AFP)

Pour prévenir des tirs nucléaires d'une République à l'autre

Les Etats-Unis auraient proposé à Moscou un système antimissiles

Signe de sérieux avec lequel ils abordent les indépendances des Républiques ex-soviétiques, les responsables de la défense américains, russes et soviétiques ont étudié la semaine dernière à Washington la mise en place d'un système antimissiles couvrant le territoire de l'URSS, rapporte mardi 15 octobre le quotidien britannique *The Independent*. Le système est destiné à prévenir des tirs d'armes nucléaires, accidentels ou volontaires, d'une République à l'autre ou de territoires voisins de l'URSS. Son élaboration consisterait d'une réponse étonnamment rapide, selon le journal, à la proposition faite il y a deux semaines par le président Bush à l'URSS de travailler en commun sur un système de « protection globale contre des attaques limitées », proposition qui s'accompagnait de son initiative de désarmement nucléaire.

« Le monde ne devrait pas croire les assurances du président Gorbatchev que les armes nucléaires restent sous contrôle adéquat. Ce n'est pas ainsi. Les Républiques disposant d'armes nucléaires ont l'inten-

tion de les garder », a déclaré au quotidien un membre de la délégation russe ayant requis l'anonymat. Les détails du système envisagé ont été exposés par M. Vitali Chilykov, adjoint du président du Comité de la défense de Russie Konstantin Kobets, lors d'un colloque lundi en Italie. Il s'agirait d'une cinquantaine de satellites commandant un millier de missiles antimissiles regroupés dans six sites, capables d'intercepter jusqu'à 200 missiles. Selon M. Chilykov, les responsables militaires de l'URSS et de la Fédération de Russie approuvent ce projet, de même que le complexe militaro-industriel soviétique, qui y voit un débouché à ses ressources technologiques.

La délégation russo-soviétique qui a rencontré à Washington le ministre de la défense, Dick Cheney, et le responsable de l'initiative de défense stratégique (SDI), Henry Cooper, était dirigée par le général Kobets, « considéré comme plus influent » que les dirigeants militaires soviétiques, estime *The Independent*.

ROUMANIE : toujours pas de gouvernement

Lutte pour le pouvoir à Bucarest

BUCAREST

de notre correspondant

Après la descente des minarets qui a fait chuter, le mois dernier, le premier ministre du Front de salut national (FSN), une lutte sourde pour le pouvoir continue derrière les portes capitonnées des palais officiels de Bucarest. Plus de deux semaines après la mise à l'écart de M. Petre Roman, et malgré la nomination d'un « intérimaire » d'un premier ministre non inscrit, M. Théodor Stolojan (ex-ministre des finances de M. Roman), le gouvernement « d'union » ou « d'ouverture nationale » n'est toujours pas constitué.

La bataille la plus visible est menée par l'opposition parlementaire, qui juge « exagérées » les prétentions du FSN à sept portefeuilles ministériels (dont l'intérieur, la justice, voire l'armée). Brandissant les 66 % de voix obtenus par son parti en mai 1990 et sa majorité incontrôlable au Parlement, M. Petre Roman affirme que « la sortie du FSN de la scène est inacceptable ». Les partis d'opposition membres de la Convention pour la démocratie (libéral, paysan, écologiste, social-démocrate) continuent d'exiger que les ministères-clés soient neutres afin d'assurer l'objectivité des prochaines élections. Les négociations sont également compliquées par la présence de dix-neuf partis au Parlement.

Mais une autre lutte oppose indi-

rectement M. Roman, aux ambitions présidentielles dissimulées, au président Ion Iliescu pour le contrôle du prochain gouvernement. M. Roman s'est certes gardé d'attaquer directement en public le président Iliescu, mais son journal, *Azi* (organe du FSN), écrivait la semaine dernière : « Le président s'est débarrassé de « l'élément nocif » qui menaçait la vieille garde (...) Le quartet Briladeanu-Iliescu-Magureanu-Stanculescu (...) s'est merveilleusement complété pour jouer aux pieds la démocratie ». M. Briladeanu, président du Sénat et ami de M. Iliescu, est l'un des représentants historiques du PC roumain. M. Magureanu est le chef du service roumain d'information (SRI) qui a « remplacé » la Securitate. Il est aussi l'un des organisateurs du procès de Ceausescu avec le puissant général Victor Stanculescu, ex-vice-ministre de la défense du dictateur et ministre de l'industrie sortant.

Après l'amnistie constituée par la nomination de M. Stolojan (M. Iliescu voulait imposer le général Stanculescu, selon des sources sûres), *Azi* a cessé ses attaques directes contre le président Iliescu, concentrant les hostilités sur le général Stanculescu, accusé d'avoir dirigé la « justice » contre le premier ministre, M. Roman, pour sa part, est présent dans la presse liée au SRI comme « un juif et un agent du KGB ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

L'Allemagne et le syndrome « skin »

Suite de la première page

Au terme d'une soirée arrosée, trois d'entre eux s'étaient mis en tête de marquer le premier anniversaire de l'unité allemande en « cassant » de l'immigré à domicile. Issus de familles honorablement connues, les trois jeunes apprenants, âgés de dix-huit et dix-neuf ans, traitaient leur révolte depuis la fin de l'école dans la mouvance skinhead, flirtant avec l'extrême droite.

« L'Allemagne aux Allemands ! » Ce soir-là, excités par l'affaire de Hoyerswerde, ils ont franchi le pas. Leur cible : une petite maison à deux étages, située au cœur même de la bourgade, où deux familles libanaises sans histoire attendaient, depuis 1988, la régularisation de leur situation en vivant des prestations sociales publiques. Les trois jeunes sont inculpés de tentative de meurtre, et la ville, honteuse, se tait.

Assis sous les certificats de mariage de Hünxe avec l'agglomération touristique de Rochecorbon, où il a « tenté d'émigrer », le maître, M. Reinhold Peters, syndicaliste, ne sait trop à quel saint se vouer pour rentrer le diable dans sa boîte. Il a même été récemment invité sur un plateau de télévision en compagnie du maire de Hoyerswerde et n'en décourage pas. « Il faut tout faire maintenant pour montrer que Hünxe n'est pas une ville de la haine et de la terreur. Il y a eu des élections spontanées de soutien. Personne, affirme-t-il, ne s'est solidarisé avec les extrémistes. »

Polémique sur le droit d'asile

Les familles des deux jeunes victimes ont été immédiatement prises en charge par un petit groupe d'habitants, ceux qui depuis toujours s'occupent de faire le lien avec la communauté étrangère. La municipalité a entrepris de faire réparer les dégâts pour réinstaurer les familles et ne pas donner le sentiment, comme à Hoyerswerde, de céder devant la violence.

Alors que les plus hauts responsables politiques du pays ont condamné unanimement le vague d'attentats et appelé à la mobilisation contre le racisme, à Hünxe, toutes les organisations locales, des Jeunesses chrétiennes-démocrates aux Verts, ont accepté de faire, à tour de rôle, chaque soir, un tour de garde pour veiller au grain.

La mobilisation de la population est pourtant loin d'avoir été aussi massive que le maire social-démocrate aimerait le faire croire. Il a fallu que les organisations syndicales et religieuses

s'engagent au niveau régional pour qu'il y ait une manifestation à Hünxe. « Les attentats provoquent un phénomène de rejet », affirme le porte-parole du Parti chrétien-démocrate en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, M. Thomas Kemper. A son avis, il existe un problème réel de « surplus » d'immigrés qui inquiète la population. Depuis l'été, une violente polémique, non dénuée d'arrière-pensées électoralistes, oppose le parti du chancelier Kohl, les libéraux et les sociaux-démocrates sur la nécessité de changer la Constitution pour freiner le nombre de demandeurs d'asile.

Ce débat a considérablement échauffé les esprits qui voient déjà l'Allemagne en proie à une « invasion » venue de l'Est et de la Méditerranée. Le maire de Hünxe, avec les responsables locaux de la CDU et du Parti libéral (FDP), a lui-même adressé aux autorités un appel pressant pour demander qu'on fasse taire les désaccords pour trouver rapidement des solutions.

Un phénomène de mode « macabre »

Comme toutes les communes du pays, Hünxe a en charge son propre contingent de demandeurs d'asile. Les Länder allemands, qui se répartissent les réfugiés au prorata de leur taille, ont préféré un système consistant à disséminer ces réfugiés dans la population plutôt que de les rassembler dans des camps impossibles à gérer et qui éveillent en Allemagne des souvenirs plutôt sinistres.

Le système fonctionnait assez bien dans l'ancienne RFA. L'arrivée conjuguée, en 1990, d'un flot croissant de demandeurs d'asile et d'une vague de réfugiés d'origine allemande (profitant de l'ouverture des frontières de l'Europe de l'Est) a engorgé les capacités existantes.

Avec ses treize mille habitants, Hünxe et ses villages environnants doivent aujourd'hui prendre en charge deux cent cinquante personnes, dont soixante Allemands de Russie. Il a fallu ouvrir des centres d'accueil plus importants. Les rapports avec la population ne sont pas partout très bons. L'attitude devient lourde à gérer. Il faut trouver les bâtiments, le personnel pour s'en occuper. Tout cela coûte cher.

Le problème n'est pas moins compliqué dans les grandes villes. A Essen, le responsable

des affaires sociales de la municipalité SPD, M. Herber, affirme qu'il est « au bout du rouleau ». Au rythme actuel, il lui faudrait trouver cent places nouvelles par semaine pour accueillir les nouveaux venus et il n'y parviendrait pas. Faut-il alors transformer des salles de sports, des centres pour jeunes en centres d'hébergement. Cela provoque des tensions supplémentaires avec la population, qui dans certains quartiers s'est opposée, avec succès, à la construction de nouveaux foyers. Un tribunal d'Essen vient de donner récemment raison à des plaignants qui s'estimaient lésés dans leurs intérêts et a bloqué plusieurs projets de la mairie.

Mais, dans certaines localités, les problèmes sont résolus plus facilement. A Harzopf, au sud d'Essen, le centre de réfugiés, construit dans les années 80 dans une zone pavillonnaire, a vu sa capacité doubler l'année dernière par l'adjonction de deux bâtiments préfabriqués. Il accueille aujourd'hui deux cent cinquante personnes — des Libanais, des Yougoslaves, des Roumains — sans que cela ait provoqué de révolte. Le gardien, M. Baeschler, recruté au début de l'année pour pallier le manque de personnel, reconnaît qu'il y a bien parfois quelques problèmes de voisinage (des questions de bruit, notamment), mais qu'ils se règlent généralement bien.

A Harzopf, on n'a pas jugé nécessaire, jusqu'à présent, de faire garder spécialement les bâtiments. Mais la police assure quand même des rondes régulières. La région de Rhénanie-du-Nord-Westphalie détient, depuis Hoyerswerde, le triste record du nombre d'attentats contre les demandeurs d'asile et assimilés. Comme si Hoyerswerde, où les autorités avaient cédé devant la violence de la rue en évacuant les réfugiés, avait provoqué un « phénomène de mode macabre », pour reprendre l'expression du porte-parole des Verts dans la région.

Les pulsions d'extrême droite dans l'ancienne RDA s'expliquent assez facilement par les conséquences sociales de la réunification, la perte du cadre de référence de l'ancien régime communiste, le besoin permanent l'habitant de compenser sa frustration à l'égard de l'Ouest, son sentiment de n'être qu'un citoyen de seconde zone. L'envie dans les communes de l'Est de l'Allemagne de demandeurs d'asile a été ressentie comme une provocation. Le phénomène de contagion à l'Ouest a d'ailleurs surpris : en premier lieu les responsables politiques, inquiets non seulement de voir resurgir de vieux démons, mais aussi des répercussions de ces inci-

dents à l'étranger. La violence des skinheads, responsables de la plupart des attentats, ne date pourtant pas d'aujourd'hui ni même de la réunification. M. Wilhelm Heitmeyer, chercheur à l'université de Bielefeld, estime que la force de l'extrême droite est d'avoir su fournir une légitimité à ce potentiel de violence, qui a trouvé brutalement un terrain favorable.

Les skins sont le clignotant le plus visible d'une société troublée par les bouleversements de ces deux dernières années en Allemagne et en Europe. A Essen, M. Herber indique que les incidents signalés ces derniers jours contre les étrangers seraient le fait d'individus qui ne sont pas liés à l'extrême droite, qu'ils refléteraient un malaise plus général. Les conséquences sur l'ouest de l'Allemagne de la réunification et de la chute des régimes communistes d'Europe de l'Est se font peu à peu sentir : les impôts ont augmenté, les déplacements de population passent sur les marchés de l'immobilier et de l'emploi, déjà tendus.

Il est impossible aujourd'hui de trouver un logement à Essen. L'année dernière, les immigrants les plus nombreux étaient les Allemands venus d'Europe de l'Est (quatre cent mille), suivis de ceux de l'ex-RDA (trois cent mille). Il est si facile d'exprimer sa frustration sur les « autres » — les deux cent mille demandeurs d'asile, — et, d'une façon générale, sur les immigrés y compris sur ceux qui servent depuis longtemps de boucs émissaires. Les quelque quinze mille Turcs d'Essen commencent eux aussi à s'inquiéter, affirme le professeur Faruk Sen, spécialiste des problèmes d'intégration.

Cette montée du racisme et du nationalisme ne s'est pas encore traduite en Allemagne, comme en France, sur le plan électoral. La réunification allemande avait coupé l'herbe sous le pied des Républicains, le parti d'extrême droite allemand. Les 6,5 % obtenus par le groupe-culotte DVU à Berlin ne sont pas encore significatifs. La réaction des institutions face à cette flambée de racisme, lente au départ mais massive, montre que la société allemande a su elle aussi développer des antidotes. La vraie danger aujourd'hui n'est pas tant le retour à une idéologie raciste nazie périmée que de voir l'Allemagne se replier sur elle-même au moment où, à droite comme à gauche, on cherche à titonner comment exprimer l'identité nationale de la nouvelle Allemagne réunifiée.

HENRI DE BRESSON

Une crise d'identité

Suite de la première page

Les dirigeants allemands auraient cependant tort de minimiser la signification des attaques contre les foyers de demandeurs d'asile ou la montée de l'union populaire allemande (DVU) de Gerhard Frey, qui édite depuis des années la *Deutsche National Zeitung*. Le président de la République, Richard von Weizsäcker, l'a bien compris, qui, tenu par la Constitution à assister un ministre de la parole et du symbole, s'est rendu dans un foyer d'immigrés pour manifester sa condamnation des actes extrémistes.

« Un pays accueillant »

Le reproché moral de M. Helmut Kohl ne fait, elle non plus, aucun doute, mais celui qui ne déserte pas être célébré comme le « chancelier de l'unité » n'a pas pris toute la mesure du danger quand il a affirmé que « l'Allemagne est un pays accueillant pour les étrangers et le restera ». Selon un sondage, en effet, 34 % des Allemands « comprennent les randonnées extrémistes que le problème des étrangers a provoquées ».

Il est vrai que la République fédérale a toujours été ouverte à l'immigration : réfugiés de l'Est, ouvriers turcs et yougoslaves pour l'industrie, droit d'asile

reconnu par la Loi fondamentale, droit du sang qui promet le retour de tous les Allemands de souche... Le problème n'est pas nouveau et ce serait une illusion de croire qu'il pourra être réglé par une simple modification de la Constitution qui ne garantirait plus à l'avenir l'asile qu'aux réfugiés politiques risquant de faire l'objet de poursuites dans leur pays, à l'exclusion des « réfugiés économiques » fuyant le sous-développement.

Penser qu'il suffira de diminuer de quelques milliers le nombre des demandeurs d'asile et de statuer plus rapidement sur leur sort pour priver de base le mouvement extrémiste, comme semble le faire le gouvernement fédéral, c'est prendre l'effet pour la cause et le symptôme pour la maladie.

Car les racines du mal sont plus profondes. Tant dans la partie orientale que dans la partie occidentale de l'Allemagne, elles tiennent à un mélange d'ingrédients économiques et psychologiques. A l'Est, la haine de l'étranger a immédiatement succédé à l'obligatoire « amitié entre les peuples » et l'extrémisme de droite sert de dérivatif contre le « progressisme », imposé par l'idéologie du régime communiste. Ce sont aussi des réactions de « petite blancs » qui

cherchent dans « l'autre » le responsable de leur propre misère, alors que la chute du socialisme et la réunification ont en plongeant dans l'insécurité et le chômage. Après cinquante-ans de régime totalitaire, national-socialiste puis stalinien, la démocratie et le pluralisme ne s'apprennent pas du jour au lendemain.

A l'Ouest, les cinq millions d'étrangers qui vivaient déjà dans l'ancienne RFA apparaissent comme une menace supplémentaire pour une prospérité mise en cause par ailleurs par le coût de la réunification. D'autres immigrants frappent à la porte : les Allemands de l'Est, tenus en piètre estime par leurs compatriotes, qui viennent chercher à l'Ouest des meilleurs salaires ; les hordes de Polonais, et de Soviétiques affirmées que les habitants du Café du commerce encouragés par la presse populaire, voient prêts à envahir le pays de coqs allemands.

Une explication économique trop courte

La réunification a été traitée largement comme une simple affaire économique. Selon le chancelier Kohl, elle ne devrait rien coûter aux Allemands de l'Ouest et apporter la prospérité aux Allemands de l'Est. Elle a conduit à une hausse massive des impôts à l'Ouest et ébranlé les bases d'une vie médiocre mais sûre à l'Est. Pas étonnant dans ces conditions que le mécontentement éclate, fût-ce d'une manière « égarée » dans un pays où le mouvement syn-

dical est plus préparé à cogérer qu'à revendiquer.

Mais l'explication économique est trop courte. L'écclat de xénophobie que connaît actuellement l'Allemagne est la manifestation d'une crise plus ample touchant à son identité même. Non qu'elle soit la marque de sa vraie nature. Certainement pas. Mais elle est la resurgance d'un débat éternel au moment de la réunification sur l'identité de cette nouvelle Allemagne. En absorbant l'Allemagne de l'Est, en étendant simplement aux cinq nouveaux Länder la Constitution de la RFA, les dirigeants de Bonn ont pensé faire l'économie d'une discussion nationale sur le nouvel Etat, son héritage composite, son passé, sa place dans l'Europe et le monde... Un peu comme les dirigeants de la RFA dans les années 50 avaient préféré refouler le passé plutôt que de l'assumer et de le maîtriser.

Cette définition d'une nouvelle identité allemande, en continuité et en rupture à la fois avec l'Etat unitaire d'avant-guerre et les deux Etats qui lui ont succédé, est pourtant inévitable. Elle émerge parfois dans la discussion sur la capitale, dans les procès des dignitaires de l'ancien régime communiste, dans les polémiques sur l'utilisation de soldats allemands par l'ONU. Il revient aux hommes politiques, eux partie et aux intellectuels allemands de décider si elle peut se faire dans la sérénité ou si elle doit être forcée par des exactions racistes.

DANIEL VERNET

Le Monde

AMÉRIQUES

AMÉRIQUES

BRÉSIL : avant de rencontrer le président Collor de Mello

Le pape a plaidé pour la réforme agraire

Au troisième jour de son voyage au Brésil, Jean-Paul II a réclaté, lundi 14 octobre à São-Luis dans le Maranhão, « une juste réforme agraire », avant d'inviter le président Collor de Mello, qu'il a rencontré à Brasília, à agir plus rapidement pour soulager les problèmes des plus pauvres.

SAO-LUIS

de notre envoyé spécial

Jour de contraste, lundi 14 octobre, pour Jean-Paul II, entre la pauvreté et la ferveur de São-Luis et les fastes d'une réception officielle et diplomatique à Brasília, où il est arrivé dans la soirée. La presse de la petite capitale de l'État de Maranhão, dans le nord-est du pays, avait sorti des éditions spéciales annonçant le sursis « le plus important du voyage » sur le problème de la réforme agraire.

Devant une assistance très nombreuse, le pape a en effet abordé cet épineux sujet : « Toutes les données indiquent une légère amélioration dans la distribution de la terre au Brésil, mais il est aussi certain qu'il manque encore beaucoup pour qu'on puisse parler d'une juste répartition de la terre dans le pays », a dit Jean-Paul II. Puis il a ajouté : « Parler de réforme agraire ne signifie pas autre chose que de donner son appui à la modernisation des relations de travail dans les campagnes, créer des emplois dans ces zones, proscrire les manifestations de violence qui ont déjà tué tant de monde, y compris des prêtres (...). »

Dans cet État du Maranhão, où 10 % des plus riches concentrent entre leurs mains 90 % des richesses régionales, les conflits de la terre ont provoqué la mort de plus de soixante personnes depuis cinq ans, dont seize pour la seule année 1990, selon les responsables de la Commission pastorale de la terre, dépendante de l'Église catholique. Les banderoles tendues par des paysans lors de la messe de lundi ne laissaient d'ailleurs planer aucune



équivoque : « Le diocèse de Caixas condamne la violence des campagnes. » Ou encore : « Cette terre baignée de sang sera un jour la nôtre. »

Plusieurs milliers de familles ou veuves éprouvées par la perte de l'un des leurs avaient été choisies par l'archevêché pour recevoir la communion des mains du pape. Ce fut le cas de M^{me} Angela Ferreira Souza, du village de Lago da Pedra, dont le mari a été assassiné le 11 septembre 1985, à environ 200 kilomètres de São-Luis. Elle portait, pour l'occasion, un bandeau noir où était peints en lettres blanches le surnom de son mari, « Feiticeirinha ».

Des solutions urgentes

Olinda Moraes Lima est, quant à elle, la mère du prêtre Josino Tavares, assassiné en 1986. « Si j'avais un autre fils, je voudrais qu'il soit prêtre », disait d'une voix faible cette petite femme, ossue de quatre-vingt-neuf ans, mais qui en paraît beaucoup plus. Toutes deux, comme

une grande partie de l'assistance, étaient venues de très loin pour participer à la messe autour du pape que l'archevêque de São-Luis do Maranhão, Mgr Paulo Eduardo de Andrade Pontes, considérait comme « symbolique ». Dans la capitale brésilienne, l'échange de cadeaux entre le pape et le président Fernando Collor de Mello a eu lieu au palais du Planalto, après une rencontre privée et deux discours. Aux paroles de bienvenue du président brésilien, le pape, semblant assez fatigué, a répondu en rappelant à trois reprises le caractère apostolique de son voyage. Il a souligné que « le Brésil traverse en ce moment une phase que tout le monde voit délicate », ajoutant que ce pays était « confronté à d'immenses problèmes sociaux et économiques, dont les solutions ne peuvent plus être reportées ». Jean-Paul II a aussi estimé que « les questions posées par la société devraient être toujours examinées sous l'angle de la justice et de la morale chrétienne et non pas en fonction d'intérêts particuliers ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ÉTATS-UNIS

Les Américains sont en majorité favorables à la confirmation du juge Clarence Thomas

Pratiquement assuré de voir sa nomination à la Cour suprême confirmée par le Sénat, avant que l'une de ses anciennes collaboratrices, M^{me} Anita Hill, ne lance publiquement des accusations de harcèlement sexuel contre lui, le juge Clarence Thomas devait connaître, mardi 15 octobre, le « verdict » du Sénat, appelé à voter en séance plénière. Si l'on en croit deux sondages publiés lundi, le juge noir bénéficie d'un large soutien populaire : 57 % des hommes et 53 % des femmes consultés dimanche pour le compte du quotidien *USA Today* sont favorables à la confirmation de sa nomination. Ce chiffre est de 51 % (hommes et femmes) pour le sondage publié dans le *Los Angeles Times* et réalisé au cours du week-end. Par ailleurs, 47 % des personnes interrogées croient que le juge dit vrai lorsqu'il dément avoir harcelé M^{me} Hill. M. Thomas et M^{me} Hill ont chacun été soutenus dimanche et lundi, devant la commission judiciaire du Sénat, par des témoins assurant qu'ils ne pouvaient pas mentir. — (AFP, AP)

La campagne contre le harcèlement sexuel en Suisse — Une campagne d'information contre le harcèlement sexuel sur les lieux de travail a été lancée, lundi 14 octobre à Genève, par des comités des cantons de Genève et de Vaud (ouest de la Suisse). La décision de lancer cette campagne d'information avait été prise avant que n'éclate l'affaire du juge Thomas. Les organisateurs ont invité le public à assister à un procès, début novembre à Genève, entre un secrétaire de direction et son ancien employeur qu'elle accuse de l'avoir abusivement licencié après l'avoir harcelé sexuellement. Le vide juridique en la matière en Suisse n'a pas empêché quelques femmes d'obtenir réparation, notamment à Genève. — (AFP)

CUBA : la fin du congrès du PC

« Le multipartisme est une multicochonnerie » affirme M. Fidel Castro

Le quatrième congrès du Parti communiste cubain s'est terminé sans surprise, lundi 14 octobre, par la réélection de M. Fidel Castro à sa tête en tant que premier secrétaire. Son frère Raúl a été également reconduit dans ses fonctions de second secrétaire.

Après cinq jours de travaux à huis clos dans le Théâtre Heredia de Santiago de Cuba, à 900 kilomètres à l'est de La Havane, sous les portraits de Marx et de José Martí, héros de la lutte pour l'indépendance cubaine au siècle dernier, les délégués ont élu à bulletin secret un comité central de deux cent vingt-cinq membres chargé de défendre, par tous les moyens, la ligne communiste orthodoxe.

Le bureau politique a été renoué à plus de 50 %. Quatorze de ses vingt-cinq membres sont en effet des promus. Trois d'entre eux, MM. Carlos Aldana, Carlos Lage et Roberto Robaina ont été à l'honneur. M. Carlos Aldana, âgé de quarante-neuf ans, supervise depuis octobre 1990 les départements de l'économie (qui comporte la culture et la propagande), de l'éducation, de la science, des sports et des relations internationales. Il a été une des figures-clés des négociations de paix en Angola. M. Carlos Lage, médecin de formation, âgé de quarante-cinq ans, est un des principaux conseillers de Fidel Castro. M. Roberto Robaina, ancien professeur de mathématiques, qui n'a que trente-cinq ans, connaît une ascension fulgurante. Parmi ceux qui ne sont pas reconduits, on remarque surtout les noms de M^{me} Vilma Espín, épouse de Raúl Castro, présidente de la Fédération des femmes cubaines, et de M. Armando Hart, ministre de la culture.

Le congrès a décidé de permettre aux artisans travaillant à leur propre compte de conserver leurs gains. Il s'agit d'une concession de taille des idéologues marxistes au pouvoir, mais celle-ci ne signifie pas, selon M. Fidel Castro, que le système économique va être bouleversé. « Nous n'essayons pas de promouvoir une espèce de dévelop-

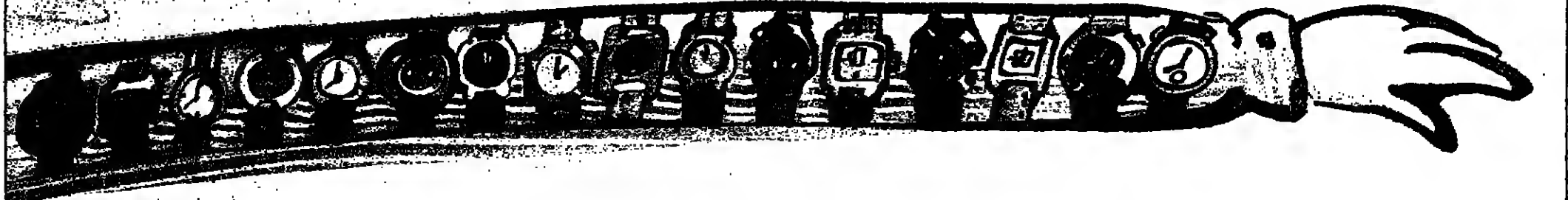
pement capitaliste », a déclaré ce dernier. Charpentiers, plombiers, mécaniciens sont concernés par cette mesure qui équivaut à une légalisation du « travail au noir ». Le congrès a cependant exclu toute libéralisation du secteur agricole, malgré la très faible productivité de ce dernier qui est à l'origine des graves pénuries alimentaires que connaît l'île. Le tourisme et l'appel aux investissements étrangers, en particulier ceux des pays latino-américains voisins, figurent parmi les moyens envisagés pour relancer l'économie.

Le congrès n'en a pas en l'absence, voulue, de tout journaliste étranger et a consacré l'isolement de Cuba sur la scène internationale. L'effondrement du communisme en Europe a été qualifié de « désastre ». Le compte était rapidement fait des régimes considérés par La Havane comme « frères ennemis » : la Chine, le Vietnam et la Corée du Nord.

M. Fidel Castro a confirmé, dans son discours de clôture lundi soir, son refus de toute évolution politique de l'île. « Le multipartisme est une multicochonnerie. La prétendue démocratie bourgeoise occidentale, qui n'a rien d'une démocratie, est une ordure », a-t-il déclaré. Le dirigeant cubain a enfin invité les communistes à se méfier « des hommes omnipotents », car ceux-ci, allusion évidente à M. Gorbatchev, « peuvent un jour dissoudre le parti par décret ». — (AFP, AP, Reuter)

Concert de solidarité avec Haïti. — A l'initiative de l'ASHADIDEF (Association de la communauté haïtienne en France), le Zaïrois Ray Lema, la Guadeloupéenne Jocelyne Bernard — chanteuse du groupe Kassav' — et plusieurs autres musiciens antillais donneront un concert de solidarité avec Haïti, le mercredi 16 octobre, à 19 h 30, à l'Elysée-Moutmartre (72, boulevard de Rochechouart, Paris 18^e). Les fonds recueillis iront aux familles des victimes de la répression.

LE SOLEIL NE SE COUCHE JAMAIS SUR NOS FILIALES.



Dans n'importe quel continent, où que vos affaires vous conduisent, le Groupe Bancaire MPS est toujours proche de vous. Très proche. En fait, à travers ses filiales et ses partenaires, il est présent dans le monde entier. Que ce soit à New York, Londres, Francfort, Singapour ou Bruxelles, aux Iles Caïmans, à Paris, Copenhague, Berlin, Budapest, Madrid, Pékin, Tokyo, Moscou, Le Caire, São Paulo, dans les Iles Anglo-Normandes ou à Sydney. Le Groupe Bancaire MPS est né de la volonté de huit banques d'offrir à leurs clients partout dans le monde des services sur mesure. Des services intégrant à l'activité purement bancaire ceux de l'assurance, de la finance et du merchandising bancaire. Le Groupe Bancaire MPS, ce sont 900 agences en Italie, au service des opérateurs économiques du monde entier.



MONTE DEI PASCHI DI SIENA • BANCA TOSCANA • CREDITO COMMERCIALE • CREDITO LOMBARDO • BANCO VALDOSTANO • ICLE • ITALIAN INTERNATIONAL BANK • MONTE PASCHI BANQUE

PROCHE-ORIENT

IRAK : déplorant l'indifférence de la communauté internationale

Les Kurdes s'attendent à de nouveaux affrontements

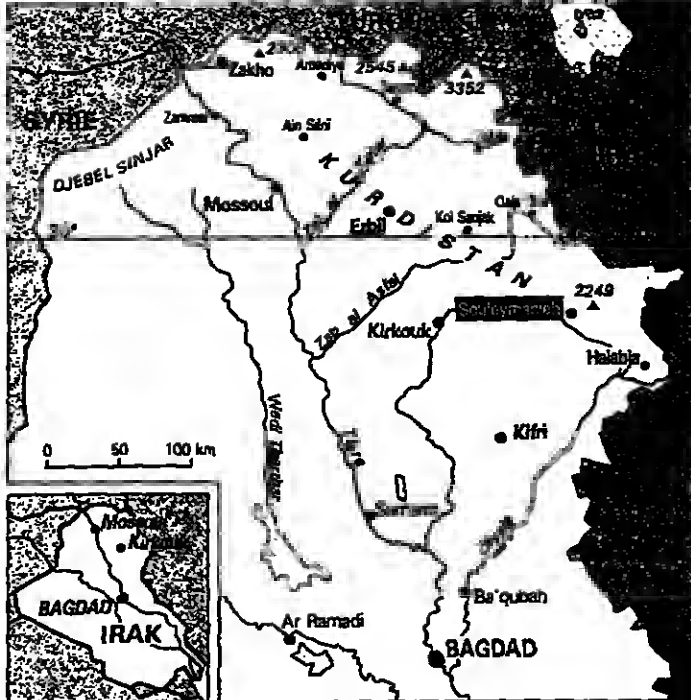
La Turquie est en train de retirer ses forces du nord de l'Irak, après y avoir détruit plusieurs bases armées des séparatistes kurdes turcs, a déclaré, lundi 14 octobre, un officier. Le gouvernement irakien a menacé lundi de suspendre son aide militaire à la Turquie, au titre de l'OTAN, si ce pays continue à violer « aussi massivement les droits de l'homme » en bombardant des camps kurdes dans le nord de l'Irak. D'autre part, malgré le cessez-le-feu récemment conclu entre les rebelles kurdes d'Irak et le régime de Bagdad, après les récents combats dans les régions de Souleymanieh et de Kirkouk (le Monde du 10 octobre), dirigeants kurdes et représentants des organisations humanitaires craignent de nouveaux et graves affrontements.

SOULEYMANIEH

de notre envoyée spéciale

« Ce que nous voyons, c'est la réaffirmation de l'autorité centrale du gouvernement », explique un fonctionnaire du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en ajoutant : « Les Irakiens sont en train de tenter leurs limites. » La politique des alliés envers les quelque quatre millions de Kurdes qui vivent en Irak est claire. Les survols quotidiens du territoire irakien par les avions de la coalition sont limités au périmètre de l'ancienne « zone de sécurité » et aux régions limitrophes, mais ne franchissent pas la ligne du 36° parallèle. Selon un porte-parole allié, ce qui se passe au sud de cette ligne, y compris l'usage par les Irakiens d'avions de combat ou d'hélicoptères, ne concerne aucunement la communauté internationale.

Or, c'est justement dans la région est du Kurdistan, le long de la frontière iranienne, où vivent encore 300 000 réfugiés sans abri, que sont apparus au fil des dernières semaines les signes avant-coureurs d'une nouvelle catastrophe. Une forme de cohabitation entre les peshmergas (combattants kurdes) et les Irakiens — encouragée par les alliés qui poussent les Kurdes à signer un accord avec le gouvernement irakien — s'est développée dans certaines parties du Kurdistan. Quelques services gouvernementaux ont été rétablis. A Souleymanieh, ce n'est qu'à pris des émeutes populaires et des



combats avec les peshmergas que les troupes irakiennes se sont retirées de la ville le 18 juillet dernier. Récemment, après une rencontre à Kirkouk entre le vice-président irakien, M. Izzat Ibrahim, et M. Massoud Barzani, les Irakiens ont officiellement reconnu au dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan la ville de Salaheddine où il a son quartier général, sans qu'un seul coup de feu soit tiré. « Les Irakiens sont prêts à faire des concessions », affirme un officier allié.

« Un Kurdistan vide »

Mais les Kurdes ne semblent pas convaincus. Pour la plupart d'entre eux, cette apparente sagesse n'est qu'une façon de reculer pour mieux sauter. « Saddam cherche à gagner du temps. Il sait que les alliés ne vont pas rester pour toujours », affirme M. Hani Talabani, l'épouse influente du dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan. L'armée irakienne est profondément démoralisée, les soldats se rendent par milliers au premier coup de feu, et Saddam Hussein est conscient qu'il ne peut pas combattre tout le territoire. En revanche, le président irakien a d'autres moyens à sa disposition et il semble prêt à les utiliser.

Après l'« intifada » (soulèvement) de mars dernier, et l'exode qui s'ensuivit, un semblant de vie normale a repris dans les villes du Kurdistan.

Mais cette normalisation reste très superficielle, l'insécurité est perceptible partout. En retirant les dernières troupes des bases proches de la frontière turco-irakienne, les alliés ont peut-être envoyé au président Saddam Hussein le message qu'il attendait. « Les Irakiens essaient de reprendre petit à petit le territoire libéré par les peshmergas », affirme M. Talabani. La nuit, ils défilent quotidiennement des troupes de Kirkouk vers d'autres régions. Les organisations humanitaires présentes dans la région confirment ces mouvements, mais ajoutent cependant que la fièvre monte également dans le camp kurde. « La double ligne a commencé à déborder, les peshmergas sont frustrés par le blocage de la situation. Ça peut exploser à tout moment ».

Deux séries de négociations entre le Front du Kurdistan et le gouvernement irakien, qui ont duré quarante-deux jours chacune, n'ont pas abouti à la signature d'un accord. Des différences d'opinion profondes divisent les deux factions principales du Front (le Monde du 15 octobre). Pour tout coupler, soixante chefs de tribu, au sein de la solda de M. Saddam Hussein, mais aujourd'hui aux côtés du Front, ont récemment formé une association pour défendre leurs intérêts, craignant la vengeance de leur ancien employeur. Pour eux, comme pour d'autres dirigeants kurdes, le projet d'accord pro-

posé par Bagdad est inacceptable, car il ne règle pas le problème de la région pétrolière de Kirkouk. « La coalition ne parle pas à ceux qui ne sont pas ceux de ceux qui sont disposés à signer un accord », se plaint l'agha Omar Surchi, un des membres fondateurs de l'association.

La dispute concernant la ville de Kirkouk est un des obstacles principaux à un accord. Des dizaines de milliers de réfugiés, qui s'approprient le pays d'hiver en montagne, continuent d'espérer que des garanties de sécurité suffisantes leur permettront de retourner dans leur ville, malgré la destruction d'un moins quatre cents maisons dans le quartier kurde.

Mais le gouvernement irakien a jusqu'à présent refusé au HCR la permission d'ouvrir un bureau à Kirkouk, et de nombreuses réunions circulant faisant état de l'arrestation de Kurdes, de listes de noms établies par les Irakiens ainsi que de la découverte récente de douze cadavres kurdes, ligotés et les yeux bandés. Ces rumeurs, combinées avec les récents affrontements, contribuent à alimenter le sentiment d'insécurité de la population, qui ne sait plus de quel côté se tourner. Le mandat de l'ONU expire le 31 décembre prochain et risque de ne pas être renouvelé, auquel cas la plupart des organisations non gouvernementales (ONG) seraient forcées de se retirer également. Le gouvernement irakien aurait ensuite la voie libre pour lancer un nouvel assaut au simple prétexte de priver les Kurdes de ressources vitales.

La communauté internationale qui, avec raison, refuse de croire les déclarations de M. Saddam Hussein lorsqu'il s'agit d'armement, semble en ce qui concerne les Kurdes. Un accord entre Kurdes et Irakiens ne semble pas être proche. Mais, même si un tel document était signé, est-il raisonnable de croire qu'il serait respecté ? « Plus encore qu'une aide militaire, nous souhaitons obtenir un engagement clair en faveur des droits des Kurdes irakiens », explique M. Sami Abdurrahman, qui dirige le Parti démocratique populaire du Kurdistan. « Que les troupes (allées) soient à Kirkouk, Washington ou Londres n'est pas important. C'est la décision qui est importante », déclare M. Barzani.

A chaque reprise des combats, des centaines de personnes représentent la route. « Je suis sûr que les Kurdes vont fuir à nouveau, et cette fois-ci, personne ne pourra les persuader de revenir », déclare l'assistant M. Talabani. C'est ce que Saddam veut, un Kurdistan vide de son peuple. »

NICOLE POPE

La préparation de la conférence de paix

Le roi Hussein et M. Baker envisagent avec optimisme la formation d'une délégation jordano-palestinienne

Ce n'est que mardi 15 octobre, à Damas, que M. Baker devait sans doute rencontrer les premières vraies difficultés de sa huitième et ultime mission dans la région pour mettre sur pied avant le fin du mois la conférence de paix sur le Proche-Orient. Au Caire, comme à Amman qu'il a visité lundi, le secrétaire d'Etat américain n'a pu que remercier ses interlocuteurs, le président Mubarak et le roi Hussein, de leurs efforts pour l'aider dans cette voie. Bien que très discrets sur ce qui reste la principale question à régler : la représentation palestinienne à cette conférence, le roi Hussein et M. Baker se sont montrés optimistes à Amman sur la formation d'une délégation commune jordano-palestinienne.

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Pour la deuxième fois en dix jours, une délégation de l'OLP se trouvait à Amman. Outre les représentants des territoires occupés qui se sont entretenus avec M. Baker, la semaine dernière, à Washington, et devraient de nouveau le voir jeudi à Jérusalem, elle devait rencontrer mardi des personnalités de Cisjordanie et de Gaza venues pour la première fois à Amman dans le cadre des efforts de coordination pour former une délégation commune jordano-palestinienne. Appelé en session mercredi à Tunis, le Conseil central de l'OLP devrait — malgré les sévères critiques encore adressées aux Etats-Unis, d'innombrables par M. Arafat — donner son accord officiel à la constitution d'une telle délégation, seule formule retenue par Washington et acceptée par Israël. On ignore toutefois si ces personnalités palestiniennes s'entretiendront avec les autorités jordaniennes en présence des représentants officiels de la centrale palestinienne. Mais la présence à Amman de quatre membres de la direction de l'OLP est la preuve, contrairement à ce que certains ont pu croire, que ces réunions se tiennent dans le cadre de la coordination entre la Jordanie et l'OLP.

Le fait que le roi Hussein ait réaffirmé très clairement, samedi

dans un discours à la nation, que seuls les Palestiniens de la dimension palestinienne du conflit a été très bien ressenti par l'OLP qui va négocier maintenant la formation de cette délégation pour que les deux éléments apparaissent sur un pied d'égalité. De source palestinienne, à Amman, on affirme que vont figurer dans les discussions des questions telles que la présidence de la délégation — le roi a affirmé samedi qu'il s'agissait d'un Jordanien, mais les Palestiniens voudraient une présidence tournante après la séance inaugurale — une porte-parole, le nombre de participants, le problème de la présence ou non d'un drapeau. Pour l'instant, aucun nom ne semble acquis, même si beaucoup circulent. Et l'on repart d'un compromis possible pour la représentation de Jérusalem avec le choix de personnalités originaires de villages considérés par les Palestiniens comme faisant partie de la ville mais n'appartenant pas au découpage administratif des Israéliens.

Cette accélération du processus laisse toutefois de côté ce qui reste jusqu'à maintenant des revendications majeures de la centrale palestinienne, c'est-à-dire une délégation comprenant à la fois des personnalités de l'intérieur et de la diaspora, et une date limite pour l'arrêt des colonies de peuplement.

La Jordanie est en tout cas le premier pays à s'être déclaré satisfait de la version finale de la « lettre d'assurances » remise par les Américains. Elle a été posée par le roi Hussein, à Amman, dans la lettre adressée à Israël, d'une mention de la non-reconnaissance par les Etats-Unis de l'application de la loi israélienne au plateau du Golan occupé. Cela figurait sans doute dans la lettre à la Syrie, et M. Baker pourra toujours dire, comme il l'avait promis, que ce n'est pas contradictoire. Mais, à tout le moins, il s'agit d'un double langage qui ne facilitera pas les discussions.

Mais se réjouir pour tenter de faire la paix n'est pas la faire. Le sentiment qui prévaut est que, contrairement à ce que la situation a suggéré à une même table, les interlocuteurs se maintiennent résignés, avant tout par crainte de payer trop cher un refus à l'égard de Washington.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le secrétaire d'Etat américain : il faudrait envoyer les invitations

LE CAIRE

de notre correspondant

Les Etats-Unis sont toujours déterminés à convoquer la conférence de paix sur le Proche-Orient avant la fin du mois d'octobre même si tous les problèmes ne sont pas résolus. Le secrétaire d'Etat américain M. James Baker a en effet déclaré au Caire, qu'il « faut envisager d'envoyer les invitations » pour que la conférence puisse se tenir « avant la fin du mois ». Il a précisé que cette décision sera prise « même si nous ne sommes pas en mesure de résoudre, avec suffisamment de certitude, certaines divergences ». Selon des proches de M. Baker, on avançait même la date du 29 octobre pour la réunion de la conférence à Lausanne.

Le président égyptien Hosni Mubarak, qui avait reçu le secrétaire d'Etat américain durant plus de trois heures à lui aussi fait preuve d'optimisme quant à la réunion de la conférence. « Il n'existe pas de problèmes très difficiles à résoudre et la tournée de M. Baker n'est justement là pour la dernière touche et à régler certaines petites questions », a déclaré le Roi.

« Au sujet du principe de la terre contre la paix, lequel ne ferait plus référence à la lettre d'assurances américaines, nous ne sommes pas en mesure de résoudre, avec suffisamment de certitude, certaines divergences ». Selon des proches de M. Baker, on avançait même la date du 29 octobre pour la réunion de la conférence à Lausanne.

Au sujet des informations sur une

éventuelle rencontre avec le chef de l'OLP, M. Mubarak a déclaré : « Nous le ferons quand cela sera nécessaire afin de faire passer le processus de paix. » Le Roi ne s'est d'ailleurs pas montré plus chaud au sujet d'un sommet des cinq pays arabes (Egypte, Jordanie, Syrie, Liban et OLP) avant la conférence de paix.

ALEXANDRE BUCCIANTI

LIBAN : l'ONU de France participera à la reconstruction de Beyrouth. — La région libanaise va financer le reboisement et l'aménagement du « Bois des pins » à Beyrouth, un parc public de 33 hectares — l'équivalent en superficie du jardin des Tuileries à Paris — qui se trouve sur la ligne des combats, au sud-est de la capitale libanaise et qui devra d'abord être complètement déminé. Le président du conseil régional, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), a annoncé que les autorités libanaises ont aussi accepté la proposition de confier à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région libanaise (IAURIF) le soin d'établir un plan de reconstruction des 250 hectares du quartier situé de part et d'autre de l'ancienne ligne des combats. La région consacrerait 200 millions de francs à cette mission.

IRAN : pendaison de vingt-huit trafiquants de drogue. — Vingt-huit personnes, dont quatre femmes et deux Afghans, reconnues coupables de trafic de drogue, ont été pendues, lundi 14 octobre, à Machhad, à l'est de l'Iran, a rapporté la presse locale. Ces condamnations à mort s'inscrivent dans le cadre de la loi du 21 janvier 1989 qui réprime sévèrement la consommation et le trafic de drogue. Depuis son entrée en vigueur, 1 932 personnes ont été pendues. — (AFP)

ASIE

BIRMANIE : après l'attribution du prix Nobel de la paix à M^{me} Aung San Suu Kyi

La junte de Rangoun est condamnée à un isolement croissant

L'ambassade de Rangoun à Bangkok était la seule instance officielle birmane à avoir réagi, mardi 15 octobre dans la matinée, à l'attribution du prix Nobel de la paix à M^{me} Suu Kyi, leader de la principale formation politique du pays, et maintenant au secret à son domicile depuis le 19 juillet 1989. « Un tel prix devrait être décerné à

des gens d'un noble tempérament, pas à quelqu'un comme elle », a déclaré le premier secrétaire.

Presque partout ailleurs dans le monde, les réactions ont été très positives. A Paris, M^{me} Cresson a félicité la lauréate. A Washington, la Maison Blanche a applaudi le choix du jury Nobel et demandé le libéra-

tion de M^{me} Suu Kyi. La Communauté européenne, ainsi que les Nations unies, par la voix de M. Perez de Cuellar, ont manifesté leur satisfaction.

La junte militaire au pouvoir à Rangoun apparaît ainsi très isolée, et ne paraît guère pouvoir compter que sur le soutien de la Chine.

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

En légitimant une résistance jusqu'alors mal connue du reste de la planète, le jury d'Oslo a offert à M^{me} Aung San Suu Kyi, la prisonnière de Rangoun, le seul atout dont elle puisse actuellement se servir. L'opprobre international à l'égard de ses geôliers qui bafouent les droits les plus élémentaires de l'homme sans se préoccuper outre mesure de ce qu'en pense la société internationale. Avec le camouflet qui lui est ainsi infligé, la junte de Rangoun est condamnée à un isolement croissant — car il serait étonnant qu'elle envisage sérieusement de s'amender.

Les militaires birmanais n'avaient pas encore réagi, mardi 15 octobre en fin de matinée, à l'attribution la veille du prix Nobel de la paix à leur bête noire, en résidence surveillée depuis plus de deux ans à Rangoun. Ils accueilleront probablement par le mépris la condamnation de la « brutalité » de leur régime.

Depuis qu'ils ont noyé dans le sang, en 1988, les manifestations en faveur de la démocratie, les généraux de Rangoun n'ont tenté

qu'une seule fois de séduire l'opinion internationale : en organisant, en mai 1990, des élections législatives. Mais la Ligue pour la démocratie (LND), le parti de M^{me} Suu Kyi, a bénéficié à l'époque d'un tel raz de marée, en emportant 392 sièges sur 485, que la junte a refusé de réunir l'Assemblée élue et en est revenue aux méthodes les plus répressives.

L'opposition démantelée

Depuis, la LND a été pratiquement démantelée. Ses dirigeants sont interdits, emprisonnés ou en fuite. En Birmanie, tous les moyens ont été utilisés pour briser toute opposition : chantage, arrestations, tortures, disparitions, déplacements de populations urbaines. Le clergé bouddhiste a été mis au pas l'an dernier. Les commerçants ont régulièrement menacés de sanctions. Les fonctionnaires sont invités à la délation. Cédant à l'intimidation, des députés se sont ralliés aux militaires. D'autres, réfugiés dans une zone contrôlée par les Karens sur la frontière thaïlandaise, y ont formé, à la fin de l'an dernier, un « gouvernement national de coalition ».

Si toute velléité de résistance a été supprimée, la junte ne s'est pas résignée, jusqu'ici, à se débarrasser du chef de file de l'opposition, sans doute par peur d'une trop



vive réaction internationale. M^{me} Suu Kyi a été l'objet de pressions de toutes sortes. Depuis plus d'un an, elle vit totalement isolée dans sa maison de Rangoun, sans ressources financières. Pour être mariée à un étranger — un universitaire britannique, tibétologue de renom, M. Michael Aris — elle est la cible d'une campagne officielle

ouvertement xénophobe. Le régime a tout entrepris, y compris le recours à la menace d'une élimination physique, pour pousser M^{me} Suu Kyi à rejoindre son mari et ses deux enfants à l'étranger.

Elle n'a pas cédé. Et le choix du jury Nobel devrait l'encourager à continuer de résister. Son combat, en effet, bénéficie déjà d'un écho international plus important. Et les dissidents birmanais, notamment ceux réfugiés en Thaïlande, ont été les premiers à saluer l'événement. Les militaires de Bangkok, qui ont entretenu des relations très étroites avec leurs homologues de Rangoun, sont ainsi invités à prendre quelque distance à l'égard de la junte birmane.

Le dernier véritable allié du général Saw Maung est à Pékin où le chef de la junte de Rangoun a été officiellement reçu fin août. Les Chinois, qui équipent l'armée birmane, ont récemment entrepris de renforcer leurs liens avec leurs voisins méridionaux (comme le souligne également la normalisation en cours de leurs relations avec le Vietnam). Sans forte pression internationale, Pékin ne renoncera donc pas à cette « ouverture ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFRIQUE

ZAÏRE : en accord avec le président Mobutu

M. Tshisekedi a formé un « gouvernement de techniciens »

Le maréchal Mobutu a signé, lundi 14 octobre, une ordonnance qui porte formation d'un « gouvernement de crise », à la tête duquel est placé un des chefs de l'opposition, M. Etienne Tshisekedi. Cette équipe ne compte pas plus de quatre membres de la majorité présidentielle, réunie sous l'appellation « Forces démocratiques unies », qui détiennent les portefeuilles de la défense et de la sécurité (M. Ngbanda Nzambu), des relations extérieures (M. Bukuri Bukaya), du plan et du ravitaillement (M. Isha Mandji), des terres et des mines (M. Mukenge Ndiibu).

Les dix-huit autres ministères ont été confiés à des responsables des différentes composantes de l'Union sacrée qui rassemble les formations de l'opposition. Ancien vétéran « roulier » de l'ancien régime, ne fait partie du nouveau cabinet, au sein duquel n'émerge aucune personnalité marquante.

M. Tshisekedi avait reçu mission de former ce gouvernement, il y a deux semaines, mais il s'était rapidement bécoté au chef de l'Etat qui entendait enlever, pour les siens, la responsabilité de la défense et des affaires étrangères. La France, qui, avec la Belgique, avait envoyé, fin septembre, au lendemain des troubles, des soldats au Zaïre et vient d'en retirer une partie, avait manifesté, lundi, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, son « impatience » devant le « blocage » de la situation politique.

« Enfin, le gouvernement est là », a annoncé, lui-même, à la télévision, M. Tshisekedi. Il a précisé qu'il s'agissait « d'une équipe de techniciens, animée d'une volonté politique d'assurer une véritable austerité dans la direction du pays ». « Les querelles sont finies », a pour sa part déclaré le maréchal Mobutu à des sympathisants venus le saluer à l'occasion du 50^e anniversaire de son régime.

Considéré comme l'un des opposants les plus farouches du chef de

l'Etat, qui l'a fait mettre en prison et en résidence surveillée à plusieurs reprises, M. Tshisekedi est né en décembre 1932, à Kananga, dans la province du Kasai occidental. Il fut le premier Zaïrois à obtenir le diplôme de docteur en droit de l'université de Lovanium à Kinshasa.

Plusieurs fois ministre du maréchal Mobutu dont il fut le compagnon de route, au sein du Mouvement populaire de la révolution (MPR), alors parti unique au pouvoir, M. Tshisekedi décida, en 1980, de prendre ses distances avec le régime avant de créer l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) qui fut interdit. Il dut s'exiler en Belgique et aux Etats-Unis, pendant près de dix ans, pour échapper à la justice.

— (AFP, Reuter)

NIGERIA : à Kano, dans le nord du pays

Une centaine de personnes tuées au cours d'affrontements entre musulmans et chrétiens

Une centaine de personnes ont été tuées au cours de très violentes échauffourées entre chrétiens et musulmans, lundi 14 octobre, à Kano, la plus grande ville du nord du Nigeria, à majorité musulmane, selon une source proche de la police.

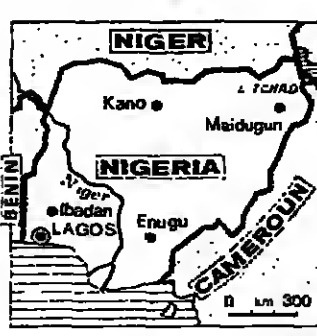
Les troubles ont éclaté à la suite d'une manifestation de musulmans, protestant contre l'arrivée d'un prédicateur évangéliste itinérant, de nationalité allemande, dont le prêche était annoncé pour le lendemain. Les manifestants « ont assailli les chrétiens ibos qui leur tombaient sous la main », selon un témoin.

Echauffourées, voitures brûlées, scènes de pillages, marchés incendiés... La manifestation a dégénéré en touchant surtout un quartier habité majoritairement par des chrétiens de l'ethnie ibo (sud-est du Nigeria), sur lequel s'est concentrée la fureur des manifestants musulmans. Des émeutiers auraient été

vus en train de brûler des cadavres, vraisemblablement de chrétiens, sur une des artères principales de la ville. L'aéroport de Kano a été fermé lundi matin, et les accès à la ville ont été bloqués par la police et les forces anti-émeutes.

Un couvre-feu a été instauré. La communauté étrangère (quelque deux cent cinquante Français résident dans la ville) n'a pas été visée, mais des mesures de sécurité ont été prises. Une importante communauté chrétienne, évangéliste pour l'essentiel, vit à Kano, grande métropole musulmane. La rivalité entre les deux communautés est sensible en permanence dans le nord du Nigeria, à majorité musulmane. Lors de la dernière grande flambée de violence, en 1987, plusieurs centaines de personnes avaient été tuées, et de nombreuses églises brûlées.

La rivalité entre chrétiens et



musulmans avait déjà provoqué une guerre civile, les ibos ayant fait sécession et créé le Biafra, en 1967. La guerre civile s'était terminée par la victoire du pouvoir central en 1970, après la mort de plus d'un million de personnes, selon la Croix-Rouge. — (AFP)

CHAD

La tentative de coup d'Etat a fait quarante morts

Quarante personnes ont été tuées au cours de la tentative de coup d'Etat dirigée, dimanche 13 octobre, par le ministre de l'Intérieur, M. Madaoud Bada Abbas (le Monde du 15 octobre), à N'Djamena le responsable de la presse présidentielle. L'attaque d'un dépôt d'armes par des soldats rebelles a fait quatre morts, et les corps de trente-six autres personnes — essentiellement des militaires — tués lors de troubles qui ont eu lieu en ville, ont été recensés à la morgue.

Le gouvernement tchadien a dénoncé lundi, dans un communiqué, l'action « d'un groupe de responsables politiques et militaires » conduits par le ministre de l'Intérieur, qui « visaient à saper le processus démocratique ». « La responsabilité de ces événements incombe exclusivement à ce groupe, elle ne concerne ni une tribu et encore moins une ethnie », indique le communiqué.

Mécontentement des Hadjeris

Les auteurs de la tentative de coup d'Etat seront traduits en justice, ajoute le gouvernement, en précisant que d'eux d'entre eux ont pu s'échapper. Ils se seraient enfuis en direction de leur région d'origine, dans l'est du pays. Une source occidentale a confirmé que l'origine de ces troubles résidait dans le mécontentement de l'ethnie des Hadjeris, insatisfaite de la place qui lui était accordée au sein de l'armée et du gouvernement.

Dimanche, des soldats auraient exécuté des civils appartenant pour la plupart à l'ethnie Hadjeri, en représailles à l'attaque du dépôt d'armes. Ces troubles ont accru l'insécurité à N'Djamena, de nombreux vols et agressions ayant eu lieu depuis. — (AFP, Reuter)

ALGERIE

Le premier ministre demande la saisine du Conseil constitutionnel sur la réforme électorale

Le premier ministre a demandé, lundi 14 octobre, au président Chadli de saisir le Conseil constitutionnel au sujet des dispositions, approuvées, la veille, par l'Assemblée nationale, qui autorisent notamment le vote d'un conjoint pour un autre sur simple présentation du livret de famille. L'essentiel de ses propositions ayant été rejetées, M. Sid Ahmed Ghazali n'exclurait pas de demander au chef de l'Etat de renvoyer, en seconde lecture, devant les députés, la totalité du texte adopté. De sources sûres, on souligne que le gouvernement a été mis par l'As-

semblée devant le « fait accompli » par la présentation au vote d'une proposition sur le découpage électoral, dont il n'avait pas eu le temps de prendre connaissance.

Le secrétaire général du FLN a exprimé, lundi, sa « totale satisfaction » après le vote de l'Assemblée qui est, selon lui, « une étape importante dans le processus démocratique et ouvre la voie aux élections législatives ». M. Abdelhamid Mehri, qui a plaidé pour la formation d'un gouvernement de coalition après les élections, a jugé « inutile » le renvoi en seconde lecture du texte gouvernemental. — (AFP)

EN BREF

■ MADAGASCAR : le gouvernement « de transition » demande à la France de reconnaître sa légitimité. — Formé à l'initiative de l'opposition malgache, le gouvernement « de transition », a demandé aux pays européens, et particulièrement à la France, de reconnaître sa légitimité et de suspendre toute coopération avec le président Didier Ratsiraka, lundi 14 octobre, dans un communiqué diffusé à Paris. A Tananarive, le « premier ministre-bis », M. Albert Zafy, a présenté les grandes lignes du programme de l'opposition, qui se déclare en faveur du libéralisme économique. — (AFP)

■ TANZANIE : plus de six cent cinquante mille personnes menacées de famine. — Dans la région de Lindi, dans le sud-est du pays, plus de six cent cinquante mille personnes sont menacées de famine, selon la radio d'Etat tanzanienne qui a annoncé, lundi 14 octobre, un besoin de 150 000 tonnes de nourriture dans les six prochains mois. — (AFP)

■ TUNISIE : forte participation aux élections législatives partielles. — Le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, a remporté, dimanche 13 octobre, les élections législatives partielles. Neuf sièges étaient à pourvoir. Selon les résultats officiels, le taux de participation a varié, selon les circonscriptions, entre 69,51 % à Tunis et 92,40 % à Nabeul. Les partis de l'opposition légale avaient décidé de rester à l'écart de cette consultation. — (AFP)

■ ZAMBIE : le fils du président Kunda condamné à mort. — Le plus jeune fils du président zambien Kenneth Kunda a été condamné à mort, lundi 14 octobre, pour le meurtre d'une jeune femme. Ce procès, suivi comme un test de l'indépendance judiciaire, devrait peser sur les élections présidentielle et législatives prévues pour le 31 octobre. Kambarage Kunda a décidé de faire appel. — (AFP)

AUJOURD'HUI, LA CITROËN XM PREND UNE NOUVELLE DIMENSION.



POLITIQUE

La démission du maire de Clermont-Ferrand

M. Quilliot estime que sa ville est «condamnée à la mort lente par l'indifférence apparente des pouvoirs publics»

M. Roger Quilliot, maire socialiste de Clermont-Ferrand depuis 1973, a annoncé, lundi 14 octobre, à l'issue d'une réunion ordinaire du conseil municipal, qu'il avait remis son mandat de maire au préfet. L'ancien ministre a affirmé que sa ville était «condamnée à la mort lente par l'indifférence apparente des pouvoirs publics». Toutefois, plusieurs responsables socialistes ont estimé, mardi, que le maire de Clermont-Ferrand pourrait revenir sur sa décision. «Nous sommes à un tournant, nous a-t-il déclaré. Si ce tournant est pris, je ne refuserai pas d'être de la partie.»

CLERMONT - FERRAND

de notre correspondant

La décision de M. Quilliot, qui a surpris les élus clermontois, dont très peu, semble-t-il, étaient dans le secret, a été annoncée par un homme qui de toute évidence avait longuement mûri sa décision,

comme en témoigne le ton qu'il a utilisé pour s'exprimer. Tira d'un homme révolté qui veut agir en toute conscience sans «trahir» — le mot est de lui — la confiance renouvelée des clermontois. Dans l'appel qu'il a lancé lundi soir «au nom de Clermont-Ferrand, au nom du Puy-de-Dôme, au nom de toute l'Auvergne», les mots sont durs à l'encontre des pouvoirs publics, «qui semblent se désintéresser de notre agglomération parce qu'elle n'est pas riche, qu'elle n'est pas belle, qu'elle n'est pas moderne, qu'elle n'est pas sûre, qu'elle n'est pas saine, qu'elle n'est pas heureuse».

Ces difficultés, Roger Quilliot n'a pas jugé utile de les rappeler dans son allocution tant elles sont venues au quotidien par tous les clermontois. D'ici quelques jours, le cinquième plan social décidé en juin par la Manufacture des pneumatiques Michelin devra être bouclé. Il se soldera par la suppression de 2432 emplois et sera assorti, selon certains, de licenciements sévères.

Le maire de Clermont-Ferrand s'est posé en accusateur, affirmant notamment : «Depuis plus de quatre mois, l'audience promise par le premier ministre est régulièrement repoussée; les quelques décisions favorables sont annoncées à la sau-

rette, dans le désordre, sans qu'apparaissent jamais un plan global; quelles que soient les difficultés économiques, les primes fixées il y a dix-sept ans demeurent immuables; les aides aux entreprises sont versées à la dérobée; les services de l'Etat n'ont pas de moyens suffisants; les collectivités locales ne sont pas traitées à égalité; les collectivités locales ne sont pas traitées à égalité; les collectivités locales ne sont pas traitées à égalité».

L'Auvergne vent-elle vivre?

M. Quilliot s'est également adressé aux maires de la région clermontoise : «Tout retard dans la mise sur pied d'une intercommunalité économique leur serait durement dommageable, a-t-il dit. Il est vital pour l'Auvergne que les élus communaux, départementaux ou régionaux assurent la coordination de leurs efforts pour répondre plus rapidement à des implantations éventuelles; une très grosse entreprise choisit par un coup de chance de s'implanter chez nous que dans les conditions actuelles

elle ne le pourrait pas». Enfin, il a voulu régler ses comptes avec le mouvement écologiste, qui conteste l'implantation d'une usine d'incinération de déchets proche de Clermont-Ferrand : «J'en appelle à l'ensemble de la population auvergnate, qui doit comprendre qu'on ne peut à la fois réclamer des voies de communication et en contester l'implantation; les travaux, qui coûtent 120 000 tonnes annuelles d'ordures ménagères et en recuser l'implantation. Toute vie dérange, seuls les cimetières ne polluent pas. On l'Auvergne veut vivre, et il lui faut accepter les contraintes que la vie impose, ou elle se résigne à n'être qu'une réserve naturelle, et notre jeunesse cessera de fuir (avec quelle chance de succès) vers le Lyonnais ou l'Île-de-France».

Pour le premier magistrat qu'il était, il apparaît impensable de rester dans une ville «condamnée à la mort lente par l'indifférence apparente des pouvoirs publics» et par «notre propre incapacité de concevoir de nouvelles structures adaptées à nos problèmes».

JEAN-PIERRE ROUGER

Discret et rigoureux

Discret, affable, mais rigoureux et ferme, l'œil exigeant de l'analyste sous le front de l'intellectuel, couronné de cheveux follets et cravaté en bataille, M. Roger Quilliot mène depuis toujours et sans bruit de multiples activités.

Né en 1925 dans le Puy-de-Dôme, fils d'industriels et petit-fils de mineur, c'est en 1963 seulement qu'il devient clermontois, grâce à un poste de professeur à la faculté des lettres. Spécialiste de Camus, historien de la SFIO, il est un militant indéfectible du socialisme. Nageur ardent discret, avec M. Mauroy, de l'unité du PS, il se décrit lui-même comme un «réformiste intrinsèque». Adjoint au maire de Clermont, l'inamovible Gabriel Montpied, il lui succède en 1973, et le remplacera au Sénat en 1974.

Ministre de l'urbanisme et du logement dans le premier gouvernement Mauroy, en 1982, il laisse son nom à la

loi sur les rapports entre propriétaires et locataires, qui devait déclencher les passions et servir de cheval de bataille à l'opposition.

Président de l'Union nationale des HLM

De retour dans la ville noire, il n'abandonne pas pour autant le logement : avant d'être ministre, il présidait la Fédération des offices d'HLM; en 1985, il devient président de l'Union nationale des HLM.

Le devenir de sa ville d'adoption, le désenclavement de l'Auvergne, le développement d'un aménagement du territoire harmonieux requièrent tous ses soins. Les difficultés et les choix stratégiques du groupe Michelin, colonné vertébral industriel de la région, ont une dimension plus dramatique aux yeux du premier magistrat de la capitale mondiale du pneumatique.

JOSÉE DOYÈRE

Le cri d'un maire

Suite de la première page

M^{me} Catherine Trautmann mettait en garde, elle aussi, contre l'énorme décalage entre «la vie politique, l'action politique et les préoccupations, les attitudes, les comportements de nos concitoyens», entre «le pays politique et le pays réel».

Son «appel au sursaut des énergies et des esprits» fait aussi écho à celui que lançait à Vézille, le 27 septembre, en compagnie de M^{me} Trautmann et de M. Frêche, des hommes aussi différents que les frères d'Angers (M. Jean Monnier), de Bordeaux (M. Jacques Chaban-Delmas), de Grenoble (M. Alain Carignon), de Mantes (M. Robert Farcy), de Lyon (M. Michel Noir), de Marseille (M. Robert Vigouroux), de Nancy (M. André Rossignol), de Roubaix (M. André Dilligent), de Toulouse (M. Dominique Baudis). Tous réunis, au-delà des clivages politiques, pour souligner que «la démocratie représentative, sous sa forme actuelle, a du mal à répondre aux nouveaux besoins d'exercice de l'autorité et de la démocratie» et pour clamer qu'«il est grand temps de redéfinir, dans notre pays, qui fait quoi, qui est responsable de quoi, de clarifier les pouvoirs respectifs entre les différentes collectivités représentatives pour mettre fin à ce réseau de junte volontariste entretenu pour favoriser une irresponsabilité collective dans laquelle le citoyen est promené, lassé, déçu, abandonné à ses frustrations ou à ses révoltes».

A Maignon

M. Jean-François Mary est nommé à la tête du SID

Le changement attendu à la tête du Service d'information et de diffusion du premier ministre (le Monde daté 15-16 septembre) a été officialisé par un décret du président de la République publié au Journal officiel du dimanche 13 octobre. M. Jean-Louis Miskin, un proche de M. Michel Rocard, nommé à ce poste en août 1989, quitte la direction de ce service. Il est remplacé par M. Jean-François Mary, qui était, depuis le 18 juin 1988, chargé de mission à l'Elysée, où il s'occupait des rapports avec la presse régionale.

Précédemment M. Mary, diplômé de l'Institut des sciences politiques de Paris, avait travaillé au cabinet de M. Jean Le Garrec dans les différents postes ministériels de celui-ci, puis, en septembre 1985, il avait rejoint le groupe AGEFI-la Tribune de l'économie-la Vie française, comme directeur des relations sociales et des relations avec les administrations. M. Jean-Louis Chabanon, un autre ancien de l'Elysée, qui, depuis le mois de septembre, dirige la politique de communication de M^{me} Edith Cresson, aura donc à ses côtés, à un poste important, un homme avec qui il a l'habitude de travailler.

Th. B.

Partagé par de nombreux maires communistes de la banlieue parisienne — Aubervilliers, Argenteuil, Montreuil, Saint-Denis, Sevran, Tremblay-lès-France, etc. — qui militent pour une «révolution» de la vie politique avec d'autant plus d'ardeur qu'il s'agit pour eux d'une question de survie politique, ce constat confronte le fonctionnement de la pyramide institutionnelle française à un besoin de renouveau tel qu'il s'apparente à un extraordinaire défi. Faut-il interpréter comme une première remise en question des schémas archaïques le fait que le président de la République se soit rendu jeudi dernier à Montpellier alors qu'il avait naguère juré, en privé, de ne plus «mettre les pieds» dans cette ville? Faut-il voir la promesse d'une révision fondamentale dans l'ouvrage rendu ce jour-là par le chef de l'Etat à M. Frêche, sous-titré «pour une nouvelle France», ne serait-ce qu'un pilotage par ses propres amis politiques à cause de son indépendance d'esprit, et qui avait singulièrement aggravé son cas en affirmant, l'an dernier, que M. Mitterrand avait «transformé les socialistes en assistants»? Les gestes anecdotiques, de toute façon, ne suffiront plus car il s'agit bel et bien de débattre de la définition de nouveaux espaces de liberté et d'intervention à la base de la pyramide, surtout dans les champs de l'action économique où naissent les déclinants sociaux. Le maître de M. Quilliot aura été de le lui dire.

ALAIN ROLLAT

La position de Clermont-Ferrand sera «favorablement examinée»

indique l'hôtel Maignon.

En réponse à M. Roger Quilliot, qui reproche à M^{me} Edith Cresson de n'avoir pas donné suite à la demande d'audience qu'il lui avait adressée il y a quatre mois, pour lui exposer les difficultés de la situation économique de sa ville, on précisait à l'hôtel Maignon, mardi matin, que l'un des membres du cabinet du premier ministre, M. Jean-François Guéhenne, en charge des relations avec le Parlement, a rencontré M. Quilliot à Clermont-Ferrand, le 9 septembre.

De son côté, M^{me} Cresson a adressé, le 16 septembre, une lettre à M. Quilliot, dans laquelle elle l'informe qu'elle a demandé à ses collaborateurs de préparer une contre-proposition que nous pourrions avoir prochainement, et qui permettrait d'identifier les différents projets qui pourraient bénéficier au Puy-de-Dôme et pour lesquels l'Etat et les collectivités locales se mobilisent.

L'hôtel Maignon indique que cette rencontre a été fixée au 24 octobre. Le premier ministre a téléphoné personnellement à M. Quilliot, mardi matin, pour l'en informer. On souligne de même sous ce que, agissant des projets de «délocalisation» sur lesquels le gouvernement aura à se prononcer, la position de Clermont-Ferrand sera «favorablement examinée».

Petite maladresse; la lettre adressée à M. Quilliot et signée du premier ministre; écorché malencontreusement l'orthographe du nom du maire de Clermont-Ferrand.

M. Giscard d'Estaing : un «appel de détresse».

M. Valéry Giscard d'Estaing, président (UDF) du conseil régional d'Auvergne, a également réagi, mardi 15 octobre, à la décision de M. Roger Quilliot, en estimant que le maire de Clermont-Ferrand «tire la conséquence logique de l'état d'abandon où le pouvoir socialiste a laissé l'Auvergne».

M. Giscard d'Estaing s'est appuyé sur quelques exemples, «la prime d'aménagement du territoire qui n'est toujours pas attribuée à l'agglomération clermontoise», l'agriculture et en particulier l'élevage («... laisses à leur désempoir»), et le retard pris par la construction de l'autoroute Clermont-Ferrand-Bordeaux, pour affirmer qu'«aucune décentralisation de services publics, ou de grandes entreprises, n'a été décidée depuis dix ans en faveur de l'Auvergne». Le président de la région a enfin souhaité «que l'appel de détresse» de M. Roger Quilliot «soit entendu».

Querelle entre socialistes dans l'Hérault

Le maire «fabiusien» de Ganges est exclu de la fédération «jospiniste»

«Obéissez à vos pères qui existent. Je me soumetts à mes dieux qui n'existent pas.» Ces mots de René Char, assortis d'une diatribe féroce, le maire de Ganges, M. Jean-Pierre Wojcik, vient de les adresser au secrétaire fédéral du PS de l'Hérault, M. Robert Navarro, en guise de réponse à l'annonce de son exclusion du Parti socialiste.

MONTPELLIER

de notre correspondant

Son exclusion du PS a été signifiée à M. Wojcik après qu'il eut annoncé, dans la presse locale, son intention de se présenter aux prochaines élections cantonales contre M. Yvon Delmas, le candidat investi officiellement par le PS. «M. Wojcik s'est exclu de lui-même en ne respectant pas les règles du parti. Il ne s'est même pas expliqué devant les militants. Je n'ai fait qu'appliquer le règlement», précise M. Navarro.

Voilà donc M. Wojcik banni du PS après avoir pourtant symbolisé le renouveau de la gauche à Ganges, petite commune de trois mille cinq cents habitants située

dans les hauts cantons de l'Hérault, minée par la fermeture de ses entreprises et ses quelque 30 % de chômeurs.

Arrivé de Nouvelle-Calédonie en 1986, cet inspecteur du travail de quarante-trois ans avait su forger, en effet, une image de rassembleur dynamique et mener à la victoire, sous sa bannière, en mars 1989, une liste de gauche élargie en recueillant 53 % des suffrages au premier tour face au maire RPR sortant M. Louis Randon.

«La guerre entre fréchistes et anti-fréchistes»

Mais des querelles intestines ont vite brisé sa lune de miel avec ses amis politiques. Une gestion jugée trop autoritaire, la nomination d'un directeur de cabinets peut-être trop «grande ville» dans une commune très rurale, tous ces arguments, avancés par six de ses collègues, ont provoqué le divorce le 26 janvier 1991. Leur démission a été suivie par celle de six élus de l'opposition et M. Wojcik n'a dû alors sau sa saint qu'à deux élus RPR qui ont accepté de suppléer ces départs, évitant ainsi l'organisation de nouvelles élections.

Cette querelle très locale traduit une crise plus complexe. Comme

toujours dans l'Hérault, la ligne de partage, au sein du PS, passe entre les amis du président «fabiusien» du conseil général, M. Gérard Saumade, et ceux du maire «jospiniste» de Montpellier, M. Georges Frêche, majoritaires à l'intérieur de la fédération.

Pour les prochaines élections cantonales, le PS a ainsi investi à Ganges un «jospiniste», M. Delmas, par ailleurs ancien premier adjoint du maire actuel et membre de la «frange» anti-Wojcik. Le maire, qui fait partie des «fabiusiens» a donc contre-attaqué en annonçant dans Midi-Libre sa candidature aux prochaines élections cantonales.

«La fédération cherche à me déstabiliser par tous les moyens. On m'a même refusé ma carte cette année. Je suis victime de la guerre entre fréchistes et anti-fréchistes alors que j'ai fait la preuve qu'avec une majorité ouverte et non sectaire je peux travailler avec sérénité», estime M. Wojcik qui reconnaît toutefois que «tout n'est pas blanc ou noir dans cette affaire».

Voilà en tout cas la crise ouverte et cette fracture de Ganges pourrait être annonciatrice d'autres, ailleurs, dans les territoires socialistes.

JACQUES MONIN

Président du groupe socialiste au conseil régional Rhône-Alpes

M. André Vianès quitte le PS et rejoint «l'espace Nouvelle Gauche»

Dans un entretien accordé à l'édition Rhône-Alpes du Monde (daté mardi 15 octobre), M. André Vianès, président du groupe socialiste au conseil régional Rhône-Alpes, annonce qu'il se met «en vacances» du PS; pour rejoindre «l'espace Nouvelle Gauche». Cette structure, implantée en Isère, regroupe des élus locaux en rupture de parti (PS, PCF, MRS), et dont le paratotalité le plus connue est M. Haroun Tazieff, cofondateur de Génération écologie et proche de M. Alain Carignon (en congé du RPR).

LYON

de notre bureau régional

La décision annoncée par M. André Vianès de prendre ses distances à l'égard de son parti était attendue. Placé en neuvième position sur la liste pour les élections régionales, en raison de son appartenance au courant «fabiusien», le président du groupe socialiste au conseil régional avait, dans un premier temps, dénoncé «les pratiques de copartenance bureaucratique» de la fédération, «cette tactique de mise à l'écart».

Avec cette neuvième place, il n'est pas certain d'être réélu en mars 1992. Mais en annonçant qu'il rejoint «l'espace Nouvelle Gauche», et qu'il se prépare à conduire une liste sous cette étiquette, il prend ses amis socialistes de court.

Ce Lyonnais de quarante-trois ans, maître de conférence en économie, qui fut, de 1981 à 1982, membre du cabinet du ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors, ne ménage pas ses critiques contre un PS «en voie de rétrécissement, devenu un instrument vide de sens». S'énervant contre les pratiques des hommes politiques, «des marionnettes actives depuis Paris», le centralisme des appareils qui a «écarté les élus des citoyens», M. Vianès prône une décentralisation de l'organisation des partis pour que «l'initiative vienne de l'échelon régional». Il estime avoir trouvé dans les statuts et les pratiques de l'espace Nouvelle Gauche les valeurs d'«une modernisation de la vie publique».

Jusqu'ici l'espace Nouvelle Gauche se limitait aux terres dauphinoises. Créé sur mesure, en 1987, pour un conseiller général de l'Isère exclu du Parti communiste, ce groupe entra bien vite dans la stratégie du président du conseil général, M. Alain Carignon, alors au RPR, qui souhaitait recomposer le paysage politique local. En 1988, lors d'une élection cantonale, il soutint la candidature de M. Haroun Tazieff (divers

gauche), ancien secrétaire d'Etat dans le gouvernement de M. Laurent Fabius, qui se présente pourtant contre un RPR. Le groupe s'enrichit d'une forte personnalité. En quelques mois, l'espace Nouvelle Gauche accueille des conseillers généraux, essentiellement socialistes ou apparentés, en rupture de parti.

Si les six membres de la Nouvelle Gauche résident en permanence leur campement dans la majorité présidentielle, trois d'entre eux, dont M. Tazieff, adhèrent totalement à la politique départementale conduite par M. Carignon, désormais en congé du RPR, et occupent des postes importants au sein de l'exécutif du département. Les trois autres expriment parfois des positions divergentes, le fonctionnement du groupe n'imposant aucune discipline de vote à ses membres.

Les critiques de M. Mermaz

Le Parti socialiste voit naturellement d'un très mauvais œil ce concurrent qui chasse ses propres terres et qui a réuni plusieurs conseillers généraux, mais aussi des maires et des conseillers municipaux. M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture, tête de liste du PS dans l'Isère pour les régionales, fustigeait encore, lundi 14 octobre, l'attitude des membres de la Nouvelle Gauche «qui prétendent appartenir à la majorité présidentielle tout en rejoignant l'UDF et le RPR».

Il y a une quinzaine de jours, l'espace Nouvelle Gauche a annoncé son intention de s'inscrire à l'ensemble de la région Rhône-Alpes. Dans son département d'origine, c'est M. Tazieff qui devrait conduire une liste. Le renfort apporté, dans le Rhône, par M. Vianès donne un peu plus de consistance à cette volonté.

M. Vianès déclare partager avec M. Carignon le «refus absolu» du Front national et estimant que «le temps de la recomposition politique est venu», appelle de ses vœux la constitution d'un «pacte de majorité régionale» autour des grands enjeux de l'aménagement du territoire. Faut-il, selon lui, s'exclure pas une liberté d'action, d'expression et de vote sur les grands sujets nationaux.

Si à gauche, cette initiative provoque des guerres intestines, elle ne rassure pas les membres du RPR et de l'UDF. «La présence d'Alain Carignon à son électeur traditionnel», a déjà prévenu le secrétaire départemental du RPR, M. Richard Czarnawski. Le RPR et l'UDF ont demandé au maire de Grenoble de prendre la tête de leur liste, mais l'intéressé, hésitant entre plusieurs scénarios, n'a pas encore rendu sa réponse.

BRUNO CAUSSE et CLAUDE FRANCHILLON

هاتف امن النجف

POUR CEUX DONT LES PASSIONS
PRENNENT UNE GRANDE PLACE DANS LA VIE.



CITROËN XM BREAK

"Tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté". C'est le célèbre vers de Baudelaire qui vient à l'esprit quand on prend place à bord de la CITROËN XM Break.

La CITROËN XM a déjà maîtrisé la route, aujourd'hui elle maîtrise l'espace. La CITROËN XM Break apparaît comme un nouveau concept fondé sur une approche hédoniste de l'automobile.

Sa vocation "nouvel art de vivre" s'exprime par le vaste espace modulable, le luxe chaleureux de l'aménagement et la clarté des larges surfaces vitrées. Le brio de ses motorisations (2 L Injection, V6, diesel et turbo diesel 12 soupapes) et son comportement routier exceptionnel font de la CITROËN XM Break une des voitures les plus agréables à conduire.

Le confort et la sécurité sont garantis par la suspension hydropneumatique qui s'adapte, grâce à l'intelligence de l'électronique, aux aléas de la route et aux sollicitations du conducteur.

La CITROËN XM Break est de la lignée de la prestigieuse berline dont elle respecte la pureté des lignes et l'efficacité de son aérodynamisme.

La personnalité et l'élégance des deux finitions "Détente" et "Ambiance" vous ouvrent un monde prestigieux d'espace et de sensations, à portée des greens, des plages ou au cœur de la nature.

C'est un nouvel art de voyager sans contrainte, où la plus grande place est faite à vos passions.

Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit ou minitel 3615 CITROËN).



CITROËN

CITROËN XM. LA ROUTE MAÎTRISÉE.

هنا من العمل

M. Laurent Fabius est réservé vis-à-vis de la proportionnelle

Polémique après le suicide d'un conseiller municipal

Le droit et la morale

Les rapatriés du RECOURS menacent les socialistes d'un « vote sanction »

JEAN-CLAUDE MARRE

□ M^{me} Daugreilh (RPR) dénonce un tract antisémite distribué à Nice. — M^{me} Martine Daugreilh, députée (RPR) des Alpes-Maritimes, adjoint au maire de Nice, a dénoncé, lundi 14 octobre, la distribution de « tracts » « révisionnistes » et antisémites, le samedi précédent, devant un lycée de la ville. Membre des Amitiés France-Israël, M^{me} Daugreilh « condamne très énergiquement cette action » et elle « demande au ministre de l'éducation nationale qu'une journée d'information sur le sujet immonde des théories nazies soit effectuée dans toutes les écoles et tous les lycées ».

comme le mal absolu. Dans les deux histoires, des aveugles reviennent. Seuls les miracles ont un sens, est-il dit dans *Jusqu'au bout du monde*. Un sens qui, parfois, tue ; mais qu'importe. L'acte de voir et de transfigurer la réalité est en passe de devenir l'alternative sacrée à

Le mot « fonctionnaire », je vous le laisse, il pèse son pesant de gouaille moderniste. Mais la chose mériterait que s'allument, en son honneur tous les feux d'artifice de Carax et de Wenders !

Anti-dépresseurs

marqués par un net retour sur «*meins*» d'antan, mais et par l'influence de la bande dessinée, mais et plus profondément par une confiance réévaluée dans la rencontre amoureuse. La passion entre des hors-le-lai remplace tout ce que la science et la société pressaient naguère pour *procéder aux individus*.

Autre ressemblance, par-delà le goût du grand spectacle qui en est la négation triomphale : l'obsession de la écrité consensuelle.

[illegible]

La succession de M^{me} de Canson devant la cour d'assises du Var

L'honneur rendu de M^e Lombard

Le sixième jour du procès de Canson devant la cour d'assises du Var, lundi 14 octobre, à Draguignan, a été consacré à la déposition des témoins cités par l'accusation, notamment M^{me} Paul Lombard, qui avait été inculpé, le 21 décembre 1988, de « recel, complicité et usage de faux en écritures » à propos de la succession de M^{me} de Canson. Il avait bénéficié d'une ordonnance de non-lieu en mai 1990.

DRAGUIGNAN

de notre correspondant régional

Ce fut la première plaidoirie sans robe de M^{me} Lombard. L'avocat marseillais s'est campé à la barre, bras croisés, tête haute, presque hiératique. « Cette déposition devant la Cour, dira-t-il, est un moment important de ma vie. » Sous le justiciable, l'ancien inculpé qui a enduré « l'infamie » et a été « traité dans la boue ». Derrière le témoin, l'acteur, le contre-emploi, de la procédure. Du haut de ses quarante ans de carrière qui en ont fait une vedette du barreau français et, davantage, un homme d'engagement politique et un candidat à l'Académie française, usant, souvent, d'un ton pathétique, il a une heure durant, défendu sa cause.

Manifestement, il a nudi ses propos, c'est-à-dire chaque mot de son discours, exploré toutes les zones d'ombre du dossier pour présenter sa version des faits et convaincre; une fois pour toutes, de sa bonne foi ceux qui l'ont accusé « sans aucun fondement ». Le président Djan, c'est le moins qu'on puisse dire, ne lui compliquera pas la tâche s'adressant à lui avec déférence et un ton de précautions. Avec cette assurance et cette maîtrise, l'usage de la parole, il a l'un des ouvrages écrits par le maître: « Vous n'êtes pas un orange, je ne suis pas le tribunal d'Orange. »

Pas le moindre doute

Tant d'abord, deux précisions. M^{me} Lombard n'a pas été « étonné » que, dans une affaire de succession « où les actes d'art abondent », M^{me} Pesnel se soit adressée à lui. En effet, il avait traité, dans le passé, nombre d'affaires de ce genre (les successions Dunoyer de Segonzac, Bonnerd, Picasson, Marguerite et Aimé Maeght) et avait donc acquis « une certaine familiarité » avec les choses de l'art. De plus, la personnalité, particulière, de M^{me} Pesnel n'avait pas de quoi la surprendre puisque les gens - il l'a constaté dans ses rapports avec les artistes - « ne correspondent pas toujours aux critères de normalité ».

De surcroît, la prétendue hérésie tenait des propos cohérents. Dès le

départ, donc, il ne pouvait rien soupçonner d'étrange. C'était une affaire « comme tout d'autres », parmi le millier, et plus, de dossiers ouverts, en 1985, dans ses cabinets parisiens et marseillais. Que devait-il faire? Demander, en premier lieu, à sa cliente des précisions, par écrit, sur la mission qu'elle désirait lui confier. Il l'a fait. Il devait, ensuite, essayer de cerner la meilleure solution possible. Il n'y en avait que deux: attendre que les Musées de France s'aperçoivent que le Murillo - le seul tableau que M^{me} Pesnel lui ait demandé de vendre - était sorti illégalement de France, ou alors prendre les devants. « Je savais, assure-t-il, qu'inévitablement Christie's ferait un catalogue et que les Musées réagiraient. C'est ce qui s'est passé. On m'a alerté et j'ai essayé de négocier la régularisation de cette exportation illicite de la toile. »

En juin 1985, une réunion a lieu avec les responsables de la direction des Musées de France qui proposent un prix d'acquisition (5 millions de francs) et s'engagent à n'entreprendre aucune procédure contre M^{me} Pesnel ou ses ayants droit. Le Murillo est rapatrié en France. Chacun est satisfait. Fin de l'histoire. « Je n'ai pas agi, assure M^{me} Lombard, autrement qu'en avocat et, si c'était à refaire, je prendrais les mêmes dispositions. » Version « soignée » de l'affaire. Est-ce aussi simple? N'aurait-il pas dû se méfier, notamment, lorsqu'en pleine négociation avec les Musées de France il est informé par son ami M^{me} Rheims, que M^{me} Pesnel a déposé en gage, au Crédit municipal de Paris, une kyrielle de tableaux de maîtres manifestement faux? Pas le moins du monde. « Je lui avais recommandé de faire expertiser ces œuvres. Elle n'a pas hésité une seconde à le faire et je me suis dit que si elle avait su qu'il s'agissait de faux elle ne serait pas allée se jeter dans la gueule du loup. »

N'a-t-il pas eu, tout de même, le moindre doute sur l'origine du Murillo et la réalité de la - fusée - succession Chappuis (le grand-père de Joëlle Pesnel à laquelle M^{me} de Canson aurait légué une partie de ses tableaux)? M^{me} Lombard ne le dit pas. « Le Murillo était chez Christie's; l'une des principales sociétés de vente publique dans le monde, où il allait être vendu au nom de M^{me} Pesnel. Il y avait un notaire français (M^{me} Christian Journaud, à Toulon), qui confirmait la propriété du tableau et même un notaire suisse (M^{me} Didier Tormare) qui était officiellement chargé de la succession Chappuis. »

Puis il y a eu le Louvre. Et le Louvre, ce n'est pas rien. C'est « une administration extrêmement puissante, possédant des moyens d'investigation à tous autres pareils en collaboration avec les Douanes. J'aurais été fou, assure M^{me} Lombard, de prendre cette administration comme inter-

locuteur. C'est été comme si j'avais volé une automobile à un commissaire de police et que je la propose à la vente au ministre de l'Intérieur. »

« Concepteur intellectuel »

« Par une fois », donc, il n'a douté que M^{me} Pesnel était bien la propriétaire de ce tableau. Et, d'ailleurs, il n'était pas « le seul ». Tout le monde a marché. « Comment aurais-je pu me singulariser au milieu de ce concert d'érudition? » Aujourd'hui, Dieu merci, s'il a vécu, pseudo quatre ans, « l'épreuve la plus terrible qu'un avocat puisse vivre », son honneur lui a été « rendu ». Sa mémoire et sa sagesse, pas entièrement. Car il y a eu bien des anomalies dont il a perdu le souvenir. Comment, en particulier, ne s'est-il pas aperçu de la contradiction existant entre certains documents « argués de faux », comme le dit le président Djan.

Comment, par exemple, peut-il prétendre qu'il n'a jamais douté de la qualité d'héritière de M^{me} Pesnel alors que, lorsque celle-ci est venue le trouver, en février 1985, elle ne disposait d'aucun document établissant ses assertions (les testaments nographes n'étaient pas encore, à cette date, fabriqués et il n'y avait aucun inventaire des biens établis). Comment peut-il, aussi, se référer à M^{me} Journaud pour l'authenticité de la succession et l'origine du tableau alors que le notaire toulonnais est lui-même venu dire à la barre - il l'avait écrit à M^{me} Lombard - qu'il ne disposait que de « maigres renseignements »? M^{me} Pesnel est restée, au demeurant, sur la position qu'elle a prise en désignant M^{me} Lombard comme le « concepteur intellectuel » des faux testaments Chappuis. Manifestement, l'avocat marseillais n'a pas eu de mal à le démontrer, ces documents étaient si peu marqués du sceau du juridique qu'ils n'ont pas pu être rédigés, ou seulement inspirés, par un homme de l'art. A son égard, M^{me} Lombard se voudrait écrivain mais « vraiment », il trouve cela « rigolo ».

Répondant à une question surprenante venant de l'un des avocats de M^{me} Pesnel, M^{me} Henri Garau - la seule et unique question qui fut posée au témoin par ses neuf confrères et le ministre public - il se montra, pourtant, magnanime. C'est M^{me} Pesnel capable d'avoir commis tout ce qu'on lui reproche? Si cela avait été le cas, « il n'aurait pas eu la terrible infirmité de se trouver, sans robe, devant la cour ». Et, malgré tout ce qu'elle a dit et ce qu'elle (lui) a fait, si elle le lui avait demandé, et si cela avait été possible, il l'aurait encore « défendue ».

GUY PORTE

Pour mieux garantir les libertés individuelles

Les deux décrets sur les fichiers des RG ont été sensiblement modifiés

M. Michel Rocard, alors premier ministre, avait été contraint d'annuler, le 4 mars 1990, deux décrets relatifs aux fichiers des Renseignements généraux (RG), dont la publication avait provoqué une vive polémique du côté des associations de défense des droits de l'homme. Les deux nouveaux décrets, publiés au Journal officiel du mardi 15 octobre, prennent en compte les modifications apportées par le gouvernement pour mieux garantir les libertés individuelles.

L'épouvantail d'un Big Brother policier paraît aujourd'hui si loin

philosophiques et religieuses d'une personne, ou encore sur son appartenance syndicale ou son origine ethnique. Si la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 interdit le fichage de ces données dites « sensibles », elle prévoit que des décrets de dérogation peuvent autoriser de tels traitements dans le cas, notamment, de personnes susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'Etat. S'agissant des fichiers des RG, ces décrets n'avaient jamais été pris. Annulés en mars 1990, ils présentent, dans leur nouvelle version, d'importantes « avancées », a estimé la CNIL, qui a consulté les principaux représentants de la société civile et politique avant de donner un avis favorable aux nouveaux décrets.

Il sera désormais possible aux RG de traiter les données relatives aux « activités » (et non plus aux opinions)

entretenu des relations directes et non fortuites avec des individus pouvant porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique. Mais le fichier antiterroriste ne devra plus mentionner les antécédents judiciaires, qu'il s'agisse des non-lieux, des relaxes ou des acquittements.

Tous les cinq ans, la CNIL vérifiera le « bon usage » des informations nominatives détenues par les RG. Par ailleurs, de nouvelles modalités d'exercice du droit d'accès sont prévues afin d'accroître la transparence du système. Jusqu'alors, la CNIL se contentait de répondre: « Il a été procédé aux vérifications » à toute personne qui lui demandait de vérifier si elle était fichée. Aucune autre information n'était communiquée. Dorénavant (hormis le cas du terrorisme, pour lequel il reste impossible de savoir si l'on est, ou non, fiché), la CNIL communiquera à l'intéressé les informations qui le concernent, en accord avec le ministre de l'Intérieur et à condition qu'elles ne nuisent pas à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique. Cela permettra de rectifier les renseignements faux qui émaillent, assez souvent, les fichiers des RG. Celle de M. Philippe Marchand le signalait ainsi, à tort, comme propriétaire d'un appartement qu'il n'a jamais possédé.

« Aucun service de police ne peut fonctionner sans fichier », constate pourtant le ministre de l'Intérieur qui, membre de la CNIL entre 1982 et 1990, avait maintes fois été le rapporteur de la commission sur les projets de décrets des RG. La Commission nationale consultative des droits de l'homme s'en désole pas moins que les RG puissent continuer de regrouper, dans un même fichier, des personnes exerçant des activités garanties par la Constitution et, à l'opposé, des personnes mettant en péril l'ordre public ou la société.

ÉRICH INCIVAN

M. Michel Pezet devient membre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. - Député socialiste des Bouches-du-Rhône, M. Michel Pezet a été nommé membre de la CNIL par la commission des lois de l'Assemblée nationale, en remplacement de M. Raymond Forni, vice-président (socialiste) de l'Assemblée nationale. Sa nomination a pris effet vendredi 11 octobre, jour de sa publication au Journal officiel. M. Pezet est l'un des élus vus par l'information judiciaire ouverte par le parquet général de la cour d'appel de Lyon, le 27 septembre, dans l'affaire des fausses factures concernant l'aménagement du tunnel Prado-Carnegie à Marseille.



que la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) peut saluer, à la publication des nouveaux décrets, « un pas important vers une meilleure protection des libertés individuelles et vers une transparence accrue des fichiers gérés par les Renseignements généraux ». Il aura néanmoins fallu dix ans avant de donner une base légale à des fichiers qui font peser de lourdes menaces sur les libertés: le fichier central du terrorisme (24 300 fiches aujourd'hui, après une mise à jour, au lieu de 110 000 fiches en 1988), le fichier des « courants et jeux » et des enquêtes administratives et d'habilitation au « secret-défense » (500 000 fiches informatisées et 200 000 manuelles), ainsi que celui des associations (152 000 fiches).

C'est en toute illégalité que ces fichiers comportaient des informations sur les opinions politiques, phi-

Le procès Chaumet au tribunal correctionnel de Paris

Atteinte au moral des banques

La septième journée du procès des joailliers faillies, lundi 14 octobre, a été consacrée aux premières plaidoiries des avocats des parties civiles, et notamment des banques.

Qui avait vu venir la faillite des Chaumet? Pas les banques en tout

cas qui, jusqu'à l'extrême bord du gouffre, sur la foi de bilans incomplets et abusés par les joailliers à l'aide de pierres qui ne leur appartenaient pas, continuèrent à les soutenir. Cette côté, après la faillite, fit ricaner les plus bienveillants, et murmurer quelques

autres. La presse se demanda, comme le rappelle M^{me} Jacques Debray, avocat des banques, si elles avaient été les « dindons de la force » ou si au contraire elles n'avaient pas été « étonnées ». Si certaines qu'elles paraissent, l'une et l'autre hypothèse porteroient atteinte à leur sérieux, à leur compétence, voire à leur honorabilité.

C'est pour ce préjudice moral, et lui seul, que la plupart des banques créancières se sont portées partie civile, la condamnation pour le préjudice matériel ne relevant pas du tribunal correctionnel, et la solvabilité de la société en faillite leur laissant de toutes façons peu d'espoir.

« La presse s'est montrée parfois abusive, souvent malséante, qu'elle soit française », rappelle M^{me} Debray, pour le compte de cinq banques (BNP, Banque française du commerce extérieur, Morgan, Transatlantique, et Bruxelles-Lambert). Et de citer quelques passages d'articles insinuant que les banquiers n'avaient pas « la compétence requise et le sérieux nécessaires », voire les traitant de « canots »: « un mot à la mode, mais extrêmement déplaisant ». Pour toutes ces atteintes à leur image et à leur moral, les banques réclament aux Chaumet cent mille francs de dommages et intérêts. Pour sa part, la commission bancaire, également partie civile, leur réclame le franc symbolique, pour concurrence déloyale, en quelque sorte.

D. S.

FAITS DIVERS

Un trafic européen de bébés démantelé à Berlin

La police de Berlin vient de découvrir un trafic de bébés touchant l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Roumanie. Un Français, M. Joseph Colombar, quarante-trois ans, chef d'un atelier de réparation de voitures pour avoir été impliqué, en 1982, dans une affaire de vol qualifié.

Ce trafic d'enfants a été révélé, vendredi 11 octobre à Berlin, après l'arrestation de deux malfaiteurs d'origine yougoslave et roumaine qui venaient d'enlaver, dans un foyer pour demandeurs d'asile, un enfant yougoslave. Au cours de leur enquête, les policiers berlinois ont découvert les photos d'une quinzaine de bébés qui, pour le plus part, seraient été vendus au prix de 8 000 à 10 000 dollars par leurs parents, puis rachetés environ 21 000 dollars.

Deux inspecteurs allemands enquêtent, depuis dimanche 13, à Bréda aux Pays-Bas, où vit habituellement l'un des ravisseurs, considéré comme l'un des principaux intermédiaires du trafic.

Rencontres

LA FUREUR DE LIRE samedi 19 octobre à 15h

«Le plaisir de lire la science»

Les auteurs sélectionnés pour les prix des livres scientifiques, par les lecteurs de Sciences et Avenir à la Villa de Montreuil, vous font partager leur passion... avec Françoise Balibar «La science du cristal» Marcel Blanc «Les héritiers de Darwin» Ivar Ekeland «Au hasard» Claude Fischler «L'homme-volant» Jean-Paul Lévy «Le pouvoir de guérir» Claude Lorius «Glaces de l'Antarctique» François Lurçat «Niels Bohr, avant/après» Raoul Madaraga & Guy Perrier «Les tremblements de terre» Jean-Claude Pecker «L'avenir du soleil» Pierre Petit et Yves Coppens «La rêve de Lucy» Hubert Reeves «Malicornia» Bernard Werber «Les fourmis»

Animation: Marie-Jeanne Husset, directrice de la rédaction de «Sciences et Avenir»

Samedi 19 et dimanche 20 octobre entre 12h et 20h

«Pas un mot plus haut que l'autre»

Claude Faure présente un travail sur les mots, leurs sens et leur matérialité (écrans d'ordinateur, livres, caractères d'imprimerie...)

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie 30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette Informations (1) 40 05 73 32

CIA et KGB la fin du match ?

CONSTANTIN MENIK L'AGENCE ET LE COMITE

Un auteur qui s'amuse à surprendre, inquiéter ou -pourquoi pas- informer vraiment de ce qu'il sait de l'envers du décor (...).

Du grand art. Jacques Isnard - Le Monde

RELIGIONS

Un entretien avec le cardinal Roger Etchegaray

«Le pape ne projette aucune campagne de Russie» contre les orthodoxes nous déclare le président du conseil pontifical Justice et Paix

Le patriarche Alexis II de Moscou vient de rejeter l'invitation du pape à participer au synode des évêques européens à Rome du 28 novembre au 14 décembre, où une présence de «délégués fraternels» non catholiques est prévue. Sur la dégradation des relations entre catholiques et orthodoxes (*le Monde* du 8 août), nous avons interrogé le cardinal Roger Etchegaray, président du conseil pontifical Justice et Paix, qui rentre de Moscou où il a en particulier rencontré le patriarche Alexis II.

«L'Eglise orthodoxe russe se dit inquiète du réveil des unités et des nominations d'évêques en URSS par Jean-Paul II. Que lui répondez-vous?»

«Je pense qu'est tombée, en fait, la fièvre des premiers temps de liberté où les Eglises s'empressaient d'avoir pignon sur rue après tant d'années de persécution, voire d'antichristianisme. L'Eglise orthodoxe, celle de «l'âme russe», connaît une situation neuve, riche d'espérances, mais chargée aussi de difficultés qu'elle saura surmonter. Jean-Paul II ne projette aucune «campagne de Russie». Son seul souci est de répondre aux besoins spirituels des catholiques dont le nombre est plus grand qu'on ne l'imagine dans l'ancien immense empire soviétique.

«Après le vide religieux laissé par le marxisme, toutes les Eglises (à commencer par l'Eglise catholique) se trouvent en face de requêtes nombreuses et pressantes venant de personnes de tous horizons. Je ne doute pas que, dans

une confiance réciproque, elles sauront s'entraider pour la tâche d'évangélisation dont le pays a grand besoin.

«Les chances d'une visite du pape sont-elles facilitées par la nouvelle situation politique?»

«Depuis plusieurs mois déjà, le Kremlin et le Vatican ont échangé des représentants officiels au caractère quasi diplomatique. Ainsi, les conditions sont-elles les plus favorables pour un dialogue régulier, comme on l'a vu à l'occasion du pape, cela me semble prématuré. Là-bas, tout est encore si mouvant à un moment où les Républiques se donnent un nouveau visage et où les Eglises se fraient de nouveaux chemins.

«Vous êtes allé cet été au Liban. Qu'avez-vous dit aux chrétiens si longtemps déchirés?»

«Aujourd'hui, le peuple libanais n'est plus, dans un immense éboulement où tout est urgent parce que tout est vital. Il lui faut beaucoup de lucidité et de patience pour refaire un tissu social dans un pays qui doit sauvegarder tout à la fois sa liberté et son unité, son intégrité et sa souveraineté. Pour que le Liban survive coûte que coûte, il faut donner aux diverses communautés religieuses et ethniques les moyens de vivre sans place de résister à l'exode ou d'y renoncer pour témoigner encore demain ensemble des valeurs fondamentales qui ont présidé à sa longue histoire.

«Un voyage du pape au Liban? Il en a souvent manifesté plus que le désir. Il vient d'annoncer un synode d'évêques sous son autorité personnelle. C'est un signe qu'il fera tout son possible pour s'y rendre à un moment de son déroulement.»

Propos recueillis par HENRI TINOCO

DÉFENSE

M. Gérard Hibon abandonne la vice-présidence du groupe Aérospatiale

La «révérence» d'un vendeur d'armes

A dix-huit mois de sa retraite de diplomate, M. Gérard Hibon, vice-président du groupe Aérospatiale, a depuis peu, sous le couvert d'un mandat d'exportation internationale de la Délégation générale pour l'armement (DGA), en cela, M. Hibon agit en tous points M. Hugues de l'Estelle, qui le précédait dans le même style de carrière et qui a quitté Dassault, son employeur, en avril après vingt années au service de l'Etat.

Les «datchas» des finances

Ces deux départs, la même année, méritent le fin d'un temps en France, l'époque de ces vendeurs d'armes «sans complexe», pour reprendre l'expression de M. Hibon, qui ont considéré que l'exportation n'est pas «un sous-produit de la monnaie», mais qu'elle résulte d'une stratégie volontariste sur le long terme à l'exemple de ce que les Américains, les Japonais, les Coréens du Sud témoignent chaque jour dans leur pratique commerciale.

Après l'outre-mer, la Direction des relations économiques extérieures (DREE) au ministère des finances, la Cui d'Orsay, puis la Banque de Paris et des Pays-Bas, Gérard Hibon a été conseiller technique de cinq cabinets ministériels successifs, plus spécialement chez M. Michel Jobert, dont il se dit un élève, aux affaires étrangères, et chez

M. Yvon Bourges, au ministère de la défense, avant de diriger, entre 1977 et 1981, les affaires internationales à la DGA. En quatre ans, avec ses quatorze collaborateurs, il conduisit pour 112 milliards de francs de contrats d'armement avec l'étranger. Il sera évincé de son poste par Charles Hernu, le premier ministre socialiste de la défense sous la V^e République. Mais, dès 1982, il sera embauché par le général Jacques Mitterrand, puis maintenu par son successeur à la tête de l'Aérospatiale, M. Henri Motreanu, qu'il avait servi lorsque celui-ci dirigeait la DGA et auprès duquel, en fin de compte, il aura travaillé quelques douze ans.

Ce dont ce diplomate, qui juge que «le service de l'Etat ne se fait pas à l'immobilité», est sans doute le plus fier, c'est la signature de quelques contrats retentissants, comme ces ventes de navires de guerre à l'Arabie Saoudite, d'avions Mirage à l'Espagne, d'hélicoptères de tous les types au Japon, en Suisse, à Singapour et encore à l'Espagne, de satellites à la Turquie, sans oublier ces accords de coopération sur des missiles tactiques ou sur des hélicoptères avec l'Allemagne.

«Avec les clients de l'armement, confie-t-il aujourd'hui, il faut savoir manger avec une longue cuillère», tant le mâle peut être prévaricateur. M. Hibon, qui se vante d'avoir jamais été impliqué dans le moindre «affaire», reproche aux fonctionnaires français de ne pas chercher véritablement à se battre sur la ligne de l'exportation, estimant, à tort, que «le client

d'importer n'est pas fréquentable» et en préférant, se mettre à l'abri dans «ces datchas ou ces KGB des finances» que sont les offices publics de commercialisation ou la COFACE.

Enrageant de voir depuis longtemps «tant de ces missions officielles à l'étranger souvent mal préparées, mal conduites et trop rarement suivies», M. Hibon s'en prend à «ces gardiens de la théologie du n'importe quoi des sociétés nationales sont parfois considérées comme une ANPE de l'administration».

Pourquoi a-t-il décidé aujourd'hui de «tirer sa révérence», comme il le dit? Il l'explique. «La survie de notre économie passe par l'exportation. Si la stratégie est claire dans le civil, avec les avions et dans l'espace, elle est floue dans le militaire. Va-t-on abandonner l'armement, comme on a abandonné l'automobile, la motocyclette, les chantiers navals, la photographie et l'agriculture? Et surtout, dit-il, va-t-on laisser à Bruxelles le soin de contrôler nos exportations?»

Face à des marchés qui s'ouvrent, en Extrême-Orient, par exemple, où les taux de croissance sont de 10 % par an, la France se contentant-elle de faire de la figuration? Ou bien l'exportation — en dehors de «quelques coups d'éclat qui font en réalité désordre» — demeure-t-elle une priorité nationale? M. Hibon répond à sa façon, en conservant, pour l'instant, la présidence d'une filiale, la société SAMARCO à Singapour, de l'Aérospatiale chargée de placer des hélicoptères en Asie.

JACQUES ISNARD

PARIS

Campements de mécontents sur le pavé parisien

Les nouvelles bastilles

Pour exprimer leur mécontentement, infirmières, assistantes sociales, sans-logis et artistes ont pris possession du pavé parisien. Ils ne se contentent pas d'y défilier, ils s'y installent, transforment plusieurs squares de la capitale en «campements de la grogne».

Dimanche 13 octobre. Au réveil, il fait froid. Sur ce bout de trottoir de l'avenue de Ségur, en face du ministère de la santé, infirmières et assistantes sociales viennent de passer leur dixième nuit. On fait chauffer du café, on range les sacs de couchage. Et sous une banderole qui proclame «Haute en mer», Marine et Béatrice, Eric et Maurice disposent, sur une petite table, de drapeaux, de quelques toiles sur le macadam, mais «les forces de l'ordre nous ont empêchés», confie un infirmier.

On est venu de Saint-Malo, de Limoges, de Toulouse, de Niort, de Lille et de Montpellier pour, sur cet îlot désolé et perdu entre les invalides et l'UNESCO, tenter de bâtir l'hôpital de demain. «Les riverains sont sympas, et l'on ne risque pas de mourir de faim», affirme cet infirmier. Un restaurateur a prêté assiettes et verres, un traiteur apporte de la soupe à l'oignon, et une hôtesse de l'air, voisine du campement, des croissants. Quant aux municipalités de Montreuil, Bagnolet et Saint-Denis, elles livrent des plateaux-repas aux «blouses blanches» en colère. Bref, «on restera là tant que l'histoire de l'air, voisine du campement, des croissants. Quant aux municipalités de Montreuil, Bagnolet et Saint-Denis, elles livrent des plateaux-repas aux «blouses blanches» en colère. Bref, «on restera là tant que l'histoire de l'air, voisine du campement, des croissants.

tourner à la lune de miel. Comme pour se faire pardonner d'avoir saisi les tentes, la police a, la même nuit, offert des pizzas chaudes à ces nouveaux Parisiens sansabri. On partage, parfois, les plateaux-repas avec les gardiens de la paix, et l'on échange les emblèmes des associations caritatives contre les insignes de la coordination nationale.

Ambiance tendue

L'ambiance paraît plus tendue avec les forces de police à l'angle du boulevard Raspail et de la rue de Sévres, où, dans le square Boucicaut, a été installé, depuis le jeudi 10 octobre, le collectif des assistantes sociales. Des réchauds, des bouteilles, des boîtes de conserve, posées à même le sol, des pancartes appuyées sur les buissons. Tout cela fait désordre dans le décor policé du Bon Marché. «Les forces de l'ordre nous ont pris tentes et bâches, alors on dort à la belle étoile», lance Evelynne. La nuit, on allume des brasseurs, et on place les duvets sur des plaques.

«C'est lamentable d'être obligée d'occuper un square parisien pour qu'enfin l'on s'intéresse à nous», affirme Anne, qui travaille à Aubervilliers. Livrées au froid et à la pluie, infirmières et assistantes sociales n'auront pas connu de la part du préfet de police la même mansuétude que celle accordée aux sans-logis duquel de la Gare. Ceux-ci ont pu planter, en effet, leurs tentes sur un terrain qu'ils occupent illégalement (le Monde du 17 juillet) sans être inquiétés le moins du monde par les forces de police. Dans l'attente d'un logement, ces familles ont aujourd'hui plus d'une centaine à paquer dans la boue entre le chantier de la Trés Grande Bibliothèque et les voies de chemin de fer de la gare d'Austerlitz.

JEAN PERRIN

MÉDECINE

Après l'échec partiel des négociations

Le mouvement des infirmières se poursuit

Les négociations avec les syndicats et les organisations professionnelles infirmières, ouvertes lundi 14 octobre par le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, n'ont pas débouché sur le mouvement de revendications des infirmières. A la fin de la journée, la Coordination nationale infirmière et l'Union infirmière France avaient décidé de rompre les discussions et de maintenir leurs manifestations de l'Union pour le mardi 15 octobre et la Coordination pour le jeudi 17 octobre, de la place Vautou à l'Elysée.

Cinq syndicats représentatifs (CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC) et trois organisations professionnelles, l'Union, la Coordination et l'UNASIF (Union nationale des associations et syndicats infirmières et des infirmières de France) ainsi que le SNCH (Syndicat national des cadres hospitaliers), avaient été conviés, lundi 14 octobre, à l'ouverture des négociations. «Aucune réponse essentielle n'a été apportée sur les grandes revendications des infirmières et le ministre de la santé ne dispose pas d'enveloppe budgétaire précise pour augmenter les effectifs et les salaires», a déclaré M. Eric Rabette, de la Coordination. «Nous avons cloué la porte car les vrais problèmes posés par la redéfinition du système d'infirmière n'ont pas été posés», a estimé M. Nicole Bénévise, vice-présidente de l'Union infirmière France. Force ouvrière a réclamé, elle aussi, l'élargissement des négociations aux problèmes d'effectifs et de rémunération en appelant à la grève interprofessionnelle prévue le 24 octobre. La Coordination a invité, pour sa part, toutes les infirmières à «ne pas se rendre au travail mais à attendre chez elles les assignations ou les réquisitions des hôpitaux».

Au cours de la réunion, M. Alain Piquet, l'inspecteur général des affaires sociales chargé par le ministre de la santé de mener les négociations, avait proposé aux différentes organisations et syndicats présents de les recevoir séparément, puis tous ensemble le 24 octobre. Seules l'UNASIF, la CFDT, la CFTC, la CGC ont, pour l'instant, répondu positivement à cette demande.

M. LA.

ENVIRONNEMENT

Pour des raisons écologiques et économiques

Les Verts relancent la campagne contre le projet de canal Rhin-Rhône

BESANCON

de notre envoyé spécial

«Rhin-Rhône est le canal de l'absurde. Aucun des arguments écologiques et économiques avancés pour la réalisation du canal à grand gabarit ne justifie la destruction d'une rivière comme le Doubs», c'est par cette formule que M. Antoine Wachter a illustré, le 11 octobre à Besançon (Doubs), l'opposition iréniciste des Verts à un grand chantier qui ressort périodiquement des cartons depuis vingt ans.

Les adversaires du projet avaient organisé une mini-congrès sur le Doubs, entre Baume-les-Dames et Deluz, en amont de Besançon, pour que leurs invités puissent mesurer les transformations que subirait la vallée et les ingénieurs persistant dans leur intention de faire passer des convois de 4 000 tonnes, longs de 180 mètres, sur une sorte d'autoroute fluviale large de 55 mètres.

A cette démonstration au fil de l'eau étaient présents une demi-douzaine de parlementaires du Conseil de l'Europe, ainsi qu'une poignée d'élus locaux et français. Ils ont entendu les différentes composantes de la «coalition anti-canal» : 16 à 20 milliards de francs. Or, les adversaires de Rhin-Rhône estiment que non seulement la liaison serait préjudiciable au tourisme fluvial, mais qu'elle testerait largement inutile, car les transports de trafic de la route vers la voie d'eau seront marginaux. Dès lors, la voie fluviale qui longe le Doubs, passent bien des convois de marchandises. M. Michel Noir, maire de Lyon, a déclaré tout récemment : «Je n'ai jamais cru au projet. Il n'a aucune espèce de crédibilité économique».

les hydro-biologistes comme M. Monique Coulet, présidente de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, les pêcheurs, les élus des communes riveraines et les Verts.

Pour eux, la mise à grand gabarit du Doubs, que les modestes aménagements de l'ingénieur et ministre Freydet, il y a un siècle, avaient rendu navigable pour des chalands de 300 mètres, serait une catastrophe écologique. La rivière serait remplacée, sur 100 kilomètres, par un cours d'eau artificiel noyant 4 800 hectares de terres agricoles, hypersensibles aux pollutions, impropres à la vie de certaines espèces intéressantes de poissons et compromettant l'alimentation des communes en eau potable.

Des investissements considérables

Les membres du collectif anti-Rhin-Rhône mettent aussi en avant des arguments économiques. Il s'agit de remuer 75 millions de mètres cubes de matériaux, de construire 15 barrages et 24 écluses dont certaines auraient 24 mètres de haut : ces travaux considérables demanderaient des investissements de 16 à 20 milliards de francs. Or, les adversaires de Rhin-Rhône estiment que non seulement la liaison serait préjudiciable au tourisme fluvial, mais qu'elle testerait largement inutile, car les transports de trafic de la route vers la voie d'eau seront marginaux. Dès lors, la voie fluviale qui longe le Doubs, passent bien des convois de marchandises.

M. Michel Noir, maire de Lyon, a déclaré tout récemment : «Je n'ai jamais cru au projet. Il n'a aucune espèce de crédibilité économique».

MARC AMBROISE-RENDU

La CGT de l'armement promet des visites «rugueuses» au ministre de la défense et aux élus

A la commission de la défense de l'Assemblée nationale, qui l'a entendu à la fin de la semaine dernière, le secrétaire général de la Fédération CGT des travailleurs de l'Etat, M. Henri Berry, a annoncé que les salariés de l'armement, à défaut d'être compris des autorités gouvernementales et des élus, organiseraient «des visites rugueuses» à leur intention pour protester contre la politique de fermeture des arsenaux.

Selon M. Berry, des actions seront engagées par le personnel à l'appel de la CGT qui prévoit une grande manifestation avant la fin d'octobre. Parmi les députés présents, M. Joseph Goussier, député PS du Finistère, a déclaré que, si les élus étaient toujours ouverts au dialogue, «aucune menace physique n'était acceptable».

La semaine dernière, à Cherbourg, la cérémonie marquant la mise à la retraite du sous-marin le Redoubtable s'est perturbée par des manifestations qui ont jeté des œufs sur les invités et conquis M. Yves Siliard, le député général pour l'armement, accusé de «mentir» sur le plan de charge à venir de l'arsenal.

Le chef d'état-major soviétique se visite au plateau d'Albion. — En visite officielle en France depuis lundi 14 octobre, le chef d'état-major des forces armées soviétiques, le général Vladimir Lohov, doit se rendre, jeudi 17 octobre, sur le plateau d'Albion, en haute Provence, où sont enfouis dix-huit missiles nucléaires de la force de dissuasion des silos. Cette visite d'un site stratégique national par un chef militaire soviétique est suffisamment exceptionnelle pour être le signe du réchauffement des liens entre les deux armées depuis la signature d'un protocole d'échanges il y a deux ans.

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Un entretien avec M. Alain Mérieux

« L'idée d'un transfert de technologie aux pays en voie de développement est totalement dépassée », nous déclare le PDG du premier groupe mondial de fabrication de vaccins.

« Les directeurs généraux de l'OMS et de l'UNICEF viennent d'annoncer à la tribune des Nations unies que le programme d'urgence de vaccination avait, pour la première fois, touché en 1990 cent millions d'enfants de moins d'un an dans les pays en voie de développement (PVD) (Le Monde du 9 octobre). Comment vous situez-vous vis-à-vis de ce qui apparaît comme l'un des grands succès à l'échelle planétaire de la médecine préventive? Quelle place occupe votre groupe dans le paysage mondial de la production vaccinale? »

« Bien évidemment, je me réjouis de ce succès, dans lequel nous avons, à notre place, joué notre rôle. Pour notre part, nous nous situons dans le petit groupe des grands producteurs de vaccins. En quantité de doses produites, nous sommes le numéro un mondial, une position due notamment à notre volonté résolument mondiale. Nous ignorons les frontières et nous avons dernièrement travaillé, par exemple, avec l'Irak, Israël, Cuba ou le Vietnam. Cela nous confère une spécificité très grande au sein de l'industrie pharmaceutique. Ainsi, lorsqu'on recense les chiffres de l'OMS, sur les 137 millions de naissances d'enfants vivants de l'an dernier, 17 millions seulement concernaient les pays industrialisés et 120 les pays en voie de développement. Or, en termes économiques, ces 80 % d'enfants représentaient moins de 10 % du « marché ». Je veux dire par là que, à travers le monde, 80 % à 85 % des vaccinations d'enfants équivalent à moins de 10 % du marché mondial des vaccins; et ce marché est inférieur au milliard de dollars, c'est-à-dire qu'il représente moins de 1 % du marché pharmaceutique mondial, se situant - tous vaccins confondus - au niveau du cinquième médicament mondial. »

« A quel titre, selon vous, la remarquable progression des taux du programme d'urgence de vaccination? »

« Ce succès est avant tout le résultat de la politique décidée par l'OMS et par ses deux successeurs, les achats de vaccins que sont l'UNICEF et la Panamerican Health Organisation (PAHO). Pour répondre aux besoins des PVD, il faut fournir des vaccins en très grand nombre et il faut que l'achat de ces vaccins se fasse par grandes adjudications. La conséquence de tout cela est bien sûr un paradoxe pour nous, puisque les mêmes vaccins sont vendus de façon assez coûteuse dans les pays industrialisés et à des prix marginaux, en termes de rentabilité, dans les PVD. C'est sans aucun doute paradoxal, mais cela ne doit pas choquer : pour deux raisons : la première, c'est que, dans les pays industrialisés, il faut une approche beaucoup plus sophistiquée en termes de conditionnement de doses unitaires de seringue auto-injectable. C'est aussi dans ces pays un canal assez compliqué de distribution impliquant une logistique en défini-

tive très lourde. Il faut, enfin, intégrer, aux Etats-Unis notamment, les coûts induits par les assurances. Or, dans les PVD, nous travaillons directement sur de très gros volumes pour un client unique, l'UNICEF ou la PAHO. »

« Pour le fabricant de vaccins que vous êtes, tout se passe-t-il donc pour le mieux dans le meilleur des mondes? »

« Non, je souhaite vivement qu'avec l'UNICEF et la PAHO nous puissions avoir à l'avenir une politique de véritable partenariat. Si l'on veut une politique des prix cohérente, qui permette de fournir des vaccins de qualité et de répondre qualitativement et quantitativement à la demande, nous devons avoir des opérateurs qui acceptent de s'ancrer dans la durée. Nous ne pouvons plus travailler, investir, dans ce domaine si nous ne disposons pas d'une certaine continuité dans les achats de vaccins. Je souhaite qu'il puisse y avoir, sous l'égide de l'OMS, un véritable partenariat international, des plans de trois à cinq ans entre les acheteurs et les grands groupes fabricants de vaccins qui subsistent à travers le monde et qui sont encore motivés par les besoins des PVD. Or ce n'est pas le cas aujourd'hui. L'un des principaux reproches que je fais au système actuel, c'est l'absence d'options publicitaires. Ainsi, cette année, nous avons une demande très forte en volume parce que certains industriels qui avaient répondu à des appels d'offres ne sont pas capables, en définitive, de fournir les vaccins. Tout cela n'est pas honorable. Il faut un véritable partenariat, une parfaite transparence, une parfaite honnêteté. »

« Les productions industrielles de vaccins doivent-elles, selon vous, se limiter aux pays industrialisés? N'y a-t-il pas une place, comme on l'évoquait dans les années 80, pour une production locale dans les pays utilisateurs? »

« Pour répondre aux besoins des PVD, nous ne devons nous faire aucune illusion : seuls les pays industrialisés sont capables de fournir de grands volumes de qualité. L'idée d'un transfert de technologies et d'une fabrication locale est totalement dépassée. Le transfert de la production impliquant des prix de revient quatre à cinq fois plus élevés que les prix auxquels nous pouvons actuellement offrir les mêmes doses. »

« Précisément, quels sont les rapports de prix entre les vaccins commercialisés dans les pays industrialisés et ceux vendus dans les tiers-monde? »

« Cela peut atteindre parfois des écarts de un à cinquante. Je ne suis pas de ceux qui, sur le marché mondial de 1 milliard de dollars, le marché adjoint, est l'équivalent de 5 % à 10 %, alors même qu'il concerne 80 % des besoins. Grâce aux technologies que nous avons développées, nous pouvons nous permettre de travailler avec des marges qui ne permettraient pas à elles seules les réinvestissements néces-



saires en recherche et développement. Nous avons été capables de faire des sauts technologiques, comme avec le vaccin poliomyélie injectable, le vaccin poliomyélie oral, la rage, etc. Ces technologies nous ont permis de réduire considérablement les prix de revient et ainsi de pouvoir répondre aux besoins des PVD. »

« Vendez-vous moins cher les produits qui sont qualitativement différents? »

« Non. En aucune façon. Nous vendons les mêmes vaccins, les mêmes antigènes sous des conditionnements différents. Si ce n'était pas le cas, il vaudrait mieux pour nous faire autre chose. Je tiens, par ailleurs, à préciser que la recherche nécessaire ne peut qu'être partiellement soutenue par l'auto-financement de notre maison. Il nous faut impérativement des fonds d'origine extérieure. »

« Lesquels? »

« Quand on aborde des maladies comme le sida, le paludisme, la brucellose ou le choléra, on ne peut plus raisonner de façon classique, en gestion totalement intégrée. Nous sommes - nous serons - contraints d'avoir des partenariats ou des alliances; par exemple, dans le cas du vaccin anti-choléra, nous avons décidé de travailler avec le SBL de Stockholm, afin de pouvoir faire face à nos nouveaux besoins qui apparaissent en Amérique latine. Cette alliance est saine, il n'y a pas là de concurrence. Pour le paludisme, nous travaillons avec l'Institut Pasteur de Paris, mais également avec l'Institut allemand Boehringer sur un projet Entria. Là encore, je trouve sain que Brucel ne soit aidé dans le développement d'un vaccin qui n'aura pas de finalité européenne directe. Pour la bilharziose, nous avons travaillé avec l'Institut Pasteur de Lille, ainsi qu'avec des financements et des aides du gouvernement français. C'est clair : il faut, ici, inventer des formes nouvelles de col-

laboration, de partenariat, de soutien et de subventions. »

« Quitte, plus tard, à redistribuer les éventuels bénéfices...? »

« Oui. Mais nous en sommes encore très loin. Nous ne nous intéressons pas sur les bénéfices. Le problème ici est d'avancer, d'agir au plus vite. Les interrogations seront pour plus tard. »

« Quels sont les principaux acteurs des adjudications internationales? »

« Pour l'achat des vaccins, il s'agit de l'UNICEF et de la Panamerican Health Organisation. Nous sommes les premiers fournisseurs via Pasteur-Mérieux et Cannaught, pour plus d'un tiers des besoins de l'UNICEF et du programme d'urgence de vaccination (PEV). Ces adjudications se font par vaccins et non pas par pays. Or nous souhaitons pour notre part devenir beaucoup plus qu'un fournisseur. Il faudra à l'avenir substituer à la notion de vaccin celle de service. Nous avons commencé à le faire dans certains pays africains. Nous souhaitons être sur le terrain pour connaître les véritables besoins. On découvre presque toujours que les grandes stratégies vaccinales établies dans les capitales européennes ou nord-américaines s'écroulent un peu en brousse. Il faudra à l'avenir raisonner en terme de service et non plus en terme de vaccin. En d'autres termes, nous souhaitons participer à la vaccination. Il faut ici rappeler que dans un acte vaccinal le coût du vaccin lui-même n'est que de 10 à 15 %. Et plus nous parvenons, grâce à des antigènes concentrés et associés, à diminuer le nombre des injections, plus nous réduisons le coût de l'acte. »

« Précisément, quels sont les progrès à attendre? »

« Nous avons beaucoup investi sur les techniques de recombinaison génétique sur les poxvirus. Le principe ici est de greffer des antigènes des virus de l'herpès B, de l'Épstein-Barr, de la rougeole, etc., sur des virus pox. Un vaccin de ce type est déjà commercialisé en médecine vétérinaire qui permet de vacciner par voie orale les ruminants contre la rage. Mais pour les vaccins humains, compte tenu des contraintes réglementaires, nous devons être soutenus scientifiquement et politiquement. On en revient à la notion de partenariat. Ici s'ajoute un autre problème : ces vaccins s'adresseront, en priorité aux pays en voie de développement, or nous ne pouvons pas éliminer de nos expérimentations dans ces pays... »

« Voulez-vous dire que vous ne pouvez pas, seule, mettre au point les futurs vaccins dont vous parlez? »

« La position des industriels fabricants de vaccins montre qu'aucun d'entre eux ne dispose de tous les savoirs nécessaires. C'est pourquoi nous cherchons à collaborer avec la firme américaine Merck pour essayer de développer en commun les futurs vaccins de l'enfance. Cette collaboration doit toutefois être approuvée par la Federal Trade Commission américaine. »

« Quels sont vos projets, vos investissements dans le domaine de la recherche sur un vaccin contre le sida? Une collaboration est-elle la aussi nécessaire? »

« Le sida est le meilleur exemple pour démontrer l'impérieuse nécessité d'une collaboration. Je regrette d'ailleurs la polémique entamée entre la France et les Etats-Unis. Nous avons mieux à faire. Les meilleurs équipes françaises et américaines doivent travailler ensemble dans un esprit de coopération et d'alliance pour développer une approche vaccinale. Le sujet est tellement complexe qu'aucun laboratoire ne pourra seul l'assumer. Pour notre part, nous avons un budget de recherche très lourd, plus de 300 millions de francs, soit 17 % de notre chiffre d'affaires, ce qui est beaucoup trop. Sur le sida, pour l'instant, nous travaillons seuls, mais nous espérons à terme une alliance avec un groupe américain. Nous n'avons ni les moyens ni le droit de continuer face au sida à appliquer les schémas traditionnels de l'industrie, et je m'imaginais pas de lutte frontale dans l'approche thérapeutique et vaccinale de cette maladie. »

« La vaccination des enfants permet de sauver de nombreuses vies dans les pays en voie de développement. Or, la plupart des pays rencontrent par ailleurs de graves difficultés quant au contrôle de leur démographie. Y a-t-il ici, à vos yeux, un problème éthique. »

« Ceux qui ont vu mourir des enfants de tétanos ou de rougeole, ceux qui voient les séquelles de polio ne se posent pas ce genre de question. Nous travaillons dans la tradition pastorienne qui est celle de la tolérance, de l'ouverture mondiale et de soutien à ceux qui ont besoin de nos services. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

PUBLICITE

ANTI-CHUTE CAPILLAIRE.

L'OPTION VÉGÉTALE

Elle cultive une différence essentielle. Et naturelle.

L'option touche 30% des hommes et 30% à 60% des femmes.

Pardonnez ses cheveux, c'est naturel

Que quelques cheveux tombent chaque jour, n'a rien d'anormal a priori. On peut même en compter jusqu'à 100 en période de chute. Au-delà et surtout si la tendance s'affirme, il peut y avoir un problème. Le tout est de réagir vite.

9 alopécies sur 10 sont provoquées par un excès de sébum révélateur, dont il faudra déterminer l'origine. Conséquence : des cheveux anémiés qui lâchent trop jeunes, faute d'énergie suffisante. Il faut assainir le cuir chevelu, activer la microcirculation sanguine, fortifier les bulbes capillaires.

La stratégie végétale

Inventée par Patrick Alès, contrôlée et diffusée par les Laboratoires Phytosolba, Phytopolène Plus a prouvé ses capacités à enrayer le déficit capillaire sans préjudice pour la nature du cheveu.

Le principe : une synergie de plantes sélective au pouvoir amplifié, associée à des bio et phytostimulines, le tout agissant en synergie de puissance et stimulant la vascularisation pour fortifier le tégument nourricier de la racine.

La dernière expérimentation, hospitalière donne ces résultats : - Diminution de la chute : 78 % - Diminution de la séborrhée : 70 % - Evolution de l'aspect capillaire : 65 %.

La stratégie végétale suppose 4 mois de traitement à raison d'une application avant le shampooing. Un ajustement alimentaire en gélules, Phytosolba, renforce l'action par l'apport d'éléments essentiels à la croissance des cheveux et ongles. Avec Phytopolène Plus, on peut aujourd'hui agir avec fermeté mais ménagement contre la chute. Phytopolène Plus a ouvert la voie.

P.G.

CORRESPONDANCE

L'homéopathie fait faire des économies à la Sécurité sociale

DANS un article publié le 18 septembre dernier dans les colonnes du Monde, le docteur Jean-Jacques Aulas évoquait l'éventualité d'un déremboursement des médicaments homéopathiques, actuellement remboursés à 70 %, pour cause d'efficacité non démontrée.

L'homéopathie ne mérite pourtant nullement un tel sort :

« Tout d'abord, l'homéopathie est une médecine excessivement peu coûteuse. Le traitement en urgence d'affections aiguës, comme une otite, une bronchite ou une crise d'asthme chez un enfant, avec un ou deux tubes de granules, s'effectue dans un délai très rapide, un jour ou deux maximum, pour la modique somme de 20 F, alors qu'un traitement allopathique à base d'antibiotiques et d'anti-inflammatoires, prolongé pendant cinq jours, revient à 150 F minimum. De même, la résolution par l'homéopathie des problèmes de fond entraîne la suppression d'un traitement allopathique prolongé nécessitant la prise en continu d'antidépresseurs, d'antihypertenseurs, d'anti-inflammatoires ou la prise

répétée d'antibiotiques tout au long de l'hiver. »

« Ensuite, on reproche à cette médecine de ne pas avoir fait ses preuves, de ne pas avoir encore obtenu de légitimation scientifique ce qui lui vaudrait de connaître le sort des médicaments de « confort » récemment déclassés de tout droit à remboursement. Qu'on lui laisse donc démontrer son efficacité, au lieu de systématiquement refuser que soient pratiquées, dans les hôpitaux, des expériences en double aveugle dont le résultat favorable se fait guère de doute. Des essais cliniques en matière de pathologie ORL chez l'enfant seraient des plus probants. L'équivoque dont fait encore l'objet une telle médecine serait alors levée, non pas tant en ce qui concerne son mode de fonctionnement mais - c'est l'essentiel - en ce qui concerne ses résultats pratiques. »

L'homéopathie, qui est une médecine à moindres frais, ne doit pas faire les frais de la nouvelle politique de rigueur financière qui doit viser à maintenir en place un système fondamentalement généreux, exemple de solidarité unique au monde.

Dr JEAN-FRANÇOIS MASSON

médecin homéopathe, Paris

Le « Mondial » des fullerènes

La course aux fullerènes, ces molécules de carbone en forme de ballon de football, tourne au « Mondial ». Découverts en 1985, mais fabriqués en quantité appréciable depuis juillet 1990 seulement, les fullerènes constituent une nouvelle variété cristalline de carbone, après le graphite et le diamant. On les savait promis à un bel avenir (Le Monde sciences-médecine du 12 juin 1991). Mais les premiers résultats semblent dépasser toutes les espérances. « Les publications scientifiques sur le sujet se succèdent à un rythme effréné : près de dix par semaine », affirme Patrick Bernier, physicien au CNRS, l'un des quelques spécialistes français ayant participé depuis le début à cette aventure.

Pour le chercheur américain Fred Wudl (université de Californie), l'apparition des fullerènes est « aussi importante que la synthèse du benzène par Berthelot en 1866 ». Tout comme cette substance, fondamentalement pour le chimiste argentin, ils semblent devoir être à l'origine de toute une nouvelle chimie du carbone. Fred Wudl et son

équipe viennent ainsi de mettre au point un nouveau matériau ferromagnétique par « dopage » du fullerène C60 (1). Employés dans une foule de dispositifs électromécaniques, des éléments transformateurs, les matériaux ferromagnétiques ont une importance économique évidente. Jusqu'à présent, ils étaient fabriqués à base de fer, cobalt, nickel, ou de terres rares. Le matériau de Fred Wudl est quatre fois moins lourd.

« Dopés »

« Dopés » par d'autres substances, les fullerènes se sont aussi révélés supraconducteurs (l'opposant aucune résistance au passage de l'électricité). Et, même si toutes ces propriétés ne s'expriment qu'à de très basses températures (moins 260 degrés pour le ferromagnétisme, moins 216 pour la supraconductivité), les limites reculent constamment. De plus, souligne Patrick Bernier, « les recherches actuelles sont presque toutes concentrées sur le seul C60, et les autres fullé-

ènes restent sans doute des propriétés encore inexplorées ».

Partis les premiers, les laboratoires américains disposent encore d'une belle avance. Afin de ne pas se laisser distancer plus encore, les chercheurs français ont décidé de créer un « groupe de recherche », sous l'égide du CNRS. Objectif : coordonner les travaux des quelques trente laboratoires travaillant actuellement sur le sujet, afin d'éviter tout doublon ou toute concurrence injustifiée. L'enjeu est important. Même s'il ne faut pas attendre d'application vraiment commerciale avant la prochaine décennie, toutes les grandes firmes mondiales sont dans la course, d'IBM à Mitsubishi, de Du Pont de Nemours à NEC. En France, Alcatel-Alsthom, Thomson, Carbone-Lorraine et EDF s'entraident de près, parmi d'autres, aux travaux des physiciens du CNRS.

J.-P. D.

(1) On a identifié plusieurs fullerènes comportant 60 atomes de carbone, c'est le C60, mais aussi 70 (le C70), en forme de ballon de rugby, 76, 84, 90 et 94 atomes.

SCIENCES • MÉDECINE

Cocotier-éprouvette

Mise au point pour le palmier à huile, une nouvelle technique de clonage permet désormais de reproduire le cocotier en laboratoire

DANS une salle de culture de l'Institut français de recherche agronomique pour le développement (ORSTOM), à Montpellier, reposent cinq éprouvettes étrangement volumineuses. À l'intérieur, sur un milieu solide noirâtre composé d'extraits d'algues et de charbon, cinq petits cocotiers déploient leurs feuilles longilignes. Ces tubes, les plus gros sans doute de la culture *in vitro* végétale, sont des clones, à peine âgés de quelques mois, obtenus à partir de cellules de cocotiers jumeaux. La découverte est de taille, car si la technique de la reproduction *in vitro* s'est banalisée pour bon nombre de plantes depuis les années 1970, de la fraise jusqu'à l'hévéa ou le bananier, le cocotier restait jusque-là une plante récalcitrante.

Pour cultiver *in vitro* un hévéa, on a recours à la technique dite du «microbouturage». Elle permet de sélectionner et d'encourager dans un milieu stérile le développement d'un bourgeon naturel qui va produire plusieurs tiges, elles-mêmes géométriques d'autres bourgeons. Pour le bananier, la méthode est un peu plus sophistiquée. On cultive l'intérieur d'un bourgeon unique, le méristème, prélevé au cœur de la plante, pour obtenir en éprouvette la production de multiples tiges, améliorant ainsi ses potentialités initiales.

Pour le cocotier, l'équipe mixte ORSTOM-CIRAD (Centre de coopération internationale en

recherche agronomique pour le développement) de Montpellier s'est inspirée d'une autre technique, désormais couramment employée pour le palmier à huile : l'embryogénèse somatique. Schématiquement, elle consiste à utiliser, à partir de morceaux de feuilles ou de fleurs prélevés sur l'arbre, un embryon capable de développer un processus comparable à celui qui se développe dans la noix de coco.

Grâce au milieu de culture en éprouvette, les cellules jusque-là «programmées», pour une fonction précise (feuilles ou fleurs), vont être

«dé-différenciées». On obtient alors un callus, un tissu composé de cellules en divisions actives qui gardent en mémoire l'ensemble des potentialités de la plante (possibilité de faire des tiges, des racines, des fleurs ou un embryon), mais qui ne se voient plus affecter de rôle précis. Il ne reste plus qu'à les «re-différencier», autrement dit les reprogrammer. Ce tissu va alors se transformer en un embryon bipolaire qui donnera naissance à des racines et à des tiges.

Pour réaliser cette phase de transformation, on fait appel à de subtils dosages de minéraux, de sucres, de

vitamines, et surtout à des hormones végétales que l'on ajuste en contrôlant «en direct» le développement de l'embryon au microscope. Une fois constitué, ce dernier synthétise ses propres hormones endogènes. L'embryon va ensuite se développer très lentement, dans le noir les premiers mois, puis au jour, en s'habituant progressivement à un milieu extérieur proche de celui des Tropiques.

Seule ombre au tableau, la lenteur de l'opération : il faut en moyenne deux ans à une culture pour développer une plante. Voilà, sans doute,

les limites actuelles de la découverte montpelliéraine, qui ouvre par ailleurs d'immenses perspectives pour les pays producteurs d'huile de copra (Philippines, Indonésie, Amérique du Sud). En effet, ces derniers ont un cruel besoin de rénover leur production à partir de cocotiers à haut rendement. La technique *in vitro* permettrait de multiplier des jumeaux parfaits de grande qualité, et les expériences colombiennes menées sur les palmiers à huile en Côte-d'Ivoire laissent espérer pour ces cultures un véritable avenir.

En ce qui concerne le cocotier, il

est trop tôt pour crier victoire. Si l'ORSTOM a pris une longueur d'avance, il ne dispose pour l'instant que de cinq clones différents, dont on ne sait encore s'ils sont rigoureusement identiques à leurs jumeaux, ni même s'ils sont reproductibles. C'est là l'objet d'une nouvelle phase de recherche, dont le bilan réel, compte tenu de la lenteur de croissance de cette plante, ne pourra pas être fait avant cinq ans.

JACQUES MONIN

Cultures tropicales

Créé en 1970 sous le nom de GERDAT (Groupe d'études et de recherche pour le développement de l'agronomie tropicale), le principal pôle français de recherche agronomique tropicale fut réorganisé une première fois en 1984, prenant à cette occasion le nom de Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Placé sous tutelle du ministre de la recherche et de la technologie et du ministre de la coopération, cet établissement à vocation scientifique et technique, unique en France,

avait alors clairement redéfini sa mission : «contribuer au développement rural des régions chaudes par des recherches et des réalisations expérimentales, principalement dans les secteurs agricoles, forestiers et agro-alimentaires».

Avec un effectif de 2 100 personnes en 1991 (dont plus de 1 000 ingénieurs-chercheurs) et un budget annuel de 900 millions de francs provenant de l'Etat à hauteur de 63 % (dans le cadre du budget civil de la recherche et du développement), le CIRAD se trouve aujourd'hui confronté à la même interrogation que tous les

organismes européens de recherche agronomique tropicale : comment produire plus sur des espaces désormais limités sans les épuiser ?

Si les objectifs sont à peu près les mêmes sur tous les continents (intensification des systèmes de production, lutte contre la dégradation de l'environnement, amélioration des produits), les réponses à apporter, en fonction des conditions techniques et du contexte socio-économique, seront différentes pour chaque pays, chaque province, voire chaque terroir tropical.

Réalisé à la demande du ministère de la recherche, la restructuration à venir du CIRAD s'appuie «sur l'étude des principaux risques de déséquilibres dans l'évolution à long terme des agricultures du tiers-monde», précise son directeur général, M. Henri Cersalade. «Partant de cette analyse, il faudra réorganiser certains de nos centres de recherche, trouver de nouvelles coopérations – avec les institutions des pays tropicaux, mais aussi avec nos partenaires français et européens – redéfinir notre stratégie géographique.»

En décembre prochain, une pre-

mière mesure concrète sera proposée au conseil d'administration : la création de trois nouveaux départements de recherche, respectivement chargés des travaux menés sur les plantes pérennes (palmier, cocotier, hévéa), les plantes annuelles (coton, arachide, plantes vivrières) et les systèmes agraires et les sociétés rurales. Sur les 1023 cadres scientifiques actuellement en poste au CIRAD, 517 travaillent en France métropolitaine, 108 dans les DOM-TOM, 320 en Afrique et dans l'Océan indien, 38 en Amérique latine, 40 en Asie et Océanie.

Ca. V.

Stratosphère volcanique

Le Pinatubo, qui a fait 717 victimes directes ou indirectes aux Philippines depuis juin, menace l'ozone pour les deux ou trois ans à venir.

AU moment où, comme chaque année depuis 1979, le «trou» d'ozone vient de réapparaître au-dessus de l'Antarctique avec des teneurs de 1,27 (voir l'encadré) – comme viennent de le montrer des mesures faites par le satellite américain Nimbus-7 – analogues à celles qui ont été mesurées en 1987, 1989 et 1990, M. Gérard Mégie, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie et correspondant de l'Académie des sciences, est formel : l'activité du Pinatubo réactivera sur la couche d'ozone de la haute atmosphère en raison des énormes quantités de particules de sulfates que le volcan philippin a projetées à des altitudes de quelques dizaines de kilomètres et qui induiront forcément un déséquilibre de quelques années dans la chimie du chlore de la haute atmosphère.

Au-dessus de l'Antarctique – et dans une moindre part au-dessus de l'Arctique – les particules de glace, présentes dans la stratosphère en raison du froid extrême (-80°C ou -90°C) qui règne là-haut pendant l'hiver, dissolvent, dans des processus chimiques liés à la répartition priminaire du soleil, les molécules d'acide chlorhydrique, de chlorofluorocarbones, de chlorure de chlore, etc., libérant ainsi du chlore qui détruit l'ozone. Les particules de sulfates projetées par le Pinatubo servent probablement moins «efficaces» que les particules de glace, mais elles n'en dissocieront pas moins une partie des composés chlorés présents dans la haute atmosphère.

On a déjà remarqué le même phénomène après les très violentes explosions du volcan mexicain El Chichon des 28 mars, 3 et 4 avril 1982 : en

1983 et 1984, la teneur moyenne en ozone de la stratosphère terrestre a diminué, surtout aux latitudes moyennes de 1 % à 2 % avant de revenir à sa valeur antérieure. Or, d'une part, on pense que le Pinatubo a injecté dans la stratosphère trois fois plus de particules que le volcan mexicain, et, d'autre part, on sait que la teneur en chlore de la stratosphère était de l'ordre de 2,3 parties par milliard (ppb) en 1982 et qu'elle est actuellement de 3,8 ppb en raison de tous les produits chlorés (les chlorofluorocarbones en tout premier lieu) qu'envoient là-haut les activités humaines.

Deux parties par milliard

Pour M. Gérard Mégie et les autres spécialistes de la chimie de la haute atmosphère (1), la teneur globale en chlore de la stratosphère semble jouer un rôle essentiel. Tant qu'elle a été inférieure à 2 ppb, les volcans ont pu injecter des particules de sulfates dans la stratosphère et les activités humaines ont pu envoyer là-haut des composés chlorés sans qu'il y ait eu de «trou» dans l'ozone de la haute atmosphère antarctique au moment du printemps austral (septembre, octobre et novembre). On mesure, en effet, l'ozone au-dessus de l'Antarctique depuis l'Année géophysique internationale 1957-1958.

La première année où ce «trou» s'est «creusé» a été 1979. Depuis lors, la teneur en chlore de la haute atmosphère a presque doublé. Ce qui explique, d'abord que le «trou» se reforme tous les printemps, ensuite qu'il est de plus en plus prononcé, enfin qu'après ce phénomène saisonnier la teneur en ozone ne revient pas tout à fait à sa valeur antérieure et qu'elle diminue ainsi peu à peu, année après année. Pour toute la zone comprise entre le

50° parallèle sud et le pôle sud, la teneur moyenne en ozone a diminué de plus de 10 % depuis 1979 et pour la zone comprise entre le 60° parallèle nord et le pôle nord, elle a diminué, pendant la même période, de 6 % à 7 %. Une grande campagne européenne d'étude de l'ozone arctique de laquelle participent les Douze, les pays scandinaves et l'URSS, doit d'ailleurs avoir lieu en Scandinavie de novembre 1991 à la fin de mars 1992.

L'effet des explosions d'El Chichon sur la couche d'ozone avait duré deux ans et avait été limité à une diminution de 1 % à 2 %. Avec le volume des sulfates émis par le Pinatubo et la teneur actuelle en chlore de la haute atmosphère, on peut se demander quelle sera l'ampleur de la diminution de la teneur en ozone de la stratosphère induite par le Pinatubo.

Cependant, les explosions du volcan philippin auront au moins une utilité : elles vont permettre d'étudier en vraie grandeur les effets d'une perturbation brusque, mais limitée à deux ou trois ans, de la chimie du chlore de la haute atmosphère.

Cela ne doit pas faire oublier les effets cumulatifs des activités humaines sur le chlore – et donc sur l'ozone – de la stratosphère. Et d'autant moins que ces effets cumulatifs ne cessent d'augmenter : même si on réussissait à arrêter dans un avenir très proche toutes les émissions humaines de produits chlorés, les effets de ces derniers sur l'ozone continueraient à se manifester pendant au moins plusieurs décennies.

YVONNE REBEYROL

(1) Une des réunions qui se tiennent tous les deux ans pour faire le point des connaissances sur l'ozone stratosphérique doit avoir lieu du 14 au 21 octobre aux Diablerets (Suisse).

Une «lamelle» de 3 millimètres

L'ozone (O₃) est une molécule faite de trois atomes d'oxygène (alors que la molécule d'oxygène «normale», O₂, est faite de deux atomes). L'ozone se situe entre les altitudes de 15 kilomètres et 40 kilomètres (c'est-à-dire dans la stratosphère). Mais sa concentration est maximale aux alentours de l'altitude de 25 kilomètres. Il ne représente que fort peu de chose dans la composition de l'atmosphère. Si toute l'atmosphère «s'écrasait» à pression constante, elle aurait

une épaisseur de 8 kilomètres dont l'ozone n'occuperait qu'une «lamelle» de 3 millimètres. Ce sont ces 3 millimètres qui servent de référence pour mesurer la quantité d'ozone présente dans la stratosphère. Si tenue soignée, la «couche» d'ozone joue un rôle essentiel : elle absorbe une bonne partie du rayonnement ultra-violet émis par le Soleil et suffisamment énergétique pour désorganiser la matière vivante.

Y. R.

La mort dans l'asthme

En France, la mortalité asthmatique augmente. Elle est passée de 1 411 cas en 1979 à 2 055 en 1988. Une grande partie de ces décès pourraient être évités

LE 12 septembre, Corinne Hellis, une dévouée de la maison d'arrêt de Nanterre, décaissait des suites d'une crise d'asthme. Quelques mois plus tôt, Aïssa Ilich, un jeune beur en garde à vue au commissariat de Mantes-la-Jolie, avait été victime lui aussi de cette affection respiratoire. «Sans vouloir entrer dans une polémique concernant les responsabilités, nous nous devons de rappeler que la mort dans l'asthme n'est pas une fatalité et que ces deux accidents tragiques auraient pu être évités», déclare le professeur Claude Molina, président du Comité national contre les maladies respiratoires et la tuberculose (CNMRT). Cette année, cette association reconnue d'utilité publique a choisi de consacrer sa campagne annuelle de prévention à la lutte contre la mortalité asthmatique (1).

En France, environ deux mille personnes meurent chaque année des suites d'une crise d'asthme et dans la plupart des pays industrialisés, le nombre des décès dus à cette affection chez les patients âgés de cinq à trente-quatre ans a augmenté de 30 % à 60 % au cours de la dernière décennie, estiment les spécialistes. Aux Etats-Unis, par exemple, on comptait 2 800 décès en 1980 contre 4 800 en 1989, soit une augmentation de 4,6 % par an.

Pourquoi meurt-on plus souvent aujourd'hui de l'asthme ? Il n'existe pas actuellement de réponses satisfaisantes à cette question, et la recrudescence de la maladie asthmatique et des crises mortelles tient probablement à plusieurs facteurs. L'augmentation de la pollution, du stress de la vie moderne, conjuguée à des traitements inadéquats, est évoquée pour expliquer ce phénomène. Aujourd'hui, le recrudescence des décès est d'autant moins acceptable qu'on dispose de thérapeutiques efficaces. Un traitement correct de la maladie et une éducation appropriée des patients pourraient suffire à diminuer considérablement la mortalité.

Face à ces lacunes, s'est créé en septembre dernier le Conseil international pour l'asthme (IAC), composé de quinze spécialistes de huit pays. «Il existe dans presque tous les pays des directives développées par des spécialistes mais il s'agit souvent de documents longs et complexes, soulignait récemment le docteur Peter Thomas (université de Toronto), président de ce comité d'experts, à l'occasion d'une réunion de la Société européenne de pneumologie à Bruxelles. Des

études ont montré que de nombreux médecins initiateurs de soins ne tenaient pas toujours compte de ces recommandations. En conséquence, de nombreux traitements ne font que réduire les symptômes, sans traiter l'étiologie sous-jacente de l'asthme, l'inflammation. Ainsi, en Grande-Bretagne, des enquêtes ont montré que quatre médecins généralistes sur dix ignoraient les directives publiées par la Société britannique de pneumologie concernant la stratégie thérapeutique à mettre en œuvre face à l'asthme.

La maladie asthmatique, qui touche en France environ deux millions et demi de personnes, est une maladie inflammatoire et bronchospasmodique. Elle se caractérise par des crises marquées par une gêne respiratoire plus ou moins sévère. Les bronches des asthmatiques présentent une sensibilité exagérée à différents facteurs, spécifiques ou pas. Le fume de cigarette, le brouillard, une forte émotion, l'inhalation d'un gaz irritant, des poussières de maison ou des grains de pollen peuvent être à l'origine d'une crise d'asthme.

Bronchodilatateurs et anti-inflammatoires

Au moment de la crise, les bronches s'enflamment, produisant un mucus abondant et sont obstruées par un spasme. Dans certains cas rares, la crise dure, résiste au traitement. C'est «l'état de mal asthmatique» qui, si rien n'est fait, peut avoir une issue fatale. «Il faut que le malade, par une meilleure connaissance des signes de gravité, puisse alerter rapidement son médecin, qui décidera ou non d'un transfert dans un centre de réanimation respiratoire», note le professeur René Pariente (hôpital Beaujon, Clichy). Aujourd'hui, de petits appareils d'un coût modique, les débit-mètres de pointe, permettent à l'asthmatique de mesurer son débit expiratoire et d'évaluer l'importance de l'obstruction bronchique.

Le traitement de cette maladie repose sur deux types de substances, les bronchodilatateurs et les anti-inflammatoires. Les premiers permettent de traiter la crise. Administrés en aérosols-doseurs, ils provoquent une dilatation des bronches et améliorent rapidement la respiration. Toutefois, des études ont montré que le taux de mortalité augmentait en même temps que la consommation de ce type de médicaments. Et certains spécialistes

n'hésitent pas à en déduire que l'usage excessif de bronchodilatateurs pourrait constituer un facteur aggravant de la maladie asthmatique. «L'abus de ces bronchodilatateurs s'explique par un phénomène d'accoutumance, estime pour sa part le professeur Claude Molina. Le patient est obligé d'utiliser de plus en plus de produits. Mais cette utilisation abusive n'est que le témoignage de l'aggravation de la maladie et non sa cause».

Facteurs de gravité

A côté du traitement des crises, les anti-inflammatoires (corticoïdes ou non) ont une action de fond qui vise à stabiliser l'asthme, à éviter la constitution de lésions des bronches et l'installation d'une insuffisance respiratoire sévère. Leur rôle, essentiel, n'est pas toujours perçu par les patients, voire par les médecins. «De nombreux patients ne suivent pas le traitement anti-inflammatoire qui leur est prescrit», a noté le professeur Peter Kötig (Université du Missouri, États-Unis), à la réunion de Bruxelles. Car ces médicaments sont longs à agir et leurs effets bénéfiques ne sont pas toujours immédiatement perceptibles. Les malades ne réalisent pas que la prise d'anti-inflammatoires doit être régulière afin de contrôler l'inflammation sous-jacente responsable des symptômes de l'asthme.

L'aperriloo, ces dernières années, d'anti-inflammatoires corticoïdes en spray a permis d'éviter les effets indésirables de ces médicaments administrés en comprimés, comme la prise de poids, qui pouvait décourager les patients. Toutefois, ces thérapeutiques n'excluent pas de rechercher, quand cela est possible, les causes de l'asthme. Ainsi, un asthme professionnel aux isocyanates pourra être guéri en supprimant tout contact avec cette substance.

L'asthme n'est pas une affection bénigne, et ses risques ne doivent pas être sous-estimés par les malades, leurs médecins ou les collectivités (écoles, colonies de vacances, prisons...). Trop souvent, la négligence, la minimisation des facteurs de gravité sont à l'origine de décès qu'un traitement précoce et efficace aurait permis d'éviter.

MARTINE LARONCHE

(1) Le CNMRT (66, bd Saint-Michel, 75006 Paris) éditera au cours du premier trimestre 1992 un ouvrage grand public qui apportera les informations nécessaires aux asthmatiques.

TERMINAL
MAGAZINE ECOLOGISTE DES TECHNIQUES
D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

IA/ Sciences cognitives
Quels enjeux ?

n° 55 - 35 F en kiosque
Rédaction : 18, rue de Chaligny
Tél. (1) 45 39 50 08

SCIENCES • MÉDECINE

L'enfer des origines

Championnes des milieux extrêmes, les archéobactéries représentent peut-être les avatars modernes de la première cellule vivante

ELLES s'appellent *Pyrococcus furiosus* (coque brûlante furieuse), *Pyrodicticum* (doigts en feu), *Pyrobaculum islandicum* (bâton brûlant d'Islande) ou *Sulfolobus*. Elles aiment le feu, l'acide, le soufre et les milieux extrêmes. Elles sont peut-être nos ancêtres à tous. Les archéobactéries figurent en tout cas en bonne place aux Rencontres scientifiques du château de Blois, où une centaine de chercheurs internationaux (dont quelques Prix Nobel) sont réunis, du 14 au 19 octobre, pour débattre des « Frontières de la vie ».

Dans ce domaine en plein bouleversement, s'attendez pas d'eux la moindre certitude. Comètes et météorites ont-elles apporté de l'espace les molécules carbonées qui ont permis, il y a 3,5 milliards d'années, l'émergence du vivant sur la Terre? Géologues et astrophysiciens vous répondront qu'il ne s'agit encore que d'une hypothèse (le Monde du 27 juin 1990). De ces molécules primitives aux protéines et aux acides nucléiques, par quelle évolution chimique l'inanimé est-il devenu vivant? Chimistes et généticiens en discutent encore, emportés dans l'éternelle tourmente de l'œuf et de la poule.

Sait-on, au moins, à quoi ressemblait la première cellule vivante? Une cellule de très petite taille, dépourvue de noyau, très proche des bactéries que l'on connaît aujourd'hui, aurait-on probablement affirmé il y a une vingtaine d'années. Aujourd'hui, on ne sait plus. La découverte des archéobactéries a tout remis en cause, et les biologistes, dès lors qu'ils tentent d'imaginer les fondements cellulaires du vivant, se perdent désormais en conjectures.

Longtemps, le microscope électronique avait paru simplifier les choses. Grâce à son pouvoir de résolution, on avait pris l'habitude de diviser le monde vivant en deux grandes familles d'organismes : les procaryotes (en grec : cellules à noyau primitif) et les eucaryotes (cellules à noyau vrai). Eux unicellulaires dépourvus de noyau, les premiers correspondaient aux bactéries. Les seconds, plantes et ani-

maux, sont formés de milliers de cellules, dans lesquelles un noyau isole l'information génétique des autres éléments. Chacune de ces cellules eucaryotes étant beaucoup plus complexe que celle d'une bactérie, l'idée, sans être prouvée, s'imposait d'elle-même : plus simples, moins « évolués », les procaryotes devaient avoir formé le premier maillon de la chaîne du vivant, avant de donner naissance, des milliers et des milliers d'années plus tard, aux premiers eucaryotes multicellulaires.

Bactéries thermophiles

On en était là, lorsque survint, en 1977, une découverte qui bouleversa cette classification binaire. En tentant d'établir l'arbre généalogique des espèces bactériennes, l'Américain Carl Woese, de l'université d'Urbana (Illinois), découvre cette année-là une bactérie « méthanogène » (1) d'un genre tout à fait nouveau. Comme tous ses congénères, celle-ci est dépourvue de noyau. Mais, à l'analyse, sa biochimie se révèle, sur le plan évolutif, aussi éloignée de celle des bactéries classiques que de celle des eucaryotes.

Anomalie isolée, ou forme de vie ignorée jusqu'alors? La réponse, cette fois, ne tarde pas. Dans les deux ans qui suivent, les recherches confirment que ces extravagantes biochimiques s'appliquent à d'autres bactéries, toutes championnes des situations extrêmes. Certaines, dites « halophiles extrêmes », ne peuvent survivre ailleurs que dans des eaux extrêmement salées, tel le Grand Lac Salé (Utah, États-Unis) ou la mer Morte. D'autres, « thermophiles », s'épanouissent au voisinage du cratère de Solfatara (Italie), et plus généralement dans les sources sulfureuses et acides.

An début des années 80, les découvertes s'accroissent. De nouvelles bactéries thermophiles sont isolées en Islande, dans des sources chaudes volcaniques ; dans l'île de Vulcano, au large des côtes italiennes ; à proximité des « fumées » de l'océan Pacifique, ces colonies d'eau sous-marines qui

jaillissent du plancher océanique à plus de 2000 mètres de profondeur et à des températures supérieures à 200°C. Ces créatures infernales peuplent la planète, et on ne le savait pas ! La science académique s'empare de la découverte, lui donne son nom de baptême. Le monde vivant est désormais divisé en trois catégories : les procaryotes, les eucaryotes et les archéobactéries extrêmes.

« Le choix du terme archéobactérie est basé sur l'ancienneté présumée de ces micro-organismes. Les méthanogènes, notamment, sont des organismes strictement anaérobies qui vivent dans une atmosphère réductrice d'hydrogène et de gaz carbonique, proche de l'atmosphère terrestre primitive », explique Patrick Forterre, responsable à l'Institut de génétique et de microbiologie d'Orsay (Essonne), d'un groupe de recherche sur ces êtres du troisième type. Une déduction étayée par l'analyse de leur matériel génétique, qui confirme que les archéobactéries sont apparues très précocement dans la préhistoire de l'évolution.

« Si l'on recherche des êtres vivants dans des environnements extrêmes, là où la vie devrait avoir disparu, on trouve encore des archéobactéries », poursuit-il. Cela est particulièrement vrai pour les « hyperthermophiles », dont des dizaines d'espèces ont été retrouvées dans les sources chaudes des zones d'activité volcaniques sous-marines et terrestres. Le record de thermophilie est actuellement détenu par la bactérie *Pyrodicticum occultum*, découverte en 1982 par les équipes allemandes de Karl Stetter (université de Regensburg) et de Wolfram Zillig (Max-Planck-Institut de Munich) : sa température de prédilection avoisine les 105°C, et elle est encore capable de se reproduire sans dommages à plus de 110°C.

Par quels mécanismes biologiques ces êtres microscopiques résistent-ils à de si fortes chaleurs? La recherche appliquée, qui voit la possibilité de développer de nouveaux procédés de fermentation à haut rendement pour les industries

alimentaires et pharmaceutiques. Mais elle passionne aussi les évolutionnistes, qui cherchent à déterminer si ces étonnantes microbes, aux limites physico-chimiques de la vie, ne seraient pas nos premiers ancêtres.

A l'origine de cette controverse, deux hypothèses : soit la vie est apparue dans un milieu très chaud, et les bactéries actuelles dérivent toutes, de près ou de loin, de micro-organismes thermophiles primordiaux ; soit les premiers organismes vivaient à des températures modérées, et les thermophiles ne sont apparus qu'ultérieurement, pour s'adapter aux régions les plus chaudes de la planète. « Etant donné que nous ne savons pas quelle était la température de la Terre au moment de l'apparition des organismes primordiaux, il est impossible d'affirmer d'emblée la validité de la première hypothèse », résume prudemment Thomas Brock (2), directeur du département de bactériologie de l'université du Wisconsin (États-Unis).

Un monde à l'ARN

Compte tenu des différences physiologiques et biochimiques qui séparent les archéobactéries des autres micro-organismes, la plupart des chercheurs s'accordent tout de même à penser que les thermophiles sont apparues les premières. Mais ce scénario soulève un paradoxe. D'après les avancées les plus récentes de la biologie moléculaire, les mêmes chercheurs, en effet, estiment que l'ARN est apparu avant l'ADN (3) au cours de l'évolution. Selon eux, les gènes des premiers vivants étaient donc composés d'ARN.

« On trouve encore de nombreux « fossiles » de ce « monde à l'ARN » chez les organismes actuels, précise Patrick Forterre. Or, ces vestiges sont beaucoup plus nombreux chez les eucaryotes que chez les procaryotes ! D'autre part, l'ARN étant beaucoup plus sensible à la dégradation thermique que l'ADN, il est difficile d'imaginer l'apparition d'un monde à l'ARN à très haute température. » Dès lors, suggère-t-il, ne

faut-il pas renverser l'hypothèse et imaginer que l'ancêtre des eucaryotes est apparu le premier, avant l'ancêtre thermophile des procaryotes? Autrement dit, accorder aux cellules à noyau un caractère plus « primitif » qu'à celles qui en sont dépourvues?

L'hypothèse est iconoclaste, mais non réfutable en l'état actuel des connaissances. Elle rappelle surtout, comme le souligne Christian de Duve, prix Nobel de médecine 1974, qu'il faut rester « extrêmement prudent avant d'identifier certaines particularités, apparemment archaïques, à des vestiges d'un passé très éloigné où les cellules étaient très différentes de ce qu'elles

sont aujourd'hui ou peut-être même n'existaient pas encore ». La cellule ancestrale unique, dont seraient issues toutes les formes vivantes existantes, ne se révélera peut-être, tout compte fait, qu'une vue de l'esprit.

CATHERINE VINCENT

- (1) Organisme tirant son énergie de la production de méthane, à partir d'hydrogène et de gaz carbonique.
- (2) La Recherche, n° 198, avril 1988.
- (3) L'ADN (acide désoxyribonucléique) et l'ARN (acide ribonucléique) sont les deux types de molécules utilisées par le vivant pour transmettre l'information génétique.

Ménagez cet extraordinaire moteur qu'est votre cœur en découvrant la prévention des maladies cardio-vasculaires.



Les maladies cardio-vasculaires, première cause de décès en France, ne doivent plus être considérées comme une fatalité. La prévention des maladies existe, et son efficacité a été démontrée. C'est d'ailleurs une préoccupation constante des sociétés d'assurance. L'APMS, Association des sociétés d'assurances pour la Prévention en Matière de Santé, a donc décidé d'être l'initiatrice de l'édition de ce livre. Ses droits d'auteur seront intégralement affectés à la recherche médicale en cardiologie. En s'appliquant à donner une très large diffusion à ce livre, conçu et rédigé par deux spécialistes reconnus, L'APMS ouvre une voie nouvelle dans le domaine de la prévention en matière de santé.



Bibliographie

Feu la médecine pénitentiaire

par le docteur Xavier Emmanuelli

LA santé est une notion qui semble évidente, mais elle est éminemment subjective et conjoncturelle ; et si l'OMS la définit comme un « état de complet bien-être physique, mental et social », alors, par essence, aucun être ne peut être en bonne santé, car se trouver incarcéré est en soi dommageable.

C'est en substance ce que dit le docteur Daniel Gonin dans son ouvrage très documenté, *La Santé incarcérée* (1), en termes d'une mission d'enquête qui lui a été confiée par l'administration pénitentiaire, et qu'il rend accessible au public. C'est pourquoi son livre se présente comme un rapport exhaustif où sont passés en revue, avec beau-

coup de perspicacité, troubles et pathologies liés à l'incarcération.

Le point de vue du docteur Gonin est celui d'un homme d'expérience (vingt-sept ans de terrain), psychiatre et généraliste, mais également celui d'un humaniste qui a su exercer son art dans un environnement contraignant, au sein d'une administration lourde et centralisée, dont il faut bien reconnaître que la santé n'est pas l'objectif prioritaire. Le sens-il d'ailleurs qu'elle n'aurait pas les moyens de l'atteindre, car la prison, dans l'état où elle est actuellement, est génératrice de misère psychique et somatique, et représente le monde « du dedans », comme peut l'être celui de l'asile, celui de l'exclusion, de l'abaissement, de la contrainte due aux murs, aux règlements, aux relations

biéramériques, où la parole est confisquée, le temps et l'espace aplatis, les sensations perturbées ou amoindries, où le détenu ressent son corps comme l'ultime tribune, l'ultime repère, un corps dont les signaux se brouillent d'ailleurs peu à peu. Un environnement dont le pesant avilissement, dégrade, salit, et cherche, non pas à briser ou à détruire, mais à gommer, faire disparaître, nier l'identité humaine du détenu, et donc le priver de sa dynamique vitale.

L'auteur décrit avec réalisme les composantes de ce milieu hors du monde, en particulier sa crasse, ses pestilences, et les réactions individuelles et collectives des organismes et des psychismes qui le subissent.

Idées reçues

La violence faite au corps, et que le détenu exprime souvent par l'automutilation, l'ingestion de corps étrangers et le suicide, se présente alors d'abord comme une quête de tribune, de parole, d'identité, une sorte de lutte contre la dérive gravifique de ce lieu.

On aborde également le chapitre de la sexualité de ces détenus, qui sont, dans la majorité des cas, dans la période de leur vie où elle revêt le plus d'importance. Ce faisant, il bouscule un certain nombre d'idées reçues et de schémas tout faits. Et si le sexe tient une large place dans cet univers codé, très viril et dur, tout n'est pas aussi simple qu'il y paraît, et, en dernière analyse, ce n'est pas le sexe qui manque le plus au détenu, mais la tendresse et l'amour - en cela il n'échappe pas, semble-t-il, à la conformité du reste de l'humanité.

Comme le sexe est lié à la transgression, la violence et la perversion, on imagine souvent la prison comme l'arène de toutes les turpitudes, vices, viols et homosexualité. Mais loin d'être l'excubatrice dans ce domaine, la prison, la plupart du temps, n'est qu'indigence et misère.

Aucun ouvrage traitant de la santé en prison en 1991 ne peut méconnaître la toxicomanie, grande pourvoyeuse de l'incarcération, et, avec elle, le sida, qui pose aux médecins exerçant dans cet univers des problèmes infiniment plus complexes qu'à l'extérieur, par la charge d'angoisse certes, mais également par les questions d'éthique, de secret, de suivi et de coût, tellement peu en rapport avec les moyens dont ils disposent ; et le livre en parle avec compétence.

Pourtant, malgré la somme de connaissances, la documentation précise, la justesse des analyses, on peut regretter la forme de cet ouvrage, qui n'échappe pas au genre « ethno-prison ».

Toutes les collectivités d'enfermement se ressemblent, la prison n'est qu'un cas d'espèce ; l'asile psychiatrique et, à des degrés moindres, la caserne, les plates-formes pétrolières, par exemple, sont aussi des mondes clos et hiérarchisés, et la pathologie qui résulte de leurs contraintes doit avoir des points de convergence à des degrés divers. Ne pas mettre en perspective les troubles dus à l'incarcération revient à réhabiliter une médecine spécifique - en l'occurrence la médecine pénitentiaire ; - or ce concept relève d'un autre âge. La notion de médecine pénitentiaire doit s'effacer au profit de celle de « médecine en environnement pénitentiaire ». La nuance est de taille ; elle permet d'aborder le malade sur le mode d'une rencontre au détour d'un itinéraire dynamique prenant en compte « l'avant », prison et « l'après ». Elle signifie que l'on ouvre sur la vie.

(1) *La Santé incarcérée*, par le docteur Daniel Gonin. Éditions de l'Archipel, 220 pages, 110 F. En librairie le 14 octobre.

► Le docteur Xavier Emmanuelli est médecin-chef des maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis.

Conférence

dans le cadre de l'exposition

LA TABLE D'ORIENTATION DES COMMUNICATIONS

mercredi 23 octobre à 17 h

« Etincelles et ondes, les débuts de la TSF de 1890 à 1930 »

par Paolo Brenni, Centre de recherche en histoire des sciences, cité des Sciences et de l'Industrie.

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Charles Gaspard 75019 Paris, Pôle Porte de la Villette
Informations : (1) 40 05 73 22

dans l'asthme

CULTURE

ARTS

Les douceurs de l'atelier

Comment vivaient jadis les peintres dans leurs intérieurs?
Très bourgeoisement, entre leurs collections et leurs canapés

Etienne Prosper Berné-Bellecour naquit à Baulogne-sur-Mer en 1838 et y mourut en 1910. Entre-temps, il avait été peintre au 4 de la rue Legendre, Paris 17^e. Sur une photographie des années 1880, Etienne Prosper pose dans son atelier. La belle image! Au plafond, un lustre de ferronnerie. Au mur, six fusils maures. Sur le buffet néo-henri II, trois casques de cuir, avec leurs panaches. Il y a une mezzanine, un escalier intérieur, des rideaux partout. Le maître est au centre, assis, la palette à la main, l'air nonchalant, face à l'une de ses toiles. Il est sûr de son affaire et de sa méthode.

En ce temps-là, l'art se faisait dans la sérénité, les pieds et le ventre au chaud, en toute de ville et la barbe peignée. Henri Gervey blâmerait ses sylphides déshabillées dans un exquis boudoir orné d'un miroir Empire et d'un éphémère de bronze. Aimé Moreau, propriétaire au 6 rue du Val-de-Grâce, préférerait le genre oriental. On le voit étendu sur des tapis, une panoplie de sabres, au-dessus de lui. Un casque à pointe prussien posé sur un poêle rappelle qu'Aimé Moreau triompha au Salon grâce à deux chefs-d'œuvre, *Reconquête* le 16 août 1870 et *la Bataille de Reichshoffen*. Il logeait chez lui un chimpanzé et deux lionceaux.

De la calotte noire aux cheveux longs

On pourrait citer à l'infini noms propres et adresses. Qu'il suffise donc d'écrire que la galerie Habold & Co a rassemblé une prodigieuse suite d'une soixantaine de portraits photographiques d'artistes dans leurs ateliers, tirés à Paris et à Londres à la fin du siècle dernier. Epuiser les enseignements contenus dans cette collection exigerait des années de travail et la rédaction de plusieurs tomes.

Sur la géographie des ateliers, les modes en matière de coiffure - calotte noire ou cheveux longs, - de costume - bourgeois strict ou débraillé dandy, - de meuble - faux gothique ou pseudo-mauresque, sur les goûts des peintres et leurs curiosités, il y a là une ouïe d'indices et de symptômes à étudier. Ces études conduiraient à rectifier quelques approximations.

Ainsi à propos du japonisme: on tient cet engouement pour l'un des signes distinctifs auxquels se reconnaissent les modernes et les impressionnistes. Ce n'est pas si simple. Le mondain Rochegrosse

collectionnait les ombrières japonaises, l'académicien Paul René Schutzenberger, monomane des sujets alsaciens et moraux, possédait un équipement complet de samouraï et Jean-Léon Gérôme, l'ennemi juré de Manet, en avait acquis un autre, qu'il avait disposé sous une tête de sanglier empaillé et une lampe chinoise.

Ces images sont si passionnantes à examiner à la loupe qu'elles éclipsent un peu l'autre moitié de l'exposition, composée de peintures et de dessins consacrés au même sujet. Des Hollandais satiriques du dix-septième siècle, un beau tableau de Cresspi, une effigie théâtrale de Mengs, un pastel de Perronneau qui figure peut-être Coehio et un croquis-chargé de Millais représentant Turner enroulé dans une redingote trop étroite pour son embonpoint: autant de raretés remarquables. Dans ces salles, l'historien trouve moins matière à enquête que dans la galerie photographique, car la diversité des œuvres l'empêche de procéder à quelques déductions instructives. L'amateur, lui, se

délecte. En se fondant non sur un cliché mais sur un tableau-inventaire, le musée de la Vie romantique a, quant à lui, ni plus ni moins reconstitué l'atelier d'Ary Scheffer tel qu'il était en 1851.

Les tableaux sont en place sur les chevalets, le poêle bien attiqué, le parquet ciré. L'estrade attend le modèle. Il ne manque ni un plâtre ni la peau de tigre bordée d'un ruban rouge, concession à l'exotisme, faible concession par rapport à la débâche de carosités devenue la règle un quart de siècle plus tard. La reconstitution mérite tous les éloges pour sa fidélité méticuleuse. Mais les tableaux de Scheffer qu'elle met en scène sont vraiment abominables de naïveté.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Habold & Co, 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8^e). Tél.: 42-89-84-83. Jusqu'au 9 novembre.

► Musée de la Vie romantique, 18, rue Chaplat, Paris (9^e). Tél.: 48-74-95-38. Jusqu'au 5 janvier.

CINÉMA

Les amants, enfin

Suite de la première page

Paradoxe, le film se termine bien, et, paradoxe, je sais dès le début que je m'apprête à faire un film cher sur des gens qui n'ont rien. Les Amants du Pont-Neuf constituent le troisième volet d'une trilogie des années 80 commencée avec *Boy Meets Girl*, poursuivie avec *Mauvais sang* et que j'appellerai *L'amour de la fille et du garçon*.

Une trilogie où le personnage central, Alex, incarné sans faille par Denis Lavant ressemble à Loos Carax comme Antoine Doinel ressemble à François Truffaut. Un double trouble, infiniment fragile et indestructible. Voilà Alex qui marche dans un Paris de solitude infinie et que le désespoir conduit. Alex qui rève son front contre le bitume avant qu'une voiture pressée ce roule sur sa cheville. Blessure. Michèle déboule, petite bourgeoise en rupture de vie, en train de devenir aveugle, peignant sans cesse au bord du crépuscule des portraits d'hommes qui crient. Blessure.

Alex est ramassé comme un chien à demi crevé et emporté à l'hospice de Nanterre. Michèle le suit. Nous aussi. Nanterre, au plus près de la détresse gauloise des vrais cloches. Ce ne sont pas des figurants, mais des hommes, des femmes qui ont passé la ligne. On est dans un insoutenable reportage sur ce quart-monde élastique à ses portes. On est dans la réalité la plus réelle, la plus crue, la plus cruelle. Comment Carax pourrait-il désormais nous entraîner, nous ramener vers la fiction? Eh bien il lui suffit d'une phrase, d'une petite phrase que murmure Alex: « Je retourne sur le pont ».

Palais des courants d'air

Ansité, comme par miracle, comme par enchantement on pénètre dans un royaume de pure poésie, où la misère n'est plus que la détresse lyrique d'une passion d'aujourd'hui. Tout est permis sur le Pont-Neuf, dans les allées grises de ce vénérable palais des courants d'air où veille, insolite, Klaus Michael Gruber au vieux godot du souvenir, un vieux Cerbere du destin plein de clés, de regrets et de vin.

Tout est permis, et le film s'embrase follement comme s'embrasent à la folie, les amants. Ils ne sont pas du même monde. Elle, la crasse ne l'entraîne pas, ni les bêtises au Postillon - admirable Juliette Binoche, si fière et limpide dans son dévouement au rôle, au film, dans son magnétique dévouement. Lui, il est la pauvreté congénitale

et buté, il a la tire vers le bas, il sait qu'elle s'effondrera - formidable Lavant qui a la noblesse déchirante des sacrifices. Il ne peut rien pour elle, si ce n'est l'aimer. C'est la seule leçon de Carax que certains disent calculateur, cynique, malin. Qui pourtant ne sait rien dire d'autre, n'a rien d'autre à dire que cela: « Je l'aime ».

C'est ainsi et c'est pourquoi son film prend feu, son film brûle magnifiquement comme Alex brûle pour Michèle. Le feu est partout. Alex crache le feu, petit dragon consumé, il sort l'enter de sa bouche pour plaire à sa belle. Et c'est beau. Alex et Michèle valent à en mourir sur leur pont tandis que dans le ciel noir explosent les feux d'artifice du Bicentenaire. Et c'est beau. Soudain la Seine est en flamme du Pont-Neuf à Notre-Dame. Sur les deux rives, des feux de Bengale blancs ruissellent en cascade de neige brillante. Alex conduit un hors-bord insolent tandis qu'à sa suite, Michèle, à son nautique dévouement dans la nuit. Et c'est beau. Michèle, à la flamme douce d'une bougie, contemple pour la dernière fois, croit-elle, un Rembrandt. Et c'est beau. Alex met le feu à tout, aux affiches dans le métro, au colleur d'affiches dans la rue, à son âme déjà calcinée. Et c'est beau.

Un faux naturel réinventé

Il y a des fuites, des courses, des poursuites, un rythme incroyable, des scènes drôles parfois, d'une légèreté aussi maitressée que bienfaisante (Alex et Michèle chevauchant la statue d'Henri IV ou dépeuplant des buveurs de bière endormis), il y a des fugues, des échappées, vers l'espoir, vers la mer, des contre-jour, des contre-jour, des contre-jour, toute la grammaire, tout le vocabulaire des images qui explosent tellement

MUSIQUES

La mise en croix de Jean-Louis Murat

Le chanteur-comédien expose sur les ondes son dernier album, « le Manteau de pluie »

Jean-Louis Murat, dandy auvergnat des années 90, compare les reliefs de l'âme à ceux du paysage. Pour ce qui le concerne, volcans éteints, pierre de Volvie et vallées brumeuses. Culpabilité, introspection, obsession du manque: Murat, délicieusement crucifié par lui-même, livre au regard public ses sentiments. Les onze titres du *Manteau de pluie*, du Col de la ernix Morand au Lien défait, se tissent autour de vertiges singuliers, chantés d'un souffle. Chantier comblé, il vient, grâce à l'argent gagné avec *Cherienne* l'automne, son précédent album chez Virgin, d'acheter une ferme dans la vallée d'Orcival. Jean-Louis Murat ramène-il à contre-courant? « Je me sens vieillir, un peu décalé par rapport à l'intelligentsia parisienne. Moi, je m'interroge, je n'ai pas de réponse. Et poser des questions en trois minutes, c'est du boulot ».

Homme objet volontairement soumis aux fantômes des médias (des pages étalées sur ses états d'âme), aux appétits des jeunes femmes ou des metteurs en scène (la vengeance d'une femme, de

Jacques Doillon) Murat se scot l'âme « paysanne », plus enclin à l'introspection sans paroles, à la culpabilité muette qu'à l'esbroufe. Mais: « Si vous croyez qu'avec trois millions de chômeurs, un monde rural qui s'effrite, on peut se permettre de faire l'impasse sur les questions existentielles, alors... ».

Echantillonnage de sons

Provincial-paysan, à cheval sur Ferrat (« Mon Dieu que la montagne est belle... ») et les Happy Mondays de Manchester, l'auteur-compositeur aime la vraie chanson, « la chanson triste », les vieux airs de midwestern et le décor des souvenirs d'enfance: « Info grand-mère me chantait: Ne pleure pas Jeannette, et moi j'écoutais Otis Redding ».

Le *manteau de pluie* est un album d'atmosphère, avec échantillonnage de sons - des aboiements, des cloches de troupeau, des ébats d'enfants. « J'ai travaillé avec des Anglais. Pour eux la chanson française, c'est avant tout,

un climat, un romantisme, qui sert de support à des images instantanées ». Esthétique soignée, Murat-les-yeux-bleus surgit d'un bouquet de bleu avec distorsion de couleurs, production impeccable, l'album apaisé, s'écoule, ennuie parfois (le Monde des Arts et Spectacles du 7 octobre).

Que pense Jean-Louis Murat du travail fourni? « Bof, au royaume des aveugles, les borgnes sont rois. Vu ce qu'on entend aujourd'hui en France... Etre provincial a ses avantages. On a le regard froid. Moi, dans ma famille, tout le monde s'en fout du Top 50. Mon clip avec Mylène Farmer, il passe bien trop tard pour qu'il le regarde à la télévision ». Pour ses longues soirées d'hiver, Jean-Louis Murat a installé dans ses pénates un studio d'enregistrement et une société de production, Scaplett. Le jeune premier difficile, qui s'était fait « voler de partout pour avoir voulu sortir du troupeau de la variété française », espère ainsi en aider d'autres à franchir le mur du silence.

VÉRONIQUE MORTAIGNE
► Album chez Virgin.

GRANDS TRAVAUX

Le permis de construire de la Bibliothèque de France a été signé

Le permis de construire de la Bibliothèque de France a été signé par le préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris. Dans un communiqué, la préfecture de Paris souligne que la demande déposée le 15 avril par l'établissement public de la Bibliothèque de France a été régulièrement instruite par ses services, que près de cinq mois se sont écoulés pendant lesquels les avis ont été enregistrés, y compris ceux de la Ville de Paris, et que le conseil de Paris, au cours de sa séance du 8 juillet, a approuvé le plan d'aménagement de la zone Seine-rive gauche qui réserve un îlot à la Bibliothèque « dont la réalisation est ainsi explicitement prévue et rendue possible par ce document municipal d'urbanisme ». Le dossier, couvrant le communiqué, étant « pour le service instructeur, complet et conforme aux dispositions légales (...) le permis a donc été délivré le 27 septembre 1991 ».

Cette date est antérieure de douze jours à l'audience accordée le 9 octobre par le président de la République à M. Chirac venu lui demander de surseoir aux travaux pour tenir compte d'objections techniques formulées par des chercheurs à l'encontre du projet (le Monde du 11 octobre). Peu après cette audience, M. Jack Lang, ministre de la culture et porte-parole du gouvernement, avait déclaré que « les travaux devaient continuer ».

Ch. V.

Une lettre de membres du personnel de la Bibliothèque nationale

A la suite de la publication, dans notre édition du 8 octobre, d'une page de publicité émanant de la Bibliothèque de France, nous avons reçu la lettre suivante: « Des membres du personnel de la Bibliothèque nationale s'étonnent d'avoir découvert leur nom dans un encart publicitaire en date du 8 octobre. Ils tiennent à préciser: 1) que c'est l'ensemble du personnel de la Bibliothèque nationale qui aura dû être remercié pour sa participation active au projet de la Bibliothèque de France. 2) qu'en participant à des groupes de travail, ils n'ont agi dans le seul cadre de leurs attributions professionnelles. Ils s'étonnent de n'avoir pas été consultés personnellement, avant que leur nom ne soit utilisé dans une publicité, en le contexte polémique actuel. Ce texte a été signé par: Danielle Le Nan, Anne Zali, Nicole Simon, Monique Cohen, Antoine Coran, Jean Toullet, Raymond Josse Sel, Pierre-Yves Duchemin, Marie-Claude Thevenot, Mireille Pastorreau, Elisabeth Villatte, Marie-Danièle, Françoise Pétion, Danielle Ducloux Faure, Bruno Blasselle, Annie Bernard et Françoise Leresche ».

EK ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN

Anton Webern
Michael Jarrell
création française

Bernd Alois Zimmermann
Peter Eötvös
création française

Ingrid Ade
soprano

Pierre Strauch
violoncelle

Ensemble Intercontemporain
direction
Peter Eötvös

28 octobre - 19h
L'Auditorium/Châtelet

40 28 28 40
en coproduction avec le Châtelet

CONNAISSANCE DU MONDE

SALE COPRA-FLYER. Dimanche 20 octobre (14 h 30, Lundi 21 (18 h 30), Mardi 22 (18 h 30), Mercredi 23 (15 h 30), Jeudi 24 (20 h 30), Vendredi 25 (18 h 30), Samedi 26 (18 h 30), Dimanche 27 (14 h 30 et 17 h 30), Lundi 28 (18 h 30).

Film de Gérard BAGES **MERVEILLES DU FLEUVE NIGER**

Au cœur de la forêt masquée, l'histoire d'un peuple, l'histoire d'un pays, l'histoire d'un monde.

PROCHAIN SUJET: Montagnes Rocheuses du 3 au 11 nov. Tél.: 45-61-16-99

DE JEUNER CHEZ LUDWIG W.

de Thomas Bernhard

présenté par Jacques Rosner

avec Françoise Brion
Judith Magre
Andrézejewski

18 H 75 F

SAMEDI 19 OCTOBRE

LAURE DACCACHE
hommage à une diva du chant arabe

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET-PARIS 4^e

18 H 75 F

SAMEDI 19 OCTOBRE

LAURE DACCACHE
hommage à une diva du chant arabe

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET-PARIS 4^e

CULTURE

THÉÂTRE

L'enchantement du labyrinthe

Tennessee Williams par Gilles Gleize, c'est la Grande Chimère

ÉTÉ ET FUMÉE
ou Théâtre de Rungis

Voulez-vous croire avoir rêvé? Un truc souverain: *Été et fumée*, au Théâtre de Rungis. D'abord, la traversée. Autoroute, huit heures du soir. Le serpent des feux-arrière rouges, par moments en route au pas, les poids lourds géants filent tout de même à 140 sur la bande de sécurité avec leur chargement de vaches tchecoslovaques. Vous longez des perspectives de blocs d'ombres, à la Chirico: les balles de Rungis avant le coup de feu. Batailles, accorchements, et enfin c'est un vrai village, le souvenir de la place de l'église, et le mot «Théâtre» qui plane, au néon, sous le ciel noir.

Dans cet anywhere out of the world: un théâtre complet, de la grande espèce, vestibules, foyers, salles à manger, gradins, rampes, scène, cintres pour électro-scénaristes, tout. Comme si ce gîte de comédie était le seul bout de pain réel, depuis la porte d'Italie. La pièce jouée ici, *Été et fumée*, de Tennessee Williams, est le comble de l'imagination. Le paradigme du roman.

Un papa pasteur qui tous les jours de la semaine répète son sermon du dimanche. Son épouse souffre de la maladie d'Alzheimer. Les seuls mots qu'elle peut prononcer sont «carnet de place à la fraise». Et leur fille, Miss Alma, terrorisée par le sexe, qui refuse au charmant docteur John Buchanan Junior de la conduire au casino voir un combat de coqs. Le père de John, le professeur Buchanan Senior, vole à tire d'aile vers le Nobel de médecine, mais John est tombé sous les griffes

d'une femme à la peau un petit peu ébène, Rosa Gonzales, et comme toute peau d'ébène elle a le feu quel que part, le Klu-Klux-Klan suit cela, et elle danse la cucaracha sur les tables, forcément, et ses belles longues cuisses d'or vous broient le thorax de ce dadaïs de John dans des niagars de volupté.

Drame: à brûle-pourpoint le père de Rosa, pistolet moustachu, fait irruption dans le cabinet-boudoir du docteur, pointe son browning de western sur l'antre père, celui de John, et l'abat, vous suivez l'histoire j'espère. Entrée de la fille du pasteur, qui se jette au cou de John, à qui ça ne dit rien du tout. Elle remet son épaule corbeille-de-fleurs, et s'en va violer au jardin botanique un représentant de l'United Fruit en Caroline du Sud, rieur.

Il faut préciser que Tennessee Williams s'est amusé à ne mettre dans la bouche de tous ces drôles d'oiseaux que les clichés les plus cristallins, aussi simples que des légendes de bandes dessinées, ce qui vous donne un mirage audité irréel, un enchantement du labyrinthe.

Le spectacle embobine le pas, sans broncher. Costumes hallucinatoires, panoramas endimanchés, hyper-parodies de gravures de mode à quoi ne manquent aucune agrafe de conseil, aucun motif de coterie de dentelle, tout cela flambant neuf, sans un faux pli, constant chaque comédien dans une illusion d'optique. Décor analogique: la plage de sable jaune moutarde dominée par la statue grise d'un ange en prière, et par-là-dessus un peu de parquet, un peu de lino, et des éclairages rose bonbon.

Des acteurs ainsi costumés et environnés sont perçus comme des signes d'imagination pure, de poésie parodique. Laurence Roy, fiévreuse, superbe, maquillée confiture-fruits-rouges comme les poupées anciennes de porcelaine, défile avec une grâce infinie, dans le «pays des merveilles» d'Allice, les perris et les désirs de Miss Alma. Aurélien Recoing, calme, l'art très libre, anime entre deux eaux la paix appa- rente de Buchanan Junior. Peu han- dicapée par un incroyable chapeau en forme de pinces de homard trem- pées dans de l'encre de chine, l'ex- cellente Juliette Brac module fine- ment les mètres castratrices. Gérard Lorin fait bande à part, il a l'inten- sité de présence, lumineuse, poi- gnante, des visages de donateurs, dans les tableaux flamands (il joue le pasteur). Tania da Costa, Coraly Zahonero, Bruno Colomb, s'imposent, tout comme leurs camarades (ils sont légion, sur la scène).

Le metteur en scène Gilles Gleize conduit cette fantasmagorie: il a comme supprimé l'écoulement du temps: les tableaux sont posés, l'un après l'autre, sur les eaux d'un fleuve immobile. Vous quittez ce théâtre, éblouis, débarrassés. Re- bre-telles, re-feux tricolores, vous tourez tout de suite à droite, ce qui vous fait longer l'aéroport d'Orly, ruche de fait illuminée, bien plus fééri- que que Roissy-Porte d'Orly. Vous reboulez par terre. Un peu dur.

MICHEL COURNOT

» Du mercredi au samedi à 21 heures, dimanche à 15 heures, 14 place de la République. Tél.: 45-60-54-33.

Musset, ou l'après-rêve

Avec «Fantasio» et «les Caprices de Marianne»

Jean-Pierre Vincent, a trouvé un théâtre libre, contemporain

Après avoir mis en scène On ne badine pas avec l'amour, avec ses élèves du Conservatoire, Jean-Pierre Vincent lance ce qu'il appelle «une OPA sur Musset» en montant à Nanterre, au Théâtre des Américains, *Fantasio*, et *les Caprices de Marianne*. Là encore, la situation est compositée de jeunes comédiens.

«Musset, raconte Jean-Pierre Vincent, a écrit dans le sillage de la Révolution et de l'Empire, à la fin d'une période vibrante, utopique, remplacée par le règne des notaires et des curés. Il décrit une jeunesse qui a rêvé de courir le monde, et ne peut plus courir, ni ouvrir ses mains, elle ne sait pas quoi prendre, il n'y a rien à prendre. Sociologiquement, la situation est aujourd'hui différente, mais c'est comme une maladie psycho-somatique. Les «psy- chos», les causes ne sont pas les mêmes, il n'empêche que la maladie fait souffrir de la même manière.

En débarrassant Musset de sa soupe romantico-sentimentale, la jeune génération des acteurs s'en empare au pied de la lettre, dans toute son extravagance. Ainsi Patrick Pincau, qui a joué Michel Deutsch et Eugène Durtal, n'a pas l'impression d'affronter un classique. Il ne s'agit pas de se transformer en post- moderne inouï, ce serait artificiel. Il est seulement question d'écouter Musset. Sa violence a été édulcorée. Lui-même, vieillissant, amorti, cher- chant une petite place tranquille dans la société, a été compliqué de cette mauvaise action. Mais sa vie est un enfer trempé dans l'alcool. Et aussi son théâtre - je ne parle pas de sa poésie. La liberté de son écriture naît des divagations de l'alcool avec ce qu'il en a de fulgurant et de stupide, de redondant, de pénible. C'est ce que nous voulons retrouver.

» Une simple assonance de

contenu entre nos deux époques serait moins intéressante que cette stupéfiante modernité. C'est que Musset n'a pas écrit pour l'institu- tion, ni même pour la scène, mais pour la lecture, pour l'imagination. Notre refus inquiet des vieilles formes se nourrit de sa liberté à dé- teller, tout cela flambant neuf, sans un faux pli, constant chaque comédien dans une illusion d'optique. Décor analogique: la plage de sable jaune moutarde dominée par la statue grise d'un ange en prière, et par-là-dessus un peu de parquet, un peu de lino, et des éclairages rose bonbon.

» Nous venons de traverser une période relativement radiante, calme, nous avons construit quelque chose que nous voulons esser. Notre but était la perfection, nous voulions que rien ne manque. A présent, nous cherchons comment laisser la scène telle qu'elle est, de quelle façon faire du théâtre avec les moyens du bord, laisser des blancs. La nouvelle génération qui arrive, qui se répand, renoue et nous renoue.

» Vis-à-vis d'eux, je ne me sens pas déboussolé. Je ne me sens pas différent de ce que j'étais dans les années 60. Je ne me sens pas un vétéran d'homme de cinquante ans, ça c'est clair. La manière dont j'exerce mon métier conserve une part d'enfance. Je remue beaucoup pendant les répétitions, je joue avec les acteurs. Jouer, c'est aller chercher ses sources dans des émotions, dans des rêves, des libertés de l'enfance.

» J'ai la chance d'entretenir des relations avec des jeunes gens, en Conservatoire ou ailleurs. Je me sens proche d'eux, sans annuler les ving- cinq ans qui nous séparent, et qui me permettent de leur apprendre des choses sur des situations qu'ils vivent, que je connais. Je me sur- prends à retrouver des points pré- cis. L'autre jour, je leur ai donné une indication, et quand je les ai vus faire, je me suis souvenu: Ché-

reau m'a dit la même chose il y a longtemps. Il m'a regardé dans les yeux, et me l'a dit. C'est un senti- ment formidable.

» Là où Musset touche au plus profond les jeunes, c'est dans sa manière de parler de l'amour. Il n'y a rien là de futile. Quand les idéolo- gies se sont effondrées, reste la mé- taphysique, qui parle d'«Être», qui m'aime, qui j'aime? C'est l'amour valeur refuge, et qui finalement se révèle encore plus compliqué que la boue dont on veut s'évader. Je ne pense pas que l'amour soit resté une valeur refuge. Mais ce qui demeure de Musset est la conscience de la solitude. Il fait dire à tous ses per- sonnages: «Quelle solitude que tous ces corps humains». A présent, à partir de l'agrandissement du monde, elle est devenue un produit, on en fait du fic sur Minitel, avec la télévision.

» L'amour est un mythe inventé vers le douzième siècle pour rempla- cer celui du guerrier. Les enfants regardant la télévision, connaissent les gestes de la sexualité, et portent en eux le gène de l'amour. L'amour de l'autre, du prochain, de Jésus, de soi. Quand on a joué *Ballade* en tournée, on avait demandé pas plus de 25 % de scolaires par représen- tation. Il y en avait parfois 70 %, et on se demandait si on irait au bout. Mais aux scènes de Camille et Per- dican, c'était un silence vibrant. Et c'est pourquoi les chansons d'amour ne disparaissent pas.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

» Théâtre des Américains à Nan- terre, *Fantasio* à partir du 15 octo- bre, *les Caprices de Marianne* à partir du 5 novembre, en alter- nance à 20 h 30 du mardi au samedi, dimanche à 16 heures. Intégrale les 7 et 14 décembre. Renseignements: 47-21-18-81.

Le Centre dramatique de Lyon menacé

Bien que rien ne soit officielle- ment confirmé, il est de plus en plus certain que Lyon va perdre son Centre dramatique, dirigé par Alain Françon, installé au Théâtre du VIII. Cette salle municipale devrait abriter la nouvelle maison de la danse (le Monde Rhône-Alpes) du 12 octobre, actuelle- ment logée à la Croix-Rousse, et pour laquelle Bernard Faivre d'Ar- der, directeur du théâtre au mini- stère de la culture, avait suggéré des aménagements possibles.

Il n'a pas été entendu, comme n'ont pas été entendues les demandes de dialogue du ministre lui-même. La municipalité est res- tée muette. Le talent d'Alain Fran- çon - voir l'exceptionnelle qualité du *Britannicus* qu'il présente

actuellement - n'est pas en cause, ni son contact avec la public lyonnais. La polémique sans doute dépasse les problèmes du théâtre, et Lyon, qui financa (25 millions) les Célestins, sala municipale de création, qui cofi- nance plusieurs établissements comme la Théâtre de Lyon et les Ateliers, qui de plus bénéficie de la proximité du TNP, pense pro- bablement qu'elle en fait assez pour l'art dramatique, et semble rester indifférente à la perte du Centre et de la subvention qui l'accompagne.

Le contrat d'Alain Françon avec la ville va jusqu'à la fin de 1992. Mais la ville, qui déjà impose des servitudes - accueillir différentes manifestations et l'Opéra - peut

décider de fermer la salle pour les travaux dont a besoin la Maison de la danse. Vis-à-vis de l'État, Alain Françon est simplement en mission. Le ministère étudia la possibilité d'une installation régio- nale entre Annecy et Chambéry, avec peut-être une poème sur Gre- noble. Alain Françon connaît bien la région, en particulier Annecy où il a fait ses débuts, où il est resté des années. Il a soumis un projet de centre de créations qui tourne- raient en France et pourquoi pas hors des frontières. «Uniquement des créations, avec différents met- teurs en scène. Pas d'invitations, pas d'échanges, il faudrait naturel- lement beaucoup plus d'argent.»

C. G.

PIANO
MURRAY PERAHIA
célèbre
MOZART
3 programmes différents
les 4, 12 et 18 novembre
RENS. LOC. PLEYEL 45-61-96-30

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

OPÉRA- COMIQUE
Lundi 21 octobre 20 h
Places: 40 à 250 F
Tél. loc. 42-96-98-83
(p.a. Valérie Wenzel)

le 22: Ensemble orchestral de Paris
Dir.: DENIS COHEN
BRUNO PASQUIER
Aldo COHEN, VINCENT SCHÖENBERG
La 23: Gary LAKES
DAN SAUNDERS
Piano
DUPARC, HUGHES DONALDY, STRAUSS HANDEL
La 24: Fernand Lemaire
AIMARD
MESSIAEN

QUATUOR ALBAN BERG
Intégrale
Johannes Brahms
(4 concertos)
Jeanine Risse Prod.
Dolby

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Des Babouins et des Hommes
Albert COHEN/Jean-Louis HOURDIN
François CHATTOT/Clotilde MOLLET
48 31 11 45 15 OCT - 17 NOV

Concerts Radio France
OCTOBRE
Vendredi 18 - 20 h - 80 à 220 F
Opéra de Paris-Bastille
Mozart - Bruckner
Bruno Leonardo Gelber, piano
Orchestre Philharmonique de Radio France
Direction Marek Janowski
Samedi 19 - 17h30 - 20 F
Grand Auditorium de Radio France
Musique traditionnelle
Chine du Sud
Ensemble Nan-Sheng-She
Tsai Hsiao-Yueh, chant
Samedi 19 - 18h - 70 à 110 F
Conservatoire d'Art dramatique
Brahms - Wagner/Liszt - Liszt
Mikhail Rudy, piano
Jeudi 24 - 20h30 - 90 F
Eglise M. D. des Blancs-Manteaux
Bach - Albinoni - Corelli
Legendre - Vivaldi
Marie-Claire Alain, orgue
Ensemble baroque de Limoges
Direction Christophe Coin
Jeudi 24 - 20h30 - 90 à 120 F
Grand Auditorium de Radio France
Prokofiev
Sylvie Valayre, soprano
Mstislav Rostropovich, violoncelle
Wendy Warner, violoncelle
Christian Ivaldi, piano
Jeudi 24 - 20h30 - 40 à 190 F
Théâtre des Champs-Élysées
Henze - Schoenberg - Brahms
Emmanuel Ax, piano
Orchestre National de France
Direction Jeffrey Tate
Location: 42 30 23 08
Opéra de Paris-Bastille 43 45 12 21
Églises: vente sur place
le soir du concert
Connaissiez-vous Mélomane?
Le journal de la musique de Radio France
mensuel à partir de janvier 92
Spécimen gratuit 42 30 18 18

ROBERT HOSSEIN
NOUVEAU SPECTACLE
JESUS
était son nom
adaptation
ALAIN DECAUX
de l'Académie française
EUROPE 1
PALAIS DES SPORTS
PORTE DE VERSAILLES
48 28 40 90

20 Le statut des agents de la Sécurité sociale
21 Un programme commun pour les jeunes agriculteurs

22 Bataille juridique autour de la CSEE
Marchés financiers

23 Bourse de Paris
24 Communication

BILLET

Logiques agricoles

Comment réviser la politique agricole commune (PAC)? C'est désormais une certitude : les Douze doivent bouger. D'abord, parce qu'il faut diminuer le coût des subventions agricoles et ensuite parce qu'il faut faire un geste qui permette de relancer les négociations du GATT (accord général sur les tarifs et le commerce). Les Européens - dont les Français - ne peuvent en effet affirmer à chaque sommet ou à chaque réunion du G7 qu'il faut conclure ces négociations et rester figés sur ce point d'achoppement de l'Uruguay Round.

Reste à savoir comment bouger. Question de méthode d'abord. Estimant que plusieurs pays sont d'accord pour avancer - l'Allemagne ne vient-elle pas de le dire officiellement? - la Commission européenne a indiqué sa préférence avant le week-end dernier : le mandat fixé par les Douze en novembre dernier est caduc, il faut donc qu'on laisse la Commission libre d'aller à Genève renouer le dialogue avec les experts du GATT. Ensuite, elle en référera aux douze ministres. C'est en gros ce qui s'est passé sur le dossier de l'entrée des voitures japonaises en Europe. Bruxelles a discuté avec Tokyo sans mandat fixe.

La France critique cette méthode, contrairement à ce qu'on en a dit à Bruxelles, à l'issue de la réunion informelle tenue en fin de semaine dernière (le Monde du 15 octobre). La Commission pratique l'intro, dit-on à Paris en soulignant que la position française est celle d'une majorité de pays. La France dit en substance : d'accord pour bouger. Mais discutons à Douze d'une réforme de la PAC (hors du conseil des ministres de l'agriculture du 21 octobre) puis, si les choses ont suffisamment avancé, fixons un nouveau mandat à la Commission (hors du conseil des affaires générales du 4 novembre).

Cette divergence de méthode s'explique par le fond du dossier. En France, le gouvernement croit possible de manier deux impératifs qui apparaissent contradictoires : baisser le coût des subventions mais conserver notre excédent. L'agriculture, n'en déplaise aux chahuteurs de la ruralité, ne peut rester une exception dans la libéralisation mondiale, qui concerne tous les services et tous les produits, pense-t-on au ministère des finances. On ne va pas contre l'histoire économique... Mais cela ne doit pas signifier une baisse de nos exportations (40 milliards de francs cette année). Autrement dit, la France doit accepter une baisse des prix agricoles internes mais maintenir « à tout prix » ses parts du marché mondial, y compris donc en subventionnant. Pas question de céder un bout de terrain aux Américains, GATT ou pas. Et de dire que, comme pour les automobiles nippones, la Commission ne comprend pas cette logique de « guerre économique ».

ERIC LE BOUCHER

M. Sarre dénonce l'assurance contre le retrait du permis de conduire

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, a réagi vivement à la création par l'UAP Assurance et Europ Assistance d'un contrat d'assurance prévoyant la mise à disposition d'une voiture avec chauffeur en cas de retrait du permis de conduire, à condition que celui-ci n'ait pas été motivé par un homi-

Autant sinon plus que l'aide à l'Union soviétique, les réunions monétaires de Bangkok ont pour thème principal, cette année, la relance des négociations commerciales du GATT (Uruguay Round). L'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, qui s'est ouverte officiellement mardi 15 octobre dans la grande salle d'un bâtiment élégant et fonctionnel construit à cet effet, a eu l'occasion de prendre conscience de l'urgence de voir conclure ladite négociation (le Monde du 15 octobre).

BANGKOK

de notre envoyé spécial

Dans son discours d'ouverture, M. Anand Panyarachun, premier ministre du gouvernement thaïlandais, s'exprimant au nom d'un pays qui, comme il l'a dit, « absorbe en douceur depuis des siècles les immigrants », a notamment déclaré : « Nous avons pu, dans les années 80, après avoir mis de l'ordre dans nos affaires macro-économiques, prendre pied sur les marchés d'exportation du monde. Il est probable qu'il sera beaucoup plus difficile, dans les années 90, étant donné la régionalisation croissante de l'économie mondiale, de nous implanter et de nous maintenir sur les marchés d'exportation. Nous espérons que les groupements régionaux, à l'apparition desquels nous assistons, sont porteurs du libre-échange dans le monde ».

La grande découverte, pour de nombreux participants et invités aux réunions monétaires qui se déroulent actuellement à Bangkok, est l'essor économique extraordinaire de la Thaïlande : « Nous devons, a encore dit le premier ministre, jeter un regard objectif et réaliste sur l'expérience de la Thaïlande comme étant peut-être un exemple des aspects à la fois positifs et négatifs de la stratégie de développement prescrite par la Banque mondiale et le Fonds monétaire. La Thaïlande a opéré une spectaculaire transition, passant d'une économie agricole à base de ressources à une économie dynamique libre par les exportations, mélange d'agriculture, d'agro-industrie, d'activités manufacturières et de services. Sur cette voie longue et ardue, de difficiles décisions ont dû être prises. Je suis convaincu que c'est celle d'opérer tout de suite les ajustements nécessaires (...) pour parer aux difficultés au début des années 90 qui n'a plus contribué aux récents succès de la Thaïlande ».

Un espoir pour l'Afrique

Cette année, la présidence de l'assemblée générale revient au « gouverneur » (tel est le titre porté par le chef de chaque délégation nationale) de l'Equateur, M. Pablo Betet. Ministre des finances de son pays, celui-ci a déclaré : « J'engage vivement chacun d'entre vous à œuvrer inlassablement au succès des négociations de l'Uruguay Round (...) Après tout, les réformes économiques des pays en développement seront insuffisantes si les marchés des pays industrialisés ne s'ouvrent pas aux biens que les pays en développement produisent de manière efficace (...) ».

Devait ensuite monter à la tribune M. Lewis Preston, le nouveau président de la Banque mon-

diale, qui vient de succéder à son prédécesseur, M. Barber Conable : « Les pays industriels, a-t-il déclaré, doivent accepter le fait que c'est principalement à eux de favoriser une plus grande ouverture du commerce international. Si, par contre, les négociations échouaient, que la substantielle réduction des obstacles au commerce qu'on en attendait demeure lettre morte, un tel échec compromettrait le succès des réformes engagées et réduirait les possibilités de production dans les pays en développement. » Après avoir relevé que plusieurs pays d'Amérique latine, dont le Chili et le Mexique, pouvaient de nouveau emprunter directement sur le marché, le président de la Banque mondiale a encore cité comme témoignage d'amélioration le fait que les prises de participation prennent désormais, dans certains cas, le pas sur l'emprunt.

Prenant à son tour la parole, le directeur général du Fonds monétaire, M. Michel Camdessus, a réitéré les mêmes exhortations : « L'expérience depuis la fin de la seconde guerre mondiale montre à l'évidence que commerce et développement sont étroitement liés. L'ouverture sur l'extérieur a été un facteur important de la stratégie de tous les pays qui ont réussi (...) La libéralisation progressive du commerce international est allée de pair (...) avec le sentiment croissant que l'initiative privée est le moteur le plus puissant de la croissance ».

environ appliquent des programmes d'ajustement avec l'appui du FMI. » Le directeur général a également relevé les mérites des nouvelles procédures mises en œuvre par le FMI depuis quelques années, et notamment la facilité dite d'ajustement structurel (FAS) ainsi que la facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR). Il s'agit de programmes assortis de l'octroi de crédits pratiquement sans intérêt et d'une durée de dix ans. M. Camdessus avait salué au début de son discours l'arrivée d'un nouveau pays membre, la Mongolie, ainsi que la présence des délégations d'autres pays candidats : l'Albanie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Suisse, l'URSS et quelques autres.

Echanges et développement

Commentant lundi soir, devant les journalistes, la session que venait de tenir le comité de développement, le président en exercice de cet organisme, M. Alejandro Portes, ministre des finances du Chili, avait exprimé « le trouble » ressenti par les pays en développement devant les retards apportés à la conclusion de l'Uruguay Round.

Fait inhabituel, le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel (de nationalité suisse), a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a eu l'occasion de rappeler ce qu'il a dit inlassa-

blement aux ministres des finances ici réunis : découvrir l'existence d'un lien nuisant le commerce international, la finance et l'endettement ne relève pas seulement de l'analyse économique. Il s'agit aussi d'une réalité dont il est indispensable de prendre conscience pour achever l'Uruguay Round, dont le but est double : renforcer les règles du commerce multilatéral et libéraliser les échanges. Comment, en effet, les pays débiteurs pourraient-ils rembourser leur dette s'ils ne sont pas à même de gagner par l'exportation les devises nécessaires? « Les travaux techniques relatifs à la négociation commerciale ont été poussés aussi loin qu'ils le peuvent. Les problèmes qui demeurent relèvent de la politique », a précisé M. Dunkel. Il a ajouté : « Beaucoup de réformes que les pays en voie de développement ont entrepris unilatéralement étaient fondées sur l'hypothèse que l'Uruguay Round déboucherait sur d'importantes réductions ».

L'argument est sans réplique : comment, en effet, le Fonds monétaire et la Banque mondiale pourraient-ils continuer à prêcher aux pays en voie de développement l'ouverture économique si les pays industrialisés continuent à subventionner massivement tel ou tel secteur et à filtrer les importations de textiles et autres produits « sensibles ».

PAUL FABRA

Une affirmation du «Financial Times»

Un accord secret a-t-il été conclu concernant la dette de l'URSS?

Un accord secret a-t-il été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Bien qu'il n'ait pas été officiellement annoncé, l'accord secret a été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Bien qu'il n'ait pas été officiellement annoncé, l'accord secret a été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Bien qu'il n'ait pas été officiellement annoncé, l'accord secret a été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Bien qu'il n'ait pas été officiellement annoncé, l'accord secret a été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Un accord secret a-t-il été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Un accord secret a-t-il été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Un accord secret a-t-il été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Un accord secret a-t-il été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Un accord secret a-t-il été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Un accord secret a-t-il été conclu entre les membres du groupe des Sept à Bangkok pour aider l'URSS à faire face aux échéances de sa dette? La quotidien britannique Financial Times l'affirme, les membres du G7 démentent.

Malgré les défections de Philips et Siemens

Thomson-CSF reste confiant dans l'avenir de ses activités « composants »

L'Europe des composants électroniques est morte après le retrait du secteur du néerlandais Philips et l'annonce d'un accord entre l'allemand Siemens et l'américain IBM, a estimé, lundi 15 octobre, M. Alain Gomez, PDG du groupe Thomson. Mais ce dernier s'est déclaré relativement « serein » quant à l'avenir de SGS-Thomson, la filiale conjointe de Thomson-CSF et de la holding de l'Etat italien IRI. SGS-Thomson s'en sort « relativement bien », a-t-il estimé, compte tenu de l'état « épouvantable » du marché.

Au premier semestre 1991, elle a pourtant enregistré une perte nette de 356 millions de francs contre un résultat positif de 12 millions de francs pour les six premiers mois de 1990. En septembre, la filiale a renoué avec l'équilibre d'exploitation et devrait s'y maintenir dans les prochains mois. Pour l'y aider, a estimé M. Gomez, SGS-Thomson, dernier fabricant européen de semi-conducteurs, devrait bénéficier du soutien des grands consommateurs de composants, les industries des télécommunications, de l'informatique, de l'électronique automobile et de l'électronique grand public.

La consolidation de SGS-Thomson devrait en tout cas soulager les

comptes de sa société-mère, Thomson-CSF, qui doit, elle, compenser le recul des marchés de l'électronique militaire, en s'investissant dans l'électronique civile. Forte d'un résultat net semestriel en hausse de 5,6 % malgré sa quote-part (- 135 millions) des pertes de SGS-Thomson, Thomson-CSF a identifié huit secteurs privilégiés de développement comme le contrôle environnement, la sécurité électronique, les générateurs et chargeurs pour voiture électrique ou les technologies multimédia.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. « Il reste inférieur de 45 % à celui des allemands », a-t-elle indiqué le premier ministre. « L'objectif du gouvernement est que, à terme, consacré au moins 2,5 % de notre PIB à la recherche et développement industriel, contre 1,8 % aujourd'hui », a-t-elle précisé.

Mme Edith Cresson invite les industriels français à accentuer leur effort de recherche. Le premier ministre, Mme Edith Cresson, qui participait lundi 14 octobre au déjeuner annuel de l'Association nationale de la recherche technique, a estimé encore « insuffisant » l'effort de recherche et développement mené par les industriels français. «

ÉCONOMIE

SOCIAL

Après l'agitation dans les caisses en 1990

Négociations multiples sur le statut des agents de la Sécurité sociale

« L'avenir est incertain », a reconnu M. Hubert Maigret, président de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS), en dressant début octobre le bilan des multiples négociations engagées afin de rénover le statut des 180 000 agents de la Sécurité sociale. Six mois après l'installation du nouveau conseil d'administration paritaire de l'UCANSS, le sort des multiples chantiers ouverts à l'initiative de son président reste soumis, d'une part, à l'attitude des autorités de tutelle et, d'autre part, aux tentatives de blocage des négociations de la CGT et

de FO. Intervenant le même jour devant l'Association des journalistes de l'information sociale, le président (CNPF) de l'organisme gestionnaire du personnel des caisses a ainsi regretté l'incertitude qui prévaut encore quant à l'entrée en application d'une partie de l'accord salarial qui a été signé, le 20 juin dernier, entre l'UCANSS et les délégués CFTD, CFE-CGC, CFTC, FO-cadres (le Monde du 22 juin). « Cet accord forme un tout, et il y a du respect de la chose négociée », a affirmé M. Maigret à propos de la décision du ministre des affaires sociales de

différer l'agrément concernant la revalorisation d'ici à 1993 de la prime de vacances. En réponse à la demande du ministre, le président de l'UCANSS a donc décidé d'adresser une lettre mesurant pour 1992 le coût de cette mesure, qui revient à porter cette allocation de 0,66 à un mois de salaire en trois ans, ainsi que l'incidence financière de la réforme de la grille de classification et de la création d'une forme d'intéressement, deux des chantiers encore en négociation. Tandis que l'effet de la prime devrait, selon M. Maigret, augmenter de 2,3 % la masse salariale de la Sécurité sociale (égale à 23 milliards de francs), le surcoût lié à la mise en œuvre de la nouvelle classification a été évalué à 3 à 4 points de cette masse, sans compter le retour sur « l'efficacité collective » qui, a-t-il prévenu, « ne doit pas être un substitut de salaire ».

Autre dossier difficile en négociation, celui du régime de retraite complémentaire et de prévoyance de la Sécurité sociale, qui, compte tenu de la dégradation du rapport actifs/retraités, devrait être déficitaire à partir du printemps prochain. L'UCANSS, qui se propose d'intégrer ce régime spécial à celui, interprofessionnel, de l'AGIRC-ARRCO, ne pourra pas échapper à une revalorisation des taux de cotisation si elle veut conserver le niveau très favorable de retraite accordé aux agents.

V. D.

CORRESPONDANCE

L'URSSAF de Paris réfute les accusations de la Cour des comptes sur le recouvrement des cotisations

Dans ses éditions du samedi 14 septembre, le Monde a publié un article intitulé « La Cour des comptes met gravement en cause l'URSSAF de Paris ». M. Jacques Tillard, président de cet organisme, nous a adressé la réponse suivante.

Vous écrivez : « Au 31 décembre 1989, pour 203 milliards de francs collectés, le montant des cotisations impayées a atteint 28,5 milliards de francs, dont 6,1 milliards au titre de majorations pour paiement en retard ». Vous laissez ainsi entendre un non-recouvrement de 14,03 % pour l'année 1989. C'est un faux manifeste. Le recouvrement des cotisations de 1989 a été de 201 milliards sur 206,2 milliards, soit 97 %. Il manquait donc 5,2 milliards. 50 % seront recouverts en 1990 et 1991, le solde, hélas, beaucoup plus tard. Le rendement global de l'URSSAF est d'environ 97,5 % à la fin d'une année, 98,5 % à la fin des deux années suivantes, 98,7 % après épuisement de toutes les procédures.

Ce rendement est bien supérieur à celui de tous les services fiscaux de l'Etat, qui n'ont recouvré fin 1990 que 90 % de l'impôt sur le

revenu et 88 % des impôts locaux. La description du traitement des chèques est exacte et la Cour des comptes ne la critique pas, bien au contraire. Elle écrit : « L'URSSAF a réalisé un circuit performant pour encaisser les titres de paiement (...) dans les délais les plus courts et permettre à la Sécurité sociale de disposer rapidement des fonds versés ». Certes, elle regrette que les textes ne soient pas respectés. Ce faisant, ne demande-t-elle pas finalement la modification des textes pour rendre possible légalement le dynamisme de l'URSSAF ?

[Les remarques de M. Tillard appellent plusieurs autres précisions. Les 28,5 milliards de cotisations impayées existaient bel et bien dans le rapport de la Cour des comptes. Mais, heureusement, ce n'est pas la seule année 1989 — comme l'article pourrait le laisser croire — mais un bilan sur les quelques années couvertes par la prescription. Nous saluons d'autre part à M. Tillard la responsabilité des pourcentages qu'il cite sur la capacité de recouvrement de l'URSSAF. La Cour estime en contrepartie que ces quatre derniers exercices « les cotisations ont progressé de 37,9 % alors que les cotisations excédentaires s'élevaient que de 21,1 % », soit un rendement supérieur des cotisations de 16,8 %.

Le Nobel d'économie au Britannique Ronald Coase

Le prix Nobel d'économie a été attribué, mardi 15 octobre à Stockholm au professeur britannique, M. Ronald Coase, de l'Université de Chicago (Etats-Unis). L'Académie Nobel lui a attribué le prix pour ses travaux qui ont « servi à l'élucidation de l'importance des faits de transaction et des droits de propriété pour la structure institutionnelle et le fonctionnement de l'économie ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
SAPAR

Obligations P1C - 0,05 octobre 1990

Les intérêts courus du 29 octobre au 28 octobre 1991 seront payables à partir du 29 octobre 1991 à 408,49 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 60,82 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 12,56 francs, faisant ressortir un net de 332,11 francs.

SAPAR juillet 1991 (tranche A)

à versement trimestriel fixe de capital et d'intérêt

Les intérêts courus du 5 août au 1^{er} novembre 1991 seront payables à partir du 2 novembre 1991 à 122,51 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 2,59 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,53 francs, faisant ressortir un net de 14,17 francs.

Le montant du versement trimestriel fixe est de 190,00 francs dont 17,29 francs de part d'intérêt et 172,71 francs de part d'amortissement.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le net à verser sera de 186,88 francs.

SAPAR FINANCE

Obligations P3R - 0,10 octobre 1989

Les intérêts courus du 13 août au 12 novembre 1991 seront payables à partir du 13 novembre 1991 à 218,33 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,37 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,78 francs, faisant ressortir un net de 100,18 francs.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE

TMOR octobre 1988

Les intérêts courus du 20 octobre 1990 au 19 octobre 1991 seront payables à partir du 20 octobre 1991 à 393,42 francs par titre de 5 000 francs (montant brut : 437,14 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 21,83 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,54 francs, faisant ressortir un net de 358,05 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

14,20 % octobre 1983

Les intérêts courus du 16 novembre 1990 au 15 novembre 1991 seront payables à partir du 16 novembre 1991 à 639,00 francs par titre de 5 000 francs (montant brut : 710,00 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 35,46 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 22,01 francs, faisant ressortir un net de 381,53 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

TRA octobre 1983

Les intérêts courus du 16 novembre 1990 au 15 novembre 1991 seront payables à partir du 16 novembre 1991 à 474,75 francs par titre de 5 000 francs (montant brut : 527,50 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 26,34 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,34 francs, faisant ressortir un net de 432,07 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

9,20 % 1989

Les intérêts courus du 27 novembre 1990 au 26 novembre 1991, seront payables à partir du 27 novembre 1991 à 460,00 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 69,00 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,26 francs, faisant ressortir un net de 376,74 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 123 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE

16,30 % octobre 1982

Les intérêts courus du 8 novembre 1990 au 7 novembre 1991 seront payables à partir du 8 novembre 1991 à 733,50 francs par titre de 5 000 francs (montant brut : 815,00 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 40,70 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 25,26 francs, faisant ressortir un net de 667,54 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 123 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

TAM - 0,20 octobre 1987/96 (tranche B)

Les intérêts courus du 25 octobre 1990 au 24 octobre 1991 seront payables à partir du 25 octobre 1991 à 494,88 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,23 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,32 francs, faisant ressortir un net de 405,33 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

TAM - 0,15 octobre 1987/97 (tranche D)

Les intérêts courus du 31 octobre 1990 au 30 octobre 1991 seront payables à partir du 31 octobre 1991 à 497,38 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,60 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,41 francs, faisant ressortir un net de 407,37 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

12,50 % 1984

Les intérêts courus du 5 novembre 1990 au 4 novembre 1991 seront payables à partir du 5 novembre 1991 à 562,50 francs par titre de 5 000 francs (montant brut : 625,00 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 31,21 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 19,37 francs, faisant ressortir un net de 511,92 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

TMOR octobre 1984

Les intérêts courus du 5 novembre 1990 au 4 novembre 1991 seront payables à partir du 5 novembre 1991 à 393,42 francs par titre de 5 000 francs (montant brut : 437,14 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 21,83 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,54 francs, faisant ressortir un net de 358,05 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 123 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Le Monde (Paris)
PHILATELISTES
Official de la philatélie

OCTOBRE 1991

NUMERO SPÉCIAL

Quarantième anniversaire du Monde des philatélistes

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vte s/sais, pal. just. Créteil (94) jeudi 31 octobre 1991 à 19 h 30.
APP. à SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94100)
76, av. du Bac et 47-49, av. des Piliers - Esc. 1 - au 4^e étage droite - 4 pces pces et service - UNE CAVES - M. à P. : 50 000 F

S'adr. M^{re} Th. Maglo avocat à Créteil (94000) - 4, allée de la Toison-d'Or - Tél. : 49-80-81-85 - Vis. s/p. le 28/10/91 de 14 h 30 à 15 h 30.

Vte s/sais, pal. just. Paris lundi 28 octobre 1991 à 14 heures.
IMMEUBLE à SAINT-OUEN (93400)
30, rue des Rosiers - Cote 1 are - consistant en un bâtiment élevé sur sous-sol à usage de caves d'un rez-de-cha. et de quatre étages comblés perdus au-dessus hangar à usage de remise couvert en tuile au fond du terrain - séparé du bâtiment principal pour une cour.

M. à P. : 500 000 F S'adr. M^{re} A. Fabre avocat à Paris 7^e 44, rue de Lille - Tél. : 42-61-15-96. (le matin de 9 h à 12 h).

Vente après liquidation de biens au palais de justice de Paris le jeudi 31 octobre 1991 à 14 h 30, en un seul lot

Dans un ensemble immobilier sis à
PARIS 12^e - 233, rue de Charenton
au rez-de-chaussée

ENTREPOSIT d'une surf. de 127 m² env.
Mise à prix de : 200 000 F

S'adr. à M^{re} Thérèse BURK, avocat à Paris (17) 42, rue Ampère. Tél. : 46-23-26-15 - M^{re} Yannick PAVEC, syndic à Paris 1^{er}, 7, rue de Turbigo - Tél. : 40-26-86-07, et sur place pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de NANTERRE le jeudi 31 octobre 1991 à 14 h, en un seul lot

PAVILLON D'HABITATION
27, rue Blanchard et 3, rue des Pierrettes à CHATILLON (Hauts-de-Seine)

Mise à Prix : 850 000 F

S'adresser pour tous renseignements à M^{re} Alain NICOLAS, avocat à la cour, 11 ter, avenue Joffre (92) LA-GARENNE-COLOMBES - M^{re} J. CHARPENTIER-OLTRAMARE, avocat à la cour, 3, rue Danton à Paris-6^e - Tél. : 43-25-55-12.

Vente après liquidation de biens au palais de justice de Paris, le jeudi 31 octobre 1991 à 14 h, en un seul lot

Dans un immeuble sis à
MONTREUIL (93) - 134, rue St-Denis
13, avenue du Docteur-Fernand-Lamaze et 1 à 41, rue de la Dhuis

APPARTEMENT au 1^{er} étage
comp. : entrée, cuis., s.d., salon, 2 ch. salle de bains, w.-c. Cave au s/s sol

Mise à prix de : 375 000 F

S'adr. à M^{re} Thérèse BURK, avocat à Paris (17) 42, rue Ampère. Tél. : 46-23-26-15 - M^{re} Yannick PAVEC, syndic à Paris 1^{er}, 7, rue de Turbigo - Tél. : 40-26-86-07, et sur place pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de NANTERRE le jeudi 31 octobre 1991 à 14 h, en un seul lot

APPARTEMENT de 5 P. Pales
4, rue Alfred-de-Musset à MEUDON-la-FORÊT (Hts-de-Seine)

comp. s.d., 4 ch., cuis., bains, w.-c., salle d'eau, éch. logg., d'ég. et rang. Mise à prix : 500 000 F

S'adresser pour renseignements à M^{re} François MOCCAFICO, avocat de la SCP CONSTENSOUX-MOCCAFICO, avocat à Paris 7^e, 4, av. Sully-Fruchette - Tél. : 44-18-00-18 et à M^{re} WISLIN, avocat à Neuilly, 7, av. de Madrid - Ts avocats près le tribunal de gré inst. de Nanterre.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de NANTERRE le jeudi 31 octobre 1991 à 14 h, en un seul lot

BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
48-50, rue du Chemin-Vert

APPARTEMENT de 3 p.pales, 5^e étage
comp. : chûr, séjour avec balcon, d'ég. desservant 2 chambres, débarras, w.-c., bains, cuisine avec éch. logg., buanderie - (cave au sous-sol).

Mise à prix : 150 000 F

S'adr. à M^{re} Catherine DENNERY-HALPHEN, avocat à Boulogne, 12, rue de Paris - Tél. : 46-05-36-94 - à M^{re} Thérèse BURK, avocat à Paris (17) 42, rue Ampère - Tél. : 46-23-26-15

et sur place pour visiter le samedi 26 octobre 1991 entre 10 h et 11 h.

Vente après liquidation de biens au palais de justice de NANTERRE le jeudi 31 octobre 1991 à 14 h, en un seul lot

TERRAIN sis à ALIZAY (Eure)
L'édifice « Le Grand Parc » sur lequel sont édifiés des bâtiments préfabriqués comprenant BUREAUX, ATELIERS, RÉFECTOIRE (Les biens sont occupés)

Mise à Prix : 2 000 000 de F

S'adresser pour renseignements à M^{re} WISLIN, avocat à Neuilly s/Seine (92200), 7, av. de Madrid - M^{re} Gustave JOHANET, ancien avocat, associé de la SCP NEVEU SUDAKA & Associés, 43, av. Hoche, Paris 8^e - Tél. : 47-66-03-40 (poste 416) - M^{re} Didier SEGARD, administr. jud., place de l'Hôtel-de-Ville Nanterre - Et plus de détails, sur les biens à vendre s'ad. au greffe du TGI de Nanterre où le cah. des ch. est déposé - Pvisiter s'il vous plaît les 24 et 29 octobre 1991 de 14 à 15 h.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Après leur entretien avec M^{me} Cresson
Les syndicats CFTD, CFTC, CGC et FEN se rencontreront jeudi 17 octobre

Les dirigeants des confédérations CFTD, CFTC, CGC et FEN se rencontreront jeudi 17 octobre afin d'envisager les suites qu'ils «entendent donner à leur rencontre du 11 octobre avec le premier ministre», M^{me} Edith Cresson. (Le Monde) Cette entrevue aura lieu au lendemain de la deuxième réunion de négociation salariale dans la fonction publique. D'autre part, la CFE-CGC et Force ouvrière devaient, malgré leurs désaccords, se rencontrer mardi 15 octobre. Dans un premier temps, la confédération des cadres avait annulé ce rendez-vous à la suite des critiques formulées par FO, qui n'a pas participé à la rencontre avec le premier ministre et appelle à une journée de grève générale interprofessionnelle le 24 octobre. Seule la CGT s'est ralliée à cette initiative.

Appel à la grève générale en Nouvelle-Calédonie. — Pour la première fois depuis 1978, un appel à la grève générale a été lancé pour le mercredi 16 octobre en Nouvelle-Calédonie, par une intersyndicale regroupant Force ouvrière, la Fédération des fonctionnaires et la CFE-CGC. Quatre thèmes seront à l'ordre du jour de la manifestation prévue à Nouméa et organisée à la veille de la réunion, à Paris, du comité de suivi des accords de Matignon: l'emploi, les salaires, la protection sociale et les retraites.

Le Monde • PUBLICITÉ FINANCIÈRE • 04-62-73-67

L'aggravation du déficit budgétaire

Suite de la première page

1) Le plan emploi qui sera présenté mercredi 16 octobre au conseil des ministres représente une dépense budgétaire de 7,5 milliards de francs sur deux ans: 3,5 milliards en 1992 (exonération des charges sociales pour l'embauche de jeunes non qualifiés) et 4 milliards en 1993 (réduction d'impôt sur le revenu pour les emplois de proximité).

2) Les dépenses supplémentaires entrainées par les mesures prises en faveur du logement représentent 150 millions de francs de crédits de paiement, qui vont être inscrits dans le projet de budget pour 1992. Le chiffre de 300 millions qui a été avancé concerne en fait des autorisations de programmes (AP), c'est-à-dire des engagements de dépenses sur les prochaines années et non des paiements effectifs. Ces crédits seront utilisés d'une part pour financer cinq mille PLA supplémentaires (prêts locaux aidés), qui s'ajouteront aux 75 000 inscrits dans le projet de loi de finances pour 1992; d'autre part pour augmenter de cinq mille les prêts d'accession à la propriété (PAP), moins coûteux pour le budget que les PLA. Avenant d'un nouveau n'est en revanche inscrit à ce titre au budget de 1991.

Le projet de loi de finances pour 1992 prévoyait que «dans l'hypothèse où d'autres recettes de cessions seraient réalisées en 1992, celles-ci seraient affectées par priorité au financement des dotations en capital en remplacement des crédits inscrits au budget général». Ce qui va se passer est devenu clair depuis que le principe de privatisations partielles est officiellement admis: le produit des cessions d'actifs d'entreprises publiques — qui pourrait atteindre entre 5 et 10 milliards de francs l'année prochaine — viendrait se substituer aux 3,3 milliards de francs déjà prévus dans le budget pour les dotations en capital, libérant cette somme pour le plan emploi.

Les mesures proposées par

M^{me} Martine Aubry en faveur des jeunes non qualifiés et des emplois de proximité ne représentent donc pas un allègement des charges budgétaires. De plus, l'Etat, par la présentation d'un tel plan de financement des dotations en capital des entreprises publiques, peut rassurer les partisans d'une gestion budgétaire orthodoxe en démontrant qu'il consacrera le produit des privatisations partielles au renforcement du tissu industriel public et non à des dépenses ordinaires de lutte contre le chômage.

3) Les crédits supplémentaires accordés à l'agriculture sont plus importants. Ils concernent des dégrèvements d'impôts, des allègements de cotisations sociales et des primes. La loi de finances pour 1991 votée à la fin de l'année dernière avait prévu un dégrèvement de 45 % des parts départementales et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties dues au titre des prés et herbages, entraînant un manque à gagner pour le budget de 300 millions de francs. Ce dégrèvement est porté à 70 % pour 1991, ce qui représente une dépense supplémentaire pour l'Etat — qui supporte intégralement le coût de la mesure — de 170 millions de francs. Cette réduction d'impôt est reconduite pour 1992, alors que le projet de budget de l'année prochaine n'avait rien prévu à ce titre: il en coûtera donc 470 millions que l'Etat devra financer en 1992.

Les allègements de cotisations sociales décidés pour les éleveurs les plus touchés par la crise représentent une dépense d'environ 500 millions de francs, que le BAPSA (budget annexe des prestations sociales agricoles) prendra à sa charge. Dans la mesure où les cotisations des agriculteurs n'apportent au BAPSA que 20 % de ses disponibilités, l'Etat fournissant le reste (soit 80 %), l'allègement de 500 millions de francs des cotisations sociales représente une charge supplémentaire de 400 millions pour le budget.

Autre mesure: la prime «à la vache allaitante», payée conjointement par l'Etat et la CEE aux éleveurs qui utilisent le lait pour nourrir des vaches, va être augmentée. Une proposition de Bruxelles

est attendue. Le coût de la mesure pour le budget français pourrait être de 260 millions en 1991 et de 520 millions en 1992.

Au total 1,6 milliard de francs de dépenses supplémentaires pour les agriculteurs sur les deux années: 830 millions sur le budget de 1991, 730 millions sur le budget de 1992. La dérive est la sensiblement plus forte que pour le logement.

4) Une rallonge budgétaire de 150 millions va bénéficier à l'aménagement du territoire. 5) Le maintien partiel du REI (remboursement pour embauche et investissement) pourrait coûter cher à l'Etat. Par ce mécanisme qu'il avait prévu de supprimer en grande partie l'année prochaine, le gouvernement verse une compensation aux communes pour les dédommager de la réduction de taxe professionnelle consentie aux entreprises qui voient leur TP augmenter à la suite d'une embauche ou d'un investissement.

L'économie budgétaire qui avait été prévue à ce titre atteignait 4,2 milliards de francs. Elle risque d'être bien inférieure, étant très vivement remise en question par les députés de l'opposition comme par ceux de la majorité, qui voient à un mauvais œil un tel soutien aux collectivités locales alors que l'Etat justifie cette mesure par la progression trop rapide de ses encours: + 6 % prévus en 1992 par rapport à cette année, + 16,5 % en francs constants sur la période 1988-1992.

Quoi qu'il en soit, les charges budgétaires risquent fort de se voir alourdir de 1 milliard de francs en 1992, peut-être davantage.

6) La proposition faite par le gouvernement d'une augmentation générale de 6 % des salaires de la fonction publique dans le budget de l'Etat. Les pouvoirs publics n'ont en effet pas «provisoirement» une telle hausse dans le budget de 1992, ni même peut-être dans le budget de 1991, qui aura à supporter l'augmentation de 1,5 % proposée pour le début de novembre. Il pourrait en coûter en plus 2,5 milliards de francs l'année prochaine et probablement 700 millions des cette année, ces mesures générales calculées en niveau s'ajoutant aux diverses augmentations catégorielles déjà accordées.

Un soutien de l'activité économique

Au total, la dérive budgétaire n'apparaît pas trop inquiétante dans la mesure où le plan emploi — fort coûteux — sera indirectement mais bien réellement financé par des privatisations partielles. Encore celles-ci risquent-elles, pour s'effectuer dans de bonnes conditions, de se faire un peu attendre.

Les autres mesures, de soutien (logement, agriculture, aménagement du territoire) ou de décharge fiscale (taxe professionnelle), représentent moins de 1 milliard de francs supplémentaire en 1991 mais probablement plus de 2 milliards dans le budget de 1992. C'est beaucoup. Encore ces calculs ne prennent-ils pas en compte le supplément de charges que représentent les propositions salariales faites à la fonction publique par M. Jean-Pierre Soisson.

Il y a un an, le déficit budgétaire pour 1991 avait été fixé à 80,7 milliards de francs. Il risque de dépasser sensiblement les 100 milliards. Pour l'année prochaine, le déficit prévu dans le projet de loi de finances que va examiner le Parlement est de 89,6 milliards de francs. Bien entendu, nous n'en prenons pas le chemin.

Un certain soutien de l'activité économique est peut-être à ce prix. Encore faudrait-il ne pas aller trop loin, la limite à ne pas dépasser étant le moment où les marchés des changes nous empêcheront — en discutant le franc — de réduire nos taux d'intérêt.

ALAIN VERNHOLLES

AGRICULTURE

Réunis du 9 au 13 octobre à Orange

Les Jeunes Agriculteurs européens sont à la recherche d'un programme commun

Réunis par le Conseil européen des jeunes agriculteurs (CEJA) à Orange (Vaucluse) et accueillis par la CNJA, les agriculteurs de différents pays de la Communauté ont débattu du 9 au 13 octobre sur le thème: «Restructurer l'agriculture européenne». Alors que se prépare à Bruxelles la réforme de la politique agricole commune, les différences de situation et de production peuvent être, estiment les syndicalistes, une menace mortelle pour tous.

ORANGE

de notre envoyé spécial

Les carcasses anglaises dérivées au gazole par les manifestants bourgeois ou ébrouées, les vins italiens répandus dans les niveaux languedociens, les détournements de trafic hollandais et belges, les animaux est-européens frauduleusement naturalisés CEE par les oégoiciens allemands... L'Europe agricole semble vouée à la fraude et aux affrontements. Les jeunes agriculteurs réunis à Orange du 9 au 13 octobre souhaitent une autre Europe.

Les douze pays de la Communauté étaient représentés à cette rencontre par dix-neuf délégations. «Chaque pays a tendance à penser que tout va bien chez les autres à ses dépens. Ce n'est pas vrai», il est donc urgent de «parler d'une seule voix», suffisamment forte pour «être écoutée et reprise par les instances politiques et administratives de la Communauté», ont jugé les participants.

Les contradictions ne sont pas seulement dans les têtes. Entre les «agri-managers» néerlandais ou britanniques, qui ne représentent guère plus de 2 % de la population active de leur pays, et les paysans grecs accrochés à leurs flancs de montagne, qui assurent encore 27 % de l'emploi total chez eux, il y a une infinie diversité de situations. La diversité est tout aussi forte dans les fiscalités, le droit rural, les régimes de succession. «L'agriculteur européen, dit un congressiste italien, c'est comme si l'on mettait une voiture de formule 1 et un coursier cycliste sur la même ligne de départ en disant: «Que le meilleur gagne».

Le revenu moyen d'un jeune agriculteur hollandais est double de celui d'un Anglais, triple de celui d'un Français ou d'un Allemand, cinq fois supérieur à celui d'un Ibérique ou d'un Grec. Le capital d'exploitation d'un Néerlandais est dix-huit fois plus élevé que dans certaines zones d'Europe du Sud.

Le pari du CEJA est de mettre au jour, dans cette Babel agricole, des intérêts et des perspectives communs. Pour y parvenir, il a demandé à la direction générale de l'agriculture de la CEE une étude globale. Cette étude, confiée à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), a porté sur «la restructuration de l'agriculture, la transmission des exploi-

tions et l'installation des agriculteurs dans la Communauté européenne».

Première réalité: dans toute l'Europe, la population agricole est âgée. Cinquante à soixante pour cent des chefs d'exploitation y ont plus de cinquante ans. Deuxièmement, dans plus de la moitié des cas, la succession n'est pas assurée. Troisièmement, les écarts continuent à se creuser entre zones riches et zones défavorisées, entre le désert rural et l'apogée des villes.

Les organisations syndicales réunies à Orange sont d'accord pour estimer que les grands problèmes contemporains — la gestion de l'environnement et de l'espace, la lutte contre la désagrégation et les maux du corps social, la maîtrise des équilibres économiques et des productions — trouvent dans une agriculture à responsabilité individuelle une alternative: rationnelle et économique («moderne»), résistante aux crises, aux effets de la concentration agro-industrielle.

Se faire entendre

Le problème pour le CEJA est de faire entendre ce point de vue à la Commission de Bruxelles dont il a été dit et répété à Orange qu'elle travaille en vase clos sans vouloir admettre qu'il serait peut-être utile pour elle de mieux écouter le point de vue du monde paysan. Ensuite, d'avancer des propositions qui s'imposent par leur cohérence européenne. Selon M. Giuseppe Falco, éleveur dans la région napolitaine et président du CEJA, «la CEE ne consacre que 0,25 % du budget communautaire à l'installation des jeunes agriculteurs; et 36 % de cette même proportion sont consommés par la France», qui est le pays qui a la volonté la plus ancienne et la plus constante de renouvellement des générations agricoles. Outre la maîtrise de cette ligne budgétaire, la délégation espagnole a déploré que «les fonds structurels européens aillent toujours aux plus riches. Ce sont toujours les pays du Nord qui ont les gros morceaux du gâteau communautaire».

Selon M^{me} Marie-Pierre Brunet, vice-présidente du CNJA: «Il est indispensable de penser ensemble l'avenir de l'agriculture et celui de l'environnement dans une véritable programmation de l'espace». Conclusion: «Les jeunes agriculteurs européens considèrent que la politique d'installation devra, à l'avenir, outre les conditions de viabilité économique des entreprises, poursuivre un objectif d'occupation de l'espace et d'aménagement du territoire. Des actions souples et adaptées devront être entreprises pour assurer des installations et un développement des exploitations agricoles sur l'ensemble du territoire européen».

GEORGES CHATAIN

L'agitation paysanne continue

Les manifestations de mécontentement ont continué lundi 14 et mardi 15 octobre dans les campagnes françaises: à la mi-journée, lundi, une cinquantaine de producteurs de foie gras ont intercepté à Montfort-en-Chalosse (Landes) un camion transportant 2,5 tonnes de foies de canards bulgares. Le chargement du véhicule — qui a fait l'objet d'un contrôle vétérinaire à la demande des

manifestants — était destiné à un conservateur de Saint-Sever.

En Corrèze, à Brive, les gendarmes mobiles sont intervenus dans la nuit de lundi à mardi pour disperser quelque trois cents agriculteurs qui campaient devant la sous-préfecture, dont ils avaient incendié le jardin, provoquant l'intervention des pompiers. Blessé à la jambe par une grenade lors d'un bref affrontement avec les forces de l'ordre, un manifestant a dû être hospitalisé. Le sous-préfet a rencontré les responsables syndicaux, une demi-heure plus tard. Auparavant, une trentaine de camions frigorifiques avaient été contrôlés sur la RN 20, à une vingtaine de kilomètres de Brive, mais aucun ne transportait de viande importée.

En Savoie, l'accès à la préfecture de Chambéry a commencé d'être muré mardi matin par un groupe d'éleveurs (une centaine selon les syndicats, une cinquantaine selon la police). Les manifestants ont d'abord voulu réveiller le préfet au son des cloches de vaches avant de demander à le rencontrer, ce qu'il a refusé. Après avoir incendié des pneus, des madriers et des broussailles — provoquant aussi l'intervention des pompiers — les manifestants ont quitté les lieux vers 5 h 30, délogés par une vingtaine de policiers, sans violence, affirment ceux-ci.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE DES GRANDS MOULINS DE PANTIN

Comptes semestriels

Avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs au 30 juin 1991, contre 1,3 milliard de francs au 30 juin 1990, le GROUPE DES GRANDS MOULINS DE PANTIN réalise un résultat net avant impôt et participation de 38 millions de francs (après consolidation à hauteur de 7 millions de francs de MATERIES CHEVALLER MARTIN), contre 9 millions de francs au 30 juin 1990. L'analyse des résultats par activité industrielle confirme une amélioration générale.

MEUNERIE:

S.A. GRANDS MOULINS DE PANTIN

Le chiffre d'affaires de 436 millions de francs au 1^{er} semestre 1991 (contre 420 millions de francs au 1^{er} semestre 1990) dégage un résultat net avant impôt et participation de 15,5 millions de francs contre 7,9 millions de francs pour le premier semestre 1990.

S.A. GRANDS MOULINS DE CORBEIL

Le chiffre d'affaires s'élève à 460 millions de francs pour le 1^{er} semestre 1991 (contre 396 millions de francs au 1^{er} semestre 1990) et le résultat net avant impôt et participation à 6,8 millions de francs contre 3,4 millions de francs au 1^{er} semestre 1990.

MATERIE:

Le chiffre d'affaires consolidé des MATERIES FRANCO-BELGES au 30 juin 1991 s'élève à 567 millions de francs pour un résultat net avant impôt et participation de 12,5 millions. Ce résultat était déficitaire de 1,3 million de francs à la fin du premier semestre 1990.

Après la prise de contrôle majoritaire dans le capital de la société MATERIES CHEVALLER MARTIN (mars 1991), le GROUPE DES GRANDS MOULINS DE PANTIN dispose d'une capacité de production de 360.000 tonnes de maïs. L'amélioration de la situation constatée au cours du présent exercice, devrait se poursuivre et se consolider en 1992.

RÉSULTATS SEMESTRIELS 1991

Avec 6,3 milliards de francs le chiffre d'affaires du premier semestre 1991 marque une augmentation de 66% par rapport à celui du premier semestre 1990. Cette augmentation, est pour l'essentiel imputable à la facturation d'une tranche nucléaire 1300 MW en France au premier trimestre 91 alors que le premier semestre 1990 ne comprenait aucune livraison de chaudière nucléaire.

Le bénéfice net part du Groupe s'élève pour le premier semestre 1991 à 416 millions de francs contre 314 millions pour la même période de 1990, soit une hausse de 32,5%.

CHIFFRES-CLÉS CONSOLIDÉS			
	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990	Exercice 1990
I - CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE			
Chiffre d'affaires total hors taxes (en millions de francs)	6274	3760	13971
II - RÉSULTATS DU GROUPE			
Résultat net - part du Groupe	+416	+314	+984
(en millions de francs)			
En % par rapport au chiffre d'affaires	6,6%	8,3%	7,2%

GRUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers des restaurants, dont LE CRILLON à Paris, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filon naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

NUMÉRO SPÉCIAL

cinquantième anniversaire

Revue des philatélistes

PARIS

36-15

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

COMMUNICATION

Le marché international des programmes audiovisuels

L'Amérique a besoin des autres

Les programmes audiovisuels coûtent de plus en plus cher. Pour les financer, les tours de table s'internationalisent. Pour les rentabiliser, la diffusion doit être mondiale, ou presque. Des solutions nationales à des problèmes internationaux sont-elles encore possibles? Pas si sûr.

CANNES

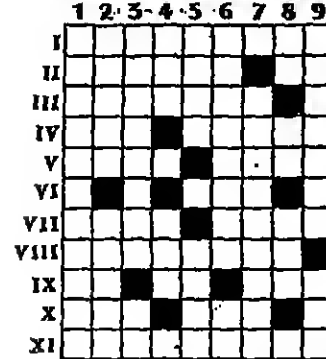
de notre envoyé spécial

Vus du MIPCOM (Marché international des films et des programmes pour la télévision, la vidéo, le câble et le satellite), les débats franco-français sur les «quotas» de production ou de diffusion, la seconde coupe publicitaire ou l'autorisation de nouveaux secteurs économiques à la publicité télévisée ont quelque chose de générique daté. Quand tous les maillons de l'image télévisuelle se réunissent sur un marché commun, comme ce fut le cas à Cannes, du 10 au 14 octobre, l'évidence est là : les problèmes de la culture, de l'information ou de la distinction de masse ne peuvent plus être débattus dans un strict cadre hexagonal.

Après l'agrosilviculture, l'industrie lourde et les marchés financiers, l'audiovisuel s'est aujourd'hui largement internationalisé. Certes, les ventes de programmes de pays à pays ne représentent pas un phénomène nouveau. Depuis des lustres, les États-Unis dévalent au monde le message du rock, du jeu et de «Dinasty». La vraie nouveauté est que pour produire le même message, les producteurs américains ont besoin de l'argent des diffuseurs européens et asiatiques. Non seulement le financement d'une fiction nécessite un tour de table plus large, mais il ne peut plus être amené sur le seul territoire américain. Ce qui était déjà vrai pour le cinéma le devient pour la télévision.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5629



HORIZONTALEMENT

- I. Endroit où peut se trouver le « paradis ».
- II. Aide quelqu'un à s'en « sortir ». Complicite le tchèque.
- III. Se mettent à l'ouvrage.
- IV. Arrive à nos oreilles. Fait l'ouverture.
- V. Échappe à certaines attaques. Petit entêté.
- VI. Freppe le bûle au bien le pierre.
- VII. Prend le main. Donne des images.
- VIII. Courts effets.
- IX. Interjection. Dirige des mines. Anima des beesins.
- X. Ont de bonnes « situations ». Travillaient de ses mains.
- XI. Variété de moult.

VERTICALEMENT

1. Fait échouer un avancement.
2. Est dans les étoiles. C'est un coup à prendre.
3. Susceptible d'être les regards. Qui peut être dit et redit.
4. Terre de Douglas. Cause de nombreuses chutes.
5. Héros. Quantité non négligeable.
6. Source de départs. Progresse lentement.
7. Interdit le maquillage.
8. Marche à quatre pattes. Drame qui se répète. Eloigne de la réalité.
9. De quel faire son chemin. Fait brunir des peaux.

Solution du problème n° 5628

Horizontalement

- I. Prêtres.
- II. Semainier.
- III. Epi. Rides.
- IV. Uretère.
- V. Dito. Aa.
- VI. Ostie. Une.
- VII. Neel. Ur.
- VIII. Eider.
- IX. Misérables.
- X. El. Russie.
- XI. Sensés. Ars.

Verticalement

1. Pseudonymes.
2. Reprise.
- III. Epi. Rides.
4. To. Toilers.
5. Eire. Drue.
6. Unire.
7. Rides. Ruse.
8. Sée. Nu. Sir.
9. Raversées.

GUY BROUTY

Quant au métier de producteur, il s'est lui aussi «globalisé». Seul à se spécialiser sur des créneaux très pointus, un producteur travaille aujourd'hui indifféremment pour la télévision, le cinéma, quand ce n'est pas l'édition de livres ou la commercialisation de produits dérivés (merchandising). A priori, pourtant, une chaîne de télévision, sur un marché donné, affronte toujours le même problème : trouver le programme qui va fidéliser l'audience et déclencher l'offre des annonceurs. C'est grâce à «Dallas» que M. Silvio Berlusconi a pu, en Italie, tailler des coupures à la RAI au début des années 80. La RAI avait acquis les treize premiers épisodes de ce feuilleton, mais n'avait pas donné suite. C'est en raflant les soixante-quatre épisodes suivants que M. Berlusconi a drainé des centaines de milliers de téléspectateurs et fait la culture sur le marché publicitaire.

A l'orée des années 90, trouver «le» bon programme pour damer le pion à la concurrence se situe dans un contexte entièrement différent. Aux États-Unis, les grandes chaînes voient leur audience s'effriter et se segmenter au fur et à mesure de l'émergence d'industries nouvelles comme la vidéo, les programmes câblés, sans parler des réseaux satellites qui déversent les images en plus par-dessus les frontières. Rien qu'à l'Antenne 2, j'ai pu lire *soixante interlocuteurs*, explique le patron de Worldview International Network, une société de distribution de programmes américains. En Europe ou en Asie, la détermination du paysage audiovisuel n'a pas encore fait sentir tous ses effets. Mais la même fragmentation est à l'œuvre.

Dans ce contexte de profusion, les recettes publicitaires se sont réduites. Depuis la guerre du Golfe, il y a donc définitivement un niveau mondial. Une pénurie financière qui n'est pourtant que la partie émergée de l'iceberg. Les chaînes sont prises en tenaille entre la baisse de leurs ressources publicitaires et l'envoie des coûts des programmes. Financer une fiction de qualité, payer (cher) des acteurs de renom, prendre du temps pour optimiser chaque minute coûteuse, tout cela oblige les producteurs comme les diffuseurs à trouver des solutions financières au niveau européen, voire mondial.

Les grands studios d'Hollywood ont beau réaffirmer chaque année leur suprématie sur le marché mondial des programmes, leurs séries ne s'amortissent plus aussi facilement qu'autrefois sur le seul marché américain. L'Europe et depuis peu l'Asie représentent des réservoirs de recettes et de coproductions qui ne sont plus à dédaigner. Cette obligation de financement transatlantique, ne peut que s'accroître avec le temps. M. Jean Dondelinger, commissaire européen à l'audiovisuel, a été très clair lors de sa prestation au MIPCOM : «sans la haute définition opérationnelle, le coût des marchés et des productions en sera racheté, et dans des proportions encore impossibles à chiffrer».

Produire plus, tenir compte de coûts croissants et amortir chaque produit sur un plus grand nombre de diffuseurs pose l'industrie de la production audiovisuelle à une restructuration au plan mondial. Il est encore trop tôt pour savoir qui va dominer le marché de la production de programmes. Alors que la puissance de production américaine reste intacte, japonais et européens sont entrés dans une course à la taille critique. Universal et Columbia, deux grands studios d'Hollywood, grands producteurs de programmes de télévision, sont déjà passés dans les mains des deux géants japonais,

Matsumita et Sony. Time Warner a entrecroisé son capital à Toshiba. En Europe, Fininvest de Berlusconi, nu Revenant, contrôlé par le groupe Cora-Revilan, place leurs pions sur le continent et aux États-Unis et tentent d'occuper quelques positions stratégiques dans la production ou la distribution de programmes. Quant aux producteurs indépendants, ils déploient des trésors d'énergie pour conserver leur place au soleil. Ludi Boeken, PDG de Bebo, a ainsi mis au point une structure de production décentralisée sur plusieurs pays : en France, aux Pays-Bas, en Israël, aux États-Unis, en RFA, chaque maison du groupe développe une activité autonome et locale.

Tout se téléscopie

Mais quand il s'agit de projets d'européisme (actuellement un long métrage intitulé *Les Portes de Héraclès* est en cours de préparation), toutes les filiales se mobilisent pour banaliser financièrement le projet. M. Yves Jeanneney, producteur au sein de Les Films d'ici, société spécialisée dans les documentaires, constate une accélération du cofinancement. «Auparavant, une vente réussie pouvait signifier une prévente l'année suivante et le succès d'une coproduction deux ans plus tard. Aujourd'hui tout se téléscopie». Des liens de confiance noués avec deux chaînes câblées aux États-Unis, avec la magazine *National Geographic* et quelques autres partenaires européens permettent de boucler plus rapidement des tours de table financiers.

M. Gilbert de Turenne, directeur des programmes de Revcom, américains et canadiens qui elle a associé au MIPCOM pour le financement d'une fiction consacrée au général Noriega ou d'un documentaire-enquête sur le canon géant de Saddam Hussein. «La majorité de notre production s'effectue à partir de préventes de fictions ou de documentaires. Le bénéfice vient ensuite sur les ventes du produit fini à des diffuseurs internationaux». Malgré les besoins pressants d'argent, toutes les nouvelles, tous les produits se trouvent pas preneur. Question de culture. Si le californien Salvan International a produit avec TF1 une série de dessins animés qui a chuté chez Carac pour héros, rien ne dit que le produit sera exploitable ensuite à grande échelle sur le marché américain. La prise en compte de problèmes politiques locaux peut en revanche amener les Américains à cofinancer des produits typiquement nationaux en Europe.

Mais, parce que des pans entiers de la culture américaine ont été intégrés par la plupart des pays développés et même sous-développés, les «euro-productions» ont une chance de continuer à dominer encore longtemps le marché mondial des programmes. M. Ludi Boeken, PDG de Bebo, estime d'ailleurs qu'«excepté les productions américaines, les produits à vocation internationale sont rares. Un film sur Vincent Van Gogh est un produit authentiquement international à cause de la renommée du peintre. Mais la Fracture du myocarde, produit typiquement français, a néanmoins trouvé preneur dans trente-six pays. Seule l'indépendance culturelle paye. Les «euro-productions» ne marchent généralement pas», estime-t-il.

La singularité culturelle n'est pas protégée par tous. M. Silvio Berlusconi affirmait au contraire au MIPCOM qu'une surface financière suffisante était la condition indispensable à une production de masse internationale. Entre les deux thèses, c'est le marché qui tranche.

YVES MAMOU

Le Monde

<p>Édité par la SARL Le Monde</p> <p>Comité de direction :</p> <p>Jacques Lesquenne, gérant directeur de la publication</p> <p>Bruno Frappat, directeur de la rédaction</p> <p>Jacques Guio, directeur de la gestion</p> <p>Manuel Lucbert, secrétaire général</p>	<p>Rédacteurs en chef :</p> <p>Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)</p> <p>Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon</p> <p>Daniel Vernet (directeur des relations internationales)</p> <p>Anciens directeurs :</p> <p>Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)</p> <p>André Laurens (1982-1985), André Fontana (1985-1991)</p>
<p>RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :</p> <p>15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15</p> <p>Tél. : (1) 40-65-25-26</p> <p>Télécopieur : 40-65-25-89</p>	<p>ADMINISTRATION :</p> <p>1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX</p> <p>Tél. : (1) 40-65-25-25</p> <p>Télécopieur : 40-60-30-10</p>

CARNET DU Monde

Naissances

Jocelyne, Pascal et Jérôme FISCHER, sont heureux d'annoncer la naissance de

Lastitia,

le 27 septembre 1991, à Tokyo.

Thérèse et Philippe KANTOR, Julie et Léo, sont heureux d'annoncer la naissance de

Alicia,

vendredi 11 octobre 1991, à Paris.

Décès

Saint-Simon (Canada), Paris.

M. et M^{me} Pierre Bonhomme, ses parents, Francis Bonhomme, son frère, Jean-Michel, et Marie-Christine Parais, sa sœur et son beau-frère, Marie, Claire et Anne, ses sœurs, M. et M^{me} Pierre Cinquatre et ses enfants, L'ensemble de toute sa famille, Gérard, Marc et tous ses amis, L'ensemble de ses collègues de travail, ont la douleur de faire part du décès de leur cher

Christien,

survenu à l'âge de quarante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu mercredi 16 octobre 1991, à 14 h 30, en l'église de Saint-Simon.

La famille s'excuse de ne pas recevoir. Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous apprenons la mort de

Louis COURROY, ancien sénateur des Vosges,

décédé accidentellement, le 14 octobre 1991, à l'âge de soixante-seize ans.

[Né le 4 avril 1915 à Rupt-sur-Moselle (Vosges), Louis Courroy, ancien directeur de l'enseignement technique, membre du Centre national des jeunes indépendants et présidents du Centre national des jeunes agriculteurs, a été élu député de la Moselle en 1958, réélu en 1962 et 1967. Louis Courroy avait adhéré au groupe du Centre républicain d'action rurale et sociale, puis, à partir de 1964, avec les républicains et indépendants, Louis Courroy avait rejoint, de 1967 à 1971, l'Union républicaine et rurale du Centre, réunissant des parlementaires proches de M. Valéry Giscard d'Estaing.]

M. et M^{me} Gad Ron et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Reich et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Samuel et leurs enfants, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Clara DEUTSCH,

survenue le 12 octobre 1991, à l'âge de

quarante-neuf ans.

Après un combat de douze ans contre la maladie, avec l'énergie et la volonté que vous lui connaissez, un dernier au revoir à Marie est possible à l'entrée principale du cimetière parisien de Pantin, mardi 15 octobre à 15 h 30.

85, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.

Chomera: Frolois.

M^{me} Simone Foray, M^{me} Françoise Foray et ses enfants, M. et M^{me} Françoise Roux et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph FORAY,

survenu le 12 octobre 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pierre Frydman, son épouse, Guy et Betty Frydman, leurs enfants, Eric et Valérie Frydman, Olivier et Nelly Frydman, Julien et Raphaël Frydman, ses petits-enfants, Valérie et Arthur, ses arrière-petits-enfants, Toute sa famille et ses proches, ont la tristesse de faire part du décès de

Ludie Estera FRYDMAN,

survenue le 12 octobre 1991, en son domicile.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 14 octobre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

74 bis, boulevard Maurice-Berte, 92200 Nanterre-Seine.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

M^{me} Marie-Paule Fumadelles, M^{me} Orlide Fumadelles-Almou, font part du décès de

Michel FUMADELLES, chevalier des Palmes académiques,

survenu le 12 octobre 1991.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

2, place des Jonquilles, 33000 Pessac, 15, rue Arthur-Rosier, 75019 Paris.

Le 12 octobre 1991, à l'âge de soixante-dix ans,

Madeleine GOROKHOFF, née La Néel, a quitté les siens.

Paul Gorokhoff, son époux, Claude et Marcel De Galve, Joëlle et Christian Herbelin, Philippe et Odile Gorokhoff, ses enfants, Laurette et Pierre-Yves, ses petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le jeudi 17 octobre, à 8 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

8, rue Edouard-Lockroy, 75011 Paris.

Episy.

M. et M^{me} Michel Godard, ses enfants, M. et M^{me} Gilles Godard, Frédéric et Thomas, M. et M^{me} Daniel Godard, Perrine et Pierre, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, M^{me} Micheline Le Chevreuil, sa sœur, M^{me} Michel et M^{me} Mireille Le Chevreuil, ses neveux et petits-neveux, M^{me} Madeleine Peter, sa compagne de déportation, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marguerite GÉLIS, née Crachan, commandeur de la Légion d'honneur, médaillée de la Résistance,

survenue le 14 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-neufième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques seront célébrées en l'église d'Episy (Seine-et-Marne), le mercredi 16 octobre, à 16 heures, suivies de l'inhumation au cimetière d'Episy.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

La Compagnie, 2, rue Girard, 77250 Episy.

M^{me} veuve Alfred Kemoun, sa mère, David, André, Georges, ses frères, Sa sœur Paulette, Ses beau-frère et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

Marie KEMOUN BARNARD,

survenue le 12 octobre 1991, à l'âge de quarante-neuf ans.

Après un combat de douze ans contre la maladie, avec l'énergie et la volonté que vous lui connaissez, un dernier au revoir à Marie est possible à l'entrée principale du cimetière parisien de Pantin, mardi 15 octobre à 15 h 30.

85, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.

M^{me} veuve Roger Natz, M^{me} veuve Paulette Lévy, M^{me} veuve André Sama, M. et M^{me} Lucien Natz, Le professeur et M^{me} Gabriel Cosas, M. et M^{me} Jean-Pierre Natz, M. et M^{me} Jacques Mazard, M^{me} Michèle Verbe, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert NATAT, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le lundi 7 octobre 1991 à Massilia.

Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Tamara REVENKO,

survenue en son domicile le 11 octobre 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 octobre, à 8 h 30, en l'église de la Présentation de la Vierge Marie, 91, rue Olivier-de-Serres, Paris (19).

Avec tristesse nous faisons part du décès de

Yves RIETHMULLER, architecte,

décédé à l'âge de trente-neuf ans, le 13 octobre 1991, à Malboue. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 octobre, à Malboue.

Des familles en deuil, Riethmuller, Hosokai, Holzer, Hock.

73, rue Hubert, 68200 Mulhouse.

M. Charles-André Rowe, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Les familles proches, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Olga Mireille ROWE, née Hamel,

survenue le 4 octobre 1991 dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale au nouveau cimetière de Montmorency.

18, avenue de la Division-Lacour, 95160 Montmorency.

Majeur C.E.D. SHAVE, ex-Garbis,

est décédé le 3 septembre 1991 à l'hôpital May-Day.

Croydon, Angleterre.

M^{me} Maurice Soland, M. et M^{me} Alexandre Mericinsky et leurs enfants, M. et M^{me} Christian Soland et leurs enfants, M^{me} Marie-Dominique Soland et M. Emmanuel Segnier, M^{me} Denise Soland, en religion sœur Marie-Catherine, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice SOLAND,

leur époux, père, grand-père, frère et parent,

survenue le 12 octobre 1991, à l'âge de soixante-six ans, à Corbeil (Seine-et-Marne).

Le service religieux, en l'église Saint-Marc, 80, boulevard de l'Hôpital, à Paris-13^e, où l'on se réunira, sera célébré le jeudi 17 octobre, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien d'Asnières, dans le caveau de famille.

50, avenue des Lys, 91540 Mennecy.

M^{me} Mireille Zarb, M. et M^{me} Fred Williams et leur fille Hélène, Les familles parentes, Affiliées et amies, ont la douleur de faire part du décès de leur très chère

M^{me} veuve Antoine ZARB, née Fanny Grisol,

survenue à Nice le 13 octobre 1991.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 octobre, à 16 h 30, en l'église Sainte-Hélène, à Nice (Alpes-Maritimes), où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messe

Une messe sera célébrée, le jeudi 17 octobre, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Travail, 39, rue Vercingétorix, Paris-14^e, à l'initiative de

Samuele MANCINI,

décédé le 27 septembre 1991.

Anniversaires

En ce jour, 15 octobre 1991, notre amie Denise Baumann aurait aimé fêter ses soixante-dix ans et évoquer la mémoire de ses parents

Renée et Léon BAUMANN,

de sa mère et de son beau-frère, Simone et Albert Frey, et de leurs enfants Arlette, Monique et Francis, morts à Auschwitz.

Denise restait très présente dans le cœur de tous ses amis.

Il y a cinq ans, Dieu rappelait à lui

Claude THOMAS.

Il est parti mais n'a pas disparu. Tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent de sa joie de donner.

Nos absents et nos actuels, hôte d'une réunion sur les intentions du «Carnet du Monde», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

SOLDES

Tous les jours du lundi 14 octobre au vendredi 18 octobre inclus.

9h à 12h/14h à 18h.

HERMÈS PARIS

24 FAUBOURG ST-HONORÉ PARIS 8^e

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES

CANTIS, CHAUSURES, PONSCE.

TAIWAN : une résolution inédite depuis 1949

Un parti d'opposition se prononce pour l'indépendance de l'île

Taiwan a connu le dimanche 13 octobre un moment historique : pour la première fois, une formation politique, le DPP, parti progressiste démocratique, a officiellement pris position en faveur de l'indépendance de l'île.

TAIPEI

de notre envoyé spécial

Lors de sa cinquième conférence, réunie ce week-end à Taipei, la principale formation d'opposition a voté, à la quasi-unanimité, l'inclusion dans ses statuts de la création d'une « République de Taiwan » indépendante, qui remplacerait l'actuelle « République de Chine ». Le DPP s'est aussi donné un nouveau président, M. Hsu Hsin-liang. Ce dernier a triomphé de justesse d'un rival plus radical, M. Shih Ming-teb,

lequel a passé la moitié de sa vie en prison. Selon les nouveaux statuts du DPP, l'indépendance devrait être le résultat d'un référendum au cours duquel la population de l'île ferait savoir si elle souhaite se séparer de la Chine. Ce texte constitue une révolution, surtout de la part d'un parti d'opposition modérée, composé de notables locaux qui souhaitent avant tout reprendre le pouvoir à un Kuomintang (KMT) encore dominé par des politiciens venus du continent lors de la défaite de 1949 face aux communistes.

Selon la législation en vigueur, il est toujours illégal de parler d'indépendance à Taiwan. Le régime avait donc menacé le DPP de sanctions pouvant aller jusqu'à l'interdiction du parti. Le porte-parole du KMT a d'ailleurs immédiatement dénoncé l'irresponsabilité du DPP, qui remet en cause la sécurité et la prospérité de l'île.

Dans son discours prononcé lors de la fête nationale, le 10 octobre,

le président Lee Teng-hui avait solennellement mis en garde ceux qui veulent « diviser le territoire national » (le Monde du 12 octobre). Le régime communiste rival de Pékin, qui considère toute revendication indépendantiste comme une « trahison » et un casus belli, a dénoncé par avance le « sécessionnisme » du DPP.

La démission du parti d'opposition, acquiescée après de longues discussions et un compromis entre les tenants du légalisme et ceux d'un recours au « pouvoir du peuple » - non-violent, toutefois - risque de mettre le KMT dans une position délicate, à deux mois des prochaines élections. (Lors du dernier scrutin, le DPP avait déjà remporté le tiers des suffrages.) Si le KMT prend des sanctions contre le DPP, il pourrait être accusé de recevoir ses ordres de Pékin et d'accroître la tension avec l'opposition, estime M. Antonio Chiang, éditeur de la revue Le Journaliste.

S'il laisse faire, il accentuera

ainsi les frictions internes entre les « durs » regroupés autour du premier ministre Hsu Fo-tsun, et les « libéraux » du groupe dit « de la sagesse ». Qui plus est, Pékin accusera le KMT de collusion avec les indépendantistes et d'incapacité à maintenir l'ordre dans l'île.

La situation est donc délicate. Mais un débat public sur ce sujet brûlant était inévitable, à un moment où à un autre. Tant les interdits du régime nationaliste, depuis 1949 jusqu'à récemment, que les menaces de Pékin n'ont jamais réussi à calmer l'ardeur des indépendantistes. Le processus de démocratisation, qui a ouvert les bouches et permis le retour de nombreux citoyens émigrés aux États-Unis, souvent plus radicaux, a accéléré le processus.

Reste à savoir quelle sera la réaction de l'opinion publique, mal informée et plus préoccupée de réalités quotidiennes. Les élections de décembre devraient fournir une réponse.

PATRICE DE BEER

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Permis à deux vitesses

Tiens, hier, on e encore fauché deux gains en scooter sur une départementale près de Besençon. C'est pas de sa faute, il était un peu pété, ce conducteur-gutier. Et puis ça arrondit les chiffres. Chez nous, l'alcool au volant tue dix personnes par jour. Là, on en n'avait que huit.

Grâce à Dieu, il n'y a pas que l'ivresse ! La vitesse se charge de rattraper ceux qui ont réussi à échapper aux chauffards en état d'intégrité ébréché. C'est qu'il faut pas craindre de taper sur l'obstacle si on veut arriver à remplir son ar, mal en près de dix mille carcasses. Sans compter les fautes de route, les roulers, eux aussi, mais faut bien reconnaître, question moyenne, ils sont beaucoup moins performants.

Honneur au mérite, les compagnies qui se contentaient jusqu'à présent de proposer une assurance sur la vie aux tués en suris vont permettre aux tueurs en puissance à qui on a retiré leur permis de s'offrir un chauffeur. Je les vois d'ici, arqués sur la banquette arrière, frappant nerveusement du pied un champignon imaginaire :

Ben, alors, qu'est-ce que vous attendez pour le doubler, ce conner ? Un peu de nerf, bon sang ! Les têtes à queue, c'est pas fait pour les chiens !

Et Georges Sarre, le secrétaire d'Etat aux transports, lui-même piégé par un radar il n'y a pas si longtemps, qui s'indigne : Enfin, c'est pas possible, on peut pas introduire un système de répression à deux vitesses dans ce pays ! T'es raison, on peut pas, vu que c'est déjà fait, et depuis belle lurette. Et au bénéfice de qui ? De toi, mon prince ! De toi et de Charrasse, qui nous a gratifiés d'un numéro resté célèbre dans les annales en allant rendre sous les feux des photographes son permis au commissariat avant de regagner en camion sa maison perdue vingt mètres plus loin : A Bercy ! et plus vite que ça !

Remarque, eux, ils sont moins dangereux que le vulgaire rufin interdit de volant capable de s'offrir en prime un remplaçant. Avec leurs sirènes et leurs moteurs, on les entend venir de loin, et ça laisse quand même le temps de s'écraser sur le bas-côté pour les laisser passer.

Le personnel de « Libération » s'oppose au projet d'augmentation de capital

A la suite d'un vote organisé lundi 13 octobre, les salariés de Libération - rédaction, administration, fabrication - se sont prononcés à 65 % contre le projet d'augmentation de capital de la société éditrice, la Société anonyme d'investissement et de presse (SAIP). Proposé par la direction du quotidien, cette augmentation de capital de 43 millions de francs devait être soumise par les actionnaires extérieurs du journal dirigé par M. Serge July - Communication et participation, qui regroupent des personnalités comme MM. Claude Alphonse, Patrick Peugeot, Gilbert Trigano, etc., la société BSN de M. Antoine Riboud, la Manufacture de Montreuil, de M. Jérôme Seydoux, les firmes Perrier et Chaussures André.

Destinée à financer le projet d'un magazine de fin de semaine dont la parution était prévue en 1992 (le Monde du 21 août), cette

augmentation de capital aurait réduit de 61,7 % à 32,3 % le poids du personnel dans le capital, en accroissant au contraire celui des actionnaires extérieurs.

C'est la première fois dans l'histoire de Libération que les salariés expriment leur opposition à la direction par un vote aussi massif : à la rédaction, 150 journalistes ont voté contre l'augmentation de capital tandis que 54 l'approuvaient ; à la fabrication, 30 techniciens sur 35 manifestaient leur opposition ; dans le secteur administratif, les votes se répartissaient entre 29 non et 28 oui.

Les salariés du quotidien ont sanctionné à la fois un projet de magazine qui ne leur semblait pas abouti et un montage financier qui entraînerait une perte de leur contrôle sur le journal.

Y.-M.L.

Réunion des ministres des affaires étrangères des Douze

Les ministres des affaires étrangères des Douze tiendront le lundi 28 octobre une réunion extraordinaire consacrée à l'union politique européenne, a-t-on appris mardi 15 octobre à La Haye. Les ministres discuteront notamment du rôle de l'Assemblée parlementaire de Strasbourg, de la « cohésion » (solidarité financière entre les pays membres du nord de l'Europe et les moins bien lotis du sud) et de la politique étrangère commune. Cette réunion précède de vingt-quatre heures celle, à Bonn, des ministres des affaires étrangères et de la défense des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale. (Corresp.)

La mort de Benigno Caceres

Benigno Caceres, fondateur avec Joffe Dumazedier de Peuple et Culture, est mort à Paris, dans la nuit du 14 au 15 octobre. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Né le 16 octobre 1916 à Toulouse, Benigno Caceres, qui a quitté l'école primaire à douze ans, apprend son métier sur le tas et devient compagnon charpentier. Après la guerre de 1939-1945, il s'engage dans la résistance à travers l'école des cadres d'Union et un compagnon d'Hubert Beauvillier, Simon Nora, Joffe Dumazedier. Au mois de décembre 1944, il participe avec ce dernier à la création du mouvement d'éducation populaire Peuple et Culture dont il devient le secrétaire général puis le président. Il assure également, à partir de 1950, la direction de la collection « Peuple et culture » aux éditions du Seuil.

(Publicité)

DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE DE FINANCES PUBLIQUES

sous la direction de Loïc PHILIP

Pour la première fois, une vision à la fois claire et complète des finances publiques françaises présentée par 180 spécialistes en 800 termes

2 volumes - 1 647 pages - 480 F
ECONOMICA - 49, rue Héricart - 75015 PARIS
TEL. : 45-79-93-56 - FAX : 45-75-05-67

PAKISTAN Deux Américains échappent à une amputation coranique

Deux frères américains convertis à l'islam, Charles « Asadullah » et Daniel « Saifullah » Boyd, âgés de trente et vingt-deux ans, ont été libérés lundi 14 octobre à Peshawar, après qu'ils eurent été condamnés pour un vol à main armée à l'amputation « de leur main droite au niveau du poignet et de leur pied gauche au niveau de la cheville ». La cour d'appel les a acquittés, estimant les preuves insuffisantes. La sentence du tribunal de première instance avait été très critiquée : des intégralistes eux-mêmes désapprouvaient que le Coran exige, en répression d'un vol, l'amputation de la seule main gauche, et jamais pour un premier délit.

Les frères Boyd étaient les premiers étrangers à se voir appliquer la loi coranique (charia) depuis son introduction en 1979.

De nombreux citoyens du « pays des purs » (Pekieten) ont été condamnés aux peines qu'elle prévoit, mais l'amputation n'a jamais encore été appliquée. - (AFP, UPL)

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

200 QUESTIONS A MON AVOCAT

Depuis 1894 DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COUTUMES MESURE à partir de 2 690 F
PANTALONS 895 F VESTONS 1 795 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies

Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET UNIFORMES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

(Publicité)

Etudes en Université CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou études
Année : 60 000 F env.
Semestre : 35 000 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
French Office, 57, rue Charles-Lafitte
92200 Neuilly (1) 47-45-09-18

INSEE

la référence au bout des pages...

ETC 1990
Série INSEE Cadrage

Pour enseigner la comptabilité nationale. S'exercer à la macro économie et travailler sur des cas concrets.

150 pages - Prix 80 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats
« La démocratie européenne à l'épreuve de la guerre contre la Croatie », par Mirko Grmek
« Bibliographie : la foi d'un héritier » 2

La crise yougoslave
Les présidents des dix Républiques convoqués à la conférence de La Haye 3

L'attribution du prix Nobel de la paix à M^{me} Aung San Suu Kyi
Le régime birman du plus en plus isolé 6

La préparation de la conférence de paix au Proche-Orient
M. Baker au Caire et à Amman 6

Le débat sur la réforme électorale
M. Laurent Fabius est réservé vis-à-vis de la proportionnelle 10

Fichiers des RG
Les deux décrets ont été sensiblement modifiés 11

Les manifestations d'infirmités
Le mouvement se poursuit après l'échec partiel des négociations 12

SCIENCES • MÉDECINE

« Un entretiens avec M. Alain Mériaux » : L'anjou des origines
« Bibliographie : « Feu la médecine pénitentiaire » : Cocotier-éprouvette
« Stratopère volcanique » : La mort dans l'estime 13 à 15

Musset à Nanterre
Après « On ne badine pas avec l'amour », Jean-Pierre Vincent monte « Les Caprices de Marianne » et « Fantasio » 17

« Eté et fumée » à Rungis
Les chimères et le roman de la Tennessee Williams vus par Gilles Glez 17

SECTION B

Jeunes Agriculteurs en Europe
Le congrès du Conseil européen à Orange 21

Le marché des programmes de télévision
L'Amérique a besoin des autres 24

Services

Abonnements 2
Cartes 24
Marchés financiers 22-23
Météorologie 23
Mots croisés 24
Radio-Télévision 25
Spectacles 18

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de 1 à XXII et un supplément « Immobilier d'affaires » folioté de 1 à 12

Le numéro du « Monde » daté 15 octobre 1991 a été tiré à 536 305 exemplaires.